



Investir dans les populations rurales

République de Guinée

Programme National d'Appui aux Filières Agricoles – Extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA-BGF) et Programme National d'Appui aux Filières Agricoles – Haute Guinée, Moyenne Guinée et Guinée Forestière (PNAFA-HMF)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 5 au 24 juin 2016
Date du document: 20/07/2016
No. du Projet: 1100001700/1100001206
No. du rapport: 4129-GN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département Gestion des Programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	1
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du programme	23
E. Aspects fiduciaires	25
F. Durabilité	30
G. Autres (environnement et changement climatique)	31
H. Conclusion	31

Annexe: liste des participants nationaux

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	35
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	43
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	55
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	65
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	77
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	79
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	81
Appendice 8: Précision sur les modes de calcul des taux d'exécution des PTBA et de réalisation des indicateurs	82
Appendice 9: Activités post-récolte	83
Appendice 10: Revue du PNAFA HFM	87
Appendice 10 b: Situation des activités d'infrastructures programmées sur OFID au titre du PTBA 2016/2017 (PNAFA-HFM)	88
Appendice 11: Propositions en vue de la révision du cadre logique	94
Appendice 12: Résumé de l'Aide-mémoire	95

Sigles et acronymes

ACGP-MP	Administration et Contrôle des Grands Projets et Marchés Publics
ACORH	Amélioration des Capacités des Organisations des filières Riz et Huile de palme
ANO	Accord de Non-Opposition
ANPROCA	Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole
APIMG	Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée
ASF	Associations des Services Financiers
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BSD	Bureau de Stratégie et de développement
BTGR	Bureau Technique du Génie Rural
CA	Conseil d'Administration
CAFODEC	Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Epargne/Crédit et à l'Education Civique
CAI	Comité d'Approbation des Interventions
CAR	Conseil Agricole Régional
CMR	Cadre de Mesure du Rendement
CNOP-G	Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée
CS	Comité de Surveillance
CTN	Cellule Technique Nationale
CTR	Cellule Technique Régionale
DID	Développement International Desjardins
DIP	Diagnostic Institutionnel Participatif
DPA	Direction Préfectorale de l'Agriculture
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRF	Demande de Remboursement de Fonds
ECD	État certifiés des dépenses
ENID-SARL	Entreprise des Nouvelles Ingénieries et Développement
FASeF-BG	Faitière des ASF de la Basse Guinée
FEDERIZ	Fédération des Riziers
FEDERIZ-BG	Fédération des Riziers de Basse Guinée
FEPRORI-GF	Fédération Régionale des Producteurs de Riz de la Guinée Forestière
FEREPPAH	Fédération Régionale des Planteurs de Palmier à Huile et Hévéa
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
FOP-BG	Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée
FPPD	Fédération des Producteurs du Fouta Djallon
FUPRORIZ-HG	Fédération des Unions de Producteurs de Riz de la Haute Guinée
GNF	Francs Guinéens
IMF	Institution de Micro-Finance
IRAG	Institut de Recherches Agronomiques de Guinée
MA	Ministère de l'Agriculture
MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur
OFID	OPEC Fund for International Development
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONG	Organisation non-Gouvernementale
OP	Organisations Paysannes
OPA	Organisation Professionnelle Agricoles
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDF	Plan de développement des Filières

PNAFA-BGF (PNAFA-BG&F)	Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles Extension Basse Guinée & Faranah
PNAFA-HMF	PNAFA dans les zones de la Haute Guinée, la Moyenne Guinée et la Guinée forestière
PND	Programme National de Développement Agricole
PNIASA	Programme National d'Investissement Agricole et la Sécurité Alimentaire
POA	Plans d'Orientation et d'Action
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
RAF	Responsable Administratif et Financier
RMP	Revue à Mi-Parcours
SIPAG	Système d'Information sur les Produits Agricoles en Guinée
SRPV	Service Régional de Protection des Végétaux
SRPV-DS	Service Régional de la Protection des Végétaux et Denrées Stockées
STD	Services Techniques Déconcentrés
STE	Services Techniques de l'Etat
TDR	Termes de Référence
UGMK	Union des Groupements Maraîchers de Kindia
UNC	Unité Nationale de Coordination
URC	Unité Régionale de Coordination
USD	United State Dollars (Dollars américains)
WAAPP	West African Agricultural Productivity Programme

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe FIDA/Gouvernement Guinéen, accompagnée par l'Unité Nationale de Coordination (UNC) du PNAFA, a procédé à la Supervision du Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles Extension Basse Guinée & Faranah (PNAFA-BGF ou PNAFA -BG & F) du 05 au 24 juin 2016 en Guinée. La mission a passé en revue les aspects opérationnels et financiers du Programme tels que la gestion et la réalisation des activités ainsi que le degré d'atteinte des objectifs. La mission a examiné de manière approfondie les mesures correctives à apporter au Programme à sa première année de mise en œuvre effective afin d'obtenir davantage d'impact. La mission a permis d'apprécier également, sur la base des activités déjà réalisées et de la démarche de mise en œuvre, l'efficacité du projet ainsi que la pertinence de l'approche tout en identifiant les principales contraintes rencontrées et les solutions pour les surmonter.
2. Les résultats de la mission vont permettre au Gouvernement, au FIDA et aux autres services concernés d'être en mesure de faire d'avoir une série de recommandations destinées à améliorer la mise en œuvre des activités, en tenant compte de l'environnement institutionnel actuel et en capitalisant les leçons apprises de l'exécution du PNAFA dans les zones de la Haute Guinée, la Moyenne Guinée et la Guinée forestière (PNAFA-HMF).
3. Tout au long de son séjour, la mission du FIDA a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe Gouvernementale mandatée pour participer à cette mission (Ministères des finances, du Plan et de l'Agriculture) l'Unité Nationale de Coordination du PNAFA, la CNOP-G et ses démembrés, les Unités régionales de Coordination (URC), les Associations des Services Financiers (ASF) et leur faitière, les représentants des OPA bénéficiaires membres et non membres (FEDERIZ), et les autres partenaires de terrain (DRA et autres services techniques déconcentrés (SRPV, BTGR, ANPROCA).
4. La mission exprime ses remerciements sincères aux autorités guinéennes qui ont facilité la réalisation de cette mission, ainsi qu'aux cadres de l'UNC, de l'URC Basse Guinée et du Département de l'Agriculture pour leur collaboration et leur disponibilité qui ont facilité le bon déroulement des travaux de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

5. La présente mission de Supervision du FIDA est la première du PNAFA Basse Guinée et Faranah (PNAFA -BG & F). Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de ce programme, il faut noter qu'un premier PTBA de 18 mois (janvier 2015 à juin 2016) avait été élaboré et approuvé à l'occasion du premier comité de Pilotage organisé à Conakry les 23 et 24 juin 2015, suivi également d'un Plan de Passation des Marchés.
6. **Evaluation d'ensemble des taux d'exécution physique:** Le paiement de la première tranche sur le prêt OFID et sur le DON 8118 n'a pu être effectif que dans la première quinzaine de décembre 2015, ce qui a entraîné un report important d'activités sur l'exercice 2016. A la date du 31 décembre 2015, le taux de réalisation physique du PTBA 2015 était de 12.72% pour des taux moyens d'exécution par composante de: (i) 13,34% pour la Composante A, Appui aux OPA (ii) 6,25% pour la Composante B Appui aux services publics et à la finance rurale (iii) 18,58 % pour la composante C Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs. Au 31 mai 2016, les taux d'exécution sont de 13,78% pour la composante A, 0% pour les composantes B et C. Le taux global d'exécution du PTBA 2016 est de 4,59%. Le détail par sous composantes et activités est présenté en appendice IX.

¹ Composition de la mission: La mission était composée de Abdoul Wahab BARRY, Chargé de portefeuille du FIDA, Chef de mission ; Ibrahima Tanou DIALLO, Chargé d'Appui Programme du FIDA pour la Guinée, et responsable des aspects de production agricole lors de la présente mission ; Mahamadou BARRY, Chargé des Finances au FIDA, Cheikh Tidiane SARR, Consultant chef de mission technique, Coumba FALL, Consultante, chargée des OPA ; Mathieu FAUJAS, Consultant chargé de la post-récolte ; Cédric BOULAN, Consultant, chargé du Suivi-Evaluation ; Abdoul Karim ALOU, Consultant chargé des aspects fiduciaires ; Oumou TOURE, Experte administrative et financière. La liste des représentants de la partie guinéenne est annexée à cet aide-mémoire.

7. En termes d'efficacité, il convient donc de noter le faible taux de réalisation des indicateurs de produits du Programme. Au 31 mai 2016, le taux global de réalisation physique des indicateurs du cadre logique est de 10% soit un taux par composante de 6,71% pour la composante A « appui aux organisations paysannes » et 20,24% pour la composante B « appui aux services publics et à la finance rurale ». Au niveau des sous composantes, on obtient les résultats suivants: « appui institutionnel aux OP », 39,88%; « appui économique aux OP », 1,45%; « Appui institutionnel aux services publics » 20,24% et « appui à la finance rurale », 23,37%.

8. Ce niveau d'exécution physique du PNAFA-BGF particulièrement bas s'explique par les difficultés multiples qui ont marqué sa mise en place et son fonctionnement durant les dix-huit premiers mois de son exécution effective. Ces difficultés s'expliquent principalement par des raisons internes liées à des dysfonctionnements et à des carences au sein de l'équipe de coordination du PNAFA national qui sont en passe d'être résolues avec le renouvellement d'une partie du personnel notamment les postes de Coordonnateurs et de RAF. Le retard enregistré dans le processus de planification, de signature des conventions/contrats et la mise à disposition des fonds aux OPA qui n'est intervenue qu'en Décembre 2015 explique le report des activités sur 2016.

9. **Evaluation d'ensemble de la Gestion Financière:** Au 30/05/2016, le taux de décaissement par financement est le suivant: (a) **Don FIDA 8091**, 71,02%, (b) **Don FIDA 8118**, 8,14%; (c) Prêt OFID, 41,61%; Gouvernement, 1,64%.

10. Spécifiquement au Don 8118, sur les PTBA 2015 et 2016, les taux d'exécution financière sur les prévisions de dépenses sur le financement du Don sont respectivement de 61,10% et 21,32%. La performance financière du PNAFA sur le Don 8118 a été jugée insatisfaisante avec des dépenses effectives estimées à 6% des ressources de ce don à 3 ans de la date d'achèvement.

11. La mission, dans le cadre de l'évaluation du système de gestion financière du PNAFA conduite pour vérifier sa conformité avec les exigences du FIDA en matière de risques fiduciaires, a retenu que le niveau du risque fiduciaire est « élevé » du fait des lacunes organisationnelles constatées, de la structure inadaptée de la gestion comptable, des insuffisances relevées dans le processus de contrôle et de reporting sur les transactions financières des OPA.

12. **Evaluation d'ensemble des réalisations du projet:** Au 31 mai 2016, les réalisations du projet demeurent très limitées. Seuls 1 127 ménages bénéficiaires directs, et au sein desquels 762 femmes, ont pu être touchés par le PNAFA soit 2 % de l'objectif total qui est de 55 000. Les formations des OP sur les thèmes institutionnels et commerciaux ont touché 796 personnes, dont 414 femmes, sur 20 000 personnes, soit 4%. De façon plus spécifique, dans les domaines post-récolte (transformation et commercialisation), 50 groupements sur les 261 prévus, soit 19%, ont pu être formés, y compris 100 femmes membres de ces groupements.

13. L'appui à la formulation ou à la révision des Plans d'Orientation et d'Action (POA) des Unions qui constituent les documents de base sur lesquels repose l'ensemble du processus de programmation pour la Composante A du projet, a concerné 25 d'entre eux sur les 75 prévus, soit un tiers. L'accélération du processus de mise à jour ou de formulation de ces POA est essentielle pour une planification réaliste de l'ensemble des activités nécessaires à l'atteinte d'une partie significative des objectifs du projet.

14. Aucune infrastructure n'a encore pu être réalisée. En effet les aménagements hydro-agricoles sont encore au stade des études (pour 356 hectares de plaines et de bas-fonds en 2016) alors qu'en matière de bâtiment pour le stockage, la transformation ou la vente de produit agricole, seule la construction de 15 étals de vente (sur financement de la Coopération Italienne, donc hors PNAFA) est prévue d'ici la fin de l'année. Très peu d'équipement et quasiment aucun intrant, n'ont été distribués à ce stade, seules 10 unités d'équipements légers sur les 9 000 prévues ont été mises à disposition des producteurs.

15. Les activités en vue de faciliter l'accès aux publications mensuelles sur les prix ont pu être initiées via les radios rurales et elles ont touché, sur la base des personnes bénéficiaires du projet présentes dans les zones de couverture de ces radios, 8 400 sur les 30 000 personnes prévues, soit 28% de la cible.

16. En ce qui concerne le recours des producteurs bénéficiaires du projet aux ASF, 5 608 d'entre eux, dont 2 538 femmes, sont d'ores et déjà des emprunteurs actifs sur les 6 000 prévus, soit 93,5% de l'objectif du projet.

C. Produits et effets

COMPOSANTE A: APPUI AUX ORGANISATIONS PAYSANNES (OP)

17. Les objectifs visés par cette composante sont: (i) Appuyer la CNOP-G pour la mise en œuvre des activités transversales de développement des filières (planification, suivi-évaluation participatif, dialogue sur les politiques sectorielles et recherche-action); (ii) Assister les Unions et les Fédérations dans la planification et la mise en œuvre des activités économiques de développement des filières; et (iii) Faciliter l'accès aux infrastructures, aménagements et équipements nécessaires. La mise en œuvre des activités de la Composante se fait avec deux Sous Composantes à savoir la Sous-Composante A1: Appui institutionnel aux OP et la Sous-composante A2: Appui économique aux OP.

Sous-composante A1: Appui institutionnel aux OP

18. Les activités réalisées par la Cellule Technique Nationale (CTN) de la CNOP-G et ses démembrements au titre de cette Composante se résument ainsi qu'il suit:

19. **Convention de collaboration avec la CTN de la CNOP-G.** Elle a été signée le 23 Septembre 2015 pour un montant de 3,1 milliards GNF sur une durée de deux ans. Elle décrit les obligations des deux parties dans l'exécution technique et financière des PTBA ainsi que les modalités de décaissements. La CTN est responsable de la tenue des comptes et du suivi de l'exécution technique des activités d'envergure nationale qui sont relatives à la structuration des OPA, l'appui pour l'élaboration de leurs Plan d'Orientation et d'Actions (POA), au renforcement des capacités de ses membres et la réalisation d'un marché des produits agricoles. L'appui à l'élaboration du Plan d'orientation Vision 2020 de la CNOPG est également prévu dans cette convention. Le programme, pour sa part, avait l'obligation de mettre à la disposition du partenaire les ressources et de fournir une assistance technique dans le cadre des activités prévues (passation de marchés, suivi-évaluation, manuels de procédures etc.).

20. Du fait du retard accusé dans la signature de la convention, certaines activités prévues en 2015 ont été reportées sur l'année 2016. Cette situation crée de fait un problème dans l'exécution d'un programme 2016 dès lors surchargé. Cette convention à bien des égards est désormais caduque et doit être amendée pour tenir compte des ressources disponibles et du temps restant. Cette révision sera une opportunité pour décider, d'une part, de l'opportunité de réaliser le marché de gros des produits agricoles qui était prévu et, d'autre part, du porteur et du meilleur mode de gestion de ce marché.

21. **Restructuration de la FOP-BG.** Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention 2015 avec la CTN, il était prévu, entre autres activités, la restructuration de la FOP-BG qui fédère 96 Unions et coopératives. Cette restructuration était nécessaire en raison de la complexité que cette fédération rencontre dans la mise en œuvre de ses activités compte tenu de la multiplicité des filières notamment la riziculture, le maraichage, la saliculture, l'arboriculture etc. C'est pour cette raison que le PNAFA, en collaboration avec la Cellule technique nationale et sur la demande de la FOP-BG, a programmé cette activité dans le PTBA 2015. Cette restructuration devrait aboutir à la création de trois nouvelles fédérations dont: (i) une fédération des vivriers, (ii) une fédération des maraîchers et (iii) une fédération des fruitiers.

22. La FOP-BG a organisé une réunion du CA à son siège, élargie à la DRA de Kindia à l'URC PNAFA-BG. Au terme de cette réunion, une commission technique composée de onze (11) membres a été mise en place dont trois membres du CA de la FOP-BG (un représentant par filière) deux représentants de la CNOP-G, le DRA de Kindia, un représentant de l'URC PNAFA-BG, trois techniciens et le conseiller technique FOP-BG. La réunion a permis d'élaborer un chronogramme de travail pour la restructuration de la FOP-BG. Une mission d'information et de sensibilisation a été ensuite organisée au niveau de quelques unions sur le projet de restructuration.

23. La présente mission de supervision a pris connaissance de l'état d'avancement de la restructuration de la FOP-BG dont l'achèvement est prévu au mois de novembre 2016. Elle recommande que cette restructuration soit poursuivie et achevée dans les délais et que les résultats soient pris en compte dans l'élaboration du PTBA 2017. Pour rendre ce processus plus efficient, en attendant de disposer des POA de ces fédérations, les assemblées devraient permettre d'identifier les activités prioritaires à intégrer dans le prochain PTBA pour éviter des retards dans la planification et la mise en œuvre des activités des trois nouvelles faitières.

Recommandations sur la restructuration de la FOP-BG

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Appuyer les différentes fédérations, pendant les assemblées dans l'élaboration d'un programme de démarrage de chaque faitière	CTN-CNOPG	
	CTR	immédiat
Procéder à l'harmonisation avec tous les Plan d'Orientation et d'Actions (POA) des Fédérations et Unions	CTN, CNOP-G, CTR-BG	2017
Procéder à l'évaluation bisannuelle du niveau de maturité des OPA par un consultant indépendant en collaboration avec la CNOP-G	UNC	Décembre 2016 Décembre 2018
Externaliser le prochain diagnostic institutionnel participatif (DIP) des OPA, groupements et unions membres de ces trois fédérations ainsi que l'évaluation de l'évolution de leur degré de maturité vers l'autosuffisance	UNC / CNOP-G	Avril 2017

24. **Formation des élus des nouveaux groupements et unions.** Les CTR de la CNOP-G ont procédé à la formation des élus des nouveaux groupements sur leurs rôles et responsabilités; ces formations avaient pour but de renforcer les capacités des élus sur le principe de fonctionnement et de gestion d'une OPA en vue d'améliorer le mode de gouvernance de leurs organisations.

25. Au cours de l'exercice (2015 à 2016), Trente et une (31) sessions de formation ont été organisées au bénéfice de 829 nouveaux responsables sur les vingt mille visés, dont 357 femmes à travers des ateliers qui ont permis aux participants de renforcer leurs connaissances sur: (i) La gestion simplifiée; (ii) Techniques d'animation des réunions et AG; (iii) Leadership (iv) vente groupée du riz; (v) principes de fonctionnement et gestion d'une OP; (vi) les caractéristiques et l'importance d'un partenariat efficace. Ces sessions de formation ont été animées par les conseillers de zone sous la supervision des CTR/CNOP. Conformément à la démarche, les conseillers ont été préparés sur l'animation des modules, avant d'être déployés sur le terrain. Pour consolider les connaissances des participants les modules de la formation ont été distribués à tous les participants. Seulement ces modules sont en français, ce qui limite leur diffusion et leur large utilisation

26. En termes de résultats, les sessions de formation ont permis aux participants d'acquérir des connaissances pour l'accomplissement des tâches qui leurs sont confiées et d'éviter les conflits d'attributions/rôles entre les différents élus. Par ailleurs, ils ont compris la complémentarité entre les différents organes d'une OPA (Conseil d'Administration –CA- et Comité de Surveillance –CS-) et la bonne gouvernance au sein d'une OPA (amélioration de la gestion, le fonctionnement, la communication et la transparence).

27. Seulement l'application de ces formations aux activités réelles entreprises par les OP ne semble pas être une pratique généralisée. Par exemple les producteurs n'ont pas connaissance des outils de gestion prévisionnelle de leur activité économique. Ils décrivent une activité comme rentable sans pouvoir expliquer les frais d'investissement et calculer la rentabilité réellement.

28. La mission insiste sur la nécessité d'une articulation entre les formations et leur application pratique dans les activités et dans le choix des thèmes de formation en tenant compte des besoins réels des producteurs à la base. L'aspect fonctionnel des formations, surtout concernant les activités économiques et de commercialisation, doivent nécessairement être suivies d'un accompagnement pratique des OP pour les aider à mettre en œuvre les connaissances acquises lors des formations. Cet appui pourrait être effectué au cours des missions de suivi et d'assistance technique des CTR et des conseillers de zone.

Recommandations sur la formation

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la réactualisation des modules et pratiques en intégrant la passation de marché et la gestion de projets économiques du plan de formation de l'URC-BG et de ses partenaires ainsi que la nécessité d'une articulation entre les formations et leur application pratique	URC-BG CTR	Immédiat
Procéder à la traduction des modules de formation déjà disponibles en français dans les langues locales.	CNOPG, CTR-BG	2017
Lancer le programme d'alphabétisation fonctionnelle qui privilégie les femmes et les jeunes au niveau des Unions	CNOPG, CTR-BG	Immédiat

29. **Structuration de nouveaux groupements au niveau des trois régions (Faranah, Kindia et Boké).** Cette activité a pour but de procéder à la formalisation de 190 nouveaux groupements de base dont 140 en Basse Guinée et 50 dans la région de Faranah en vue de promouvoir le développement des filières promues. Elle a touché au total 4 355 producteurs dont 2 609 productrices (soit 59,90%). Les Assemblées Générales Constitutives (AGC) ont été tenues et les statuts et règlements intérieurs sont disponibles. Déjà, 140 groupements disposent de leurs agréments (soit 73,68 %).

30. La mission encourage le programme à poursuivre cette structuration en vue d'élargir la base d'intervention et de promouvoir le mouvement associatif dans la zone d'intervention.

Recommandations sur la structuration de nouveaux groupements

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Appuyer l'élaboration des POA des nouveaux groupements	CTR-CNOPG	1 ^{er} sem. 2017
Elargir la structuration à l'aval des filières de (étuveuses, décortiqueuses, commerçants et transporteurs)	L'URC-BG, CTR-CNOPG-BG et la FEDERIZ-	Continue
Signer une convention avec ANPROCA pour appuyer les organisations non membre de la CNOP-G	PNAFA, ANPROCA	2016
Prendre en compte les nouveaux groupements dans le dispositif d'appui mis en place par le PNAFA	UNC, URC et la CTR-BG	Immédiat
Définir les critères d'éligibilité et modalités des OPA non membres de la CNOP-G au financement du PNAFA	UNC, URC, ANPROCA	décembre 2016
Renforcer la structuration des producteurs non membres de la CNOP-G en tenant compte du genre	UNC, URC-BG, ANPROCA et CTR-BG	continue
Sensibiliser les OPA sur la nécessité d'évoluer vers les sociétés coopératives suivant les critères de l'OHADA durant les formations	CNOP-G	Décembre 2016

31. **Organiser les ateliers de mini-CAR.** La FOP-BG a organisé au total quatre (04) sessions de mini CAR d'auto-évaluation et de planification des activités à la base. Ces ateliers ont été organisés durant la période de juillet à septembre de chaque année. Elles ont vu la présence d'un total de 120 participants (34 femmes et 86 hommes) dont 30 jeunes et essentiellement composés des représentants des OPA, des services techniques partenaires, des acteurs de l'aval, des projets/programmes et ONG de la place.

32. **Organiser les sessions du Conseil Agricole Régional (CAR).** Les sessions des CAR ont pour objet de favoriser une large concertation entre les acteurs des filières afin de procéder: (i) au bilan de réalisation des activités des OPA; et (ii) à l'élaboration/validation du Plan d'Orientation et d'Action (POA). La CTR de la Basse Guinée a procédé à l'organisation de 2 sessions de CAR, à raison d'une session par an. Ces sessions qui font suite aux réunions de zones à la base, ont permis d'autoévaluer les PTBA précédents et de planifier des activités du PTBA en cours. Elles ont été organisées courant août-Septembre de chaque année et ont regroupé un total de 60 participants dont huit (8) jeunes, trois (3) femmes venant des OPA, des acteurs de l'aval qui prennent part aux différentes sessions d'autoévaluation et de planification. Il faut noter que les femmes et les jeunes ne sont pas en général choisis par leurs OP pour les représenter à ces sessions malgré les recommandations de la FOB-BG. L'analphabétisme des femmes, leurs engagements familiaux et le défaut de responsabilisation des jeunes dans les OP sont souvent des justifications de leur non présence. La FOB doit appliquer des sanctions pour garantir cette participation d'autant plus que ces ateliers se tiennent dans les langues locales. Outre les représentants des OPA, des représentants des CTR, des URC et des Services techniques partenaires et les ONG participent aux sessions.

33. Les modalités et outils d'animation des CAR doivent être complétés dans le guide de la CNOP-G pour garantir: i) la participation de qualité des femmes et des jeunes ii) l'analyse approfondie des activités et leur inscription au PTBA sur la base de problématiques et de critères concertés. Des travaux de groupes par catégorie sociale et par filière avec des grilles de réflexion relatives aux activités et aussi aux besoins de renforcement des OP en charge de leur mise en œuvre devraient être organisés et facilités par des professionnels compétents pendant les CAR et mini-CAR. Ainsi, les services techniques invités pourraient mieux jouer leurs rôles de personnes ressources lors de ces ateliers.

34. **Organiser les sessions du Comité d'Approbation des Interventions (CAI).** Ces sessions ont pour objet de procéder à l'examen et à l'approbation des activités proposées par les OPA au titre du PTBA en cours de validation au niveau régional. Institutionnellement, les sessions des CAI au nombre de deux (2), soit une par an, sont organisées à la suite des CAR durant la période de septembre à octobre de chaque année avec la participation des représentants des Fédérations (FOP-BG et FEDERIZ), des CTR, de l'URC, les ONG et les Services techniques partenaires. Elles ont enregistré au total la participation de 43 participants dont 4 femmes. Des outils sont conçus de manière consensuelle pour servir de guide pour l'animation des sessions de CAI; il s'agit notamment du guide d'animation élaboré par la CTN de la CNOP-G et du cadrage budgétaire préparé à l'interne et validé par le CA de la CNOP-G et le PNAFA.

Recommandations sur la conduite des sessions mini CAR et CAR

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Compléter le guide méthodologique d'animation des mini CAR et CAR par des outils spécifiques qui assurent l'inclusion des acteurs de la filière (surtout les femmes et les jeunes), l'adoption des activités prioritaires et l'identification des besoins d'appui	CNOPG CTR	Juillet-sept 2016
Exiger que les unions appliquent les recommandations de la FOP-BG en matière de représentation des femmes et des jeunes dans les délégations aux mini CAR	FOB-BG CTR	Juillet-sept 2016

35. **Organiser les missions de suivi et d'appui technique aux OPA.** La CTN et CTR CNOP- BG ont réalisé neuf (09) missions de suivi et d'appui technique aux OPA sur quinze (15) missions prévues, soit 60%. Ces missions ont pour objectifs d'apporter un appui à la planification opérationnelle des PTBA des OPA, ainsi qu'un appui sur les aspects fiduciaires et comptables.

36. **Renforcer le dispositif d'appui conseil de proximité au niveau des OPA.** Pour mieux intervenir au niveau des régions, la CNOP-G a sollicité et obtenu du PNAFA, le recrutement de onze (11) conseillers de zones dont huit (08) en Basse Guinée et trois (03) dans la région de Faranah ainsi que deux (2) points focaux genre au niveau des deux CTR pour appuyer les OPA dans les régions concernées. Le recrutement de ces conseillers et point focaux genre a permis de renforcer les capacités opérationnelles d'intervention des CTR et de tenir compte de l'aspect genre auprès des OPA. Cela a contribué également à atténuer le déficit en termes d'encadrement de proximité des OPA et faciliter la structuration des nouveaux groupements et unions. En plus, les conseillers de zones ont contribué à la collecte d'informations sur le terrain pour la mise à jour de la base de données. Pour compléter le dispositif, des conseillers agricoles sont en phase de contractualisation entre la FOB-BG et ANPROCA pour assurer le suivi technique de la production. Les TDR de ces conseillers et points focaux devraient être articulés aussi aux besoins et contenu du suivi des activités de la FOP-BG.

37. Pour rendre ces Conseillers opérationnels, le PNAFA a facilité l'acquisition et la mise à disposition de 9 motos tout terrain pour la CTR-BG. La mise à disposition de ces motos a permis de couvrir davantage de zones et aussi et de groupements encadrés.

Recommandations sur les missions de suivi et d'appui technique aux OPA

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Insérer dans les missions d'appui, le suivi post-formation (thématiques portant sur les comptes d'exploitation, la mise en place et le fonctionnement des comités de gestion et les techniques de commercialisation etc.)	CTR/CNOP-G/ URC	Immédiat
Elaborer et mettre en œuvre une stratégie réaliste de mobilisation des ressources internes des OPA (fédérations et unions) pour la pérennisation des acquis et leur autonomisation financière.	CNOP-G, OPA	Jun 2016 et continu

38. **Analyse du fonctionnement du partenariat entre le Programme et les OP.** La situation des relations a connu des difficultés dernièrement du fait des retards dans la signature effective des conventions et l'application des obligations des conventions, notamment la mise à disposition des ressources et le respect des procédures de passation des marchés. Des solutions devront être trouvées dans le cadre de l'élaboration des prochaines conventions en vue de faciliter leur mise en œuvre. Aussi, des appuis devront-ils être fournis, de manière continue, par le Programme aux équipes techniques de la CNOP-G et aux élus des OP sur la gestion financière, comptable et technique des projets financés par le FIDA, sur la base des modules conçus à cet effet.

39. La CNOPG a la capacité d'accompagner ses faitières dans un processus de structuration et de planification aboutissant aux POA. Cependant, les mécanismes de génération de fonds propres ne sont pas encore mis en place pour une mise en œuvre effective de ces POA. La structuration de la FOP-BG en trois filières devrait contribuer à la levée de cette insuffisance. Pour l'instant seule la FEDERIZ est identifiée par le Programme comme acteur spécialisé et organisé non-membre de la CNOP-G dans le secteur de la transformation mais elle est en concurrence avec la FOP-BG.

40. Les services relatifs à l'organisation de la contractualisation et la gestion des relations entre les commerçantes et les producteurs ne sont pas fournis par les Unions et Fédérations. Les commerçantes préfinancent les producteurs maraichers de manière informelle et imposent par conséquent leurs tarifs.

41. La capacité des OP faitières à fournir des services et à contractualiser avec les opérateurs de marché reste faible et la commercialisation demeure une contrainte qui a souvent été évoquée par les producteurs et les transformateurs rizicoles. La recherche de marchés, l'organisation de la vente des produits et la négociation avec les commerçantes sont des activités portées par les producteurs individuellement. Les Unions et la fédération ne se sont pas encore investies de manière organisée dans ces créneaux pour lever ces contraintes.

Recommandations sur le partenariat entre le PNAFA, les OP

Mesures convenues	Responsabilités	Dates
Organiser une session d'appui/formation sur la gestion technique, financière et comptable des projets financés par le FIDA destinée aux élus et aux équipes techniques	UNC/CNOGP/CTN	immédiat
Organiser des sessions de formation sur l'approche filière au profit de toutes les catégories d'acteurs	UNC	Octobre 2016

Sous-composante A2: Appui économique aux OP

42. Une convention a été signée en Aout 2015 entre la FOP-BG et le PNAFA d'un montant de 2 974 975 000 GNF en vue de financer les activités du PTBA 2015. Cette convention portait sur des appuis en termes de formation et de fonctionnement ainsi que des investissements économiques au profit des OPA. Durant la période considérée, les activités réalisées par les OPA sont décrites ci-après.

43. **Approvisionnement en intrants agricoles en faveur de la FOP-BG (engrais, produits phytosanitaires, semences maraichères).** Dans le cadre de l'accompagnement des OPA en matière d'accès aux intrants agricoles, un mécanisme interne d'approvisionnement pour les intrants agricoles a été appuyé.

44. La dotation initiale mise à la disposition de la FOP-BG a permis d'acquérir dans les stocks du gouvernement distribués par la Chambre Nationale d'Agriculture les intrants ci-après: 100 Tonnes d'engrais Urée Technique; 150 Tonnes d'engrais minéral (NPK); 500 Kg de fongicide; 60 Kg de semences maraichères (tomate, aubergine, piment et échalote); 19 000 litres d'herbicide total; 1 000 litres d'herbicide sélectif riz; et 1 000 litres d'insecticide.

45. Ces intrants ont été cédés à 4 125 producteurs au niveau de 275 groupements au sein de 25 unions, sous forme de crédit. Le fonds reconstitué est versé dans un compte ouvert à cet effet à la banque BICIGUI (compte Numéro 083554-006-59 GNF) pour refinancer les opérations futures. La mise à disposition de ces intrants a permis d'améliorer de manière substantielle la production et la productivité des filières riz de bas fond et diverses cultures maraichères (tomate, aubergines, piment, gombo). La mission encourage la fédération, en coopération avec ANPROCA, à procéder à une évaluation chiffrée de l'augmentation des rendements à laquelle on s'attend suite à l'utilisation des intrants.

46. Dans le cadre de l'accompagnement des producteurs, l'URC-BGF, en collaboration avec la FOP-BG, a signé un contrat avec le Service Régional de la Protection des Végétaux et Denrées Stockées (SRPV-DS) pour la formation et l'appui-conseil de quatre-vingt (80) jeunes auxiliaires membres de la FOP-BG dans les deux régions de Basse Guinée (Kindia et Boké). Un premier atelier de formation a été organisé à l'intention de ceux de la région de Kindia au nombre de cinquante (50) dont sept (07) femmes. Le second se tiendra dans la région de Boké pour trente participants. La dotation des auxiliaires ainsi formés en kits leur permettra d'offrir des prestations payantes aux groupements des producteurs maraichers, ce qui leur procure un revenu destiné à reconstituer leurs stocks et un emploi durable de prestataires de services.

47. Formation des producteurs membres de la FOP-BG sur les thèmes techniques liés au développement des filières agricoles.

La FOP-BG a planifié une série de formation des producteurs sur diverses thématiques selon les besoins identifiés par filière pendant les sessions de mini CAR. Au cours de la période considérée, la FOP-BG en collaboration avec l'URC, les services techniques, la CTR et quelques ONG de la place ont organisé quatorze (14) sessions de formations en faveur de trois cent soixante (360) producteurs dont 229 femmes (63,61%), sur une prévision de trois cent (350) producteurs à former. Ces sessions étaient axées sur divers thèmes, notamment: (i) les techniques de fabrication et d'utilisation du compost, (ii) sur les itinéraires techniques du piment, tomate aubergine et oignon (iii) les techniques d'élevage améliorés du riz. Ces formations qui avaient pour objectifs de renforcer les capacités techniques et de gestion des producteurs en vue de rentabiliser les exploitations agricoles, ont permis aux bénéficiaires d'améliorer leurs connaissances dans la conduite et la gestion des activités qui ont contribué à l'augmentation de leurs revenus.

48. La mission de supervision a constaté un manque d'informations quantitatives sur les activités planifiées ou en cours de réalisation. Il s'agit des données relatives au recouvrement du crédit (estimé il y'a quelques mois à 75%), aux intrants fournis par la FOP-BG à ses membres et sur la quantification des améliorations de la production provenant des intrants. La stratégie de reconstitution du stock d'intrants pour en faire un fonds de roulement ne semble pas précise si l'on sait que le non remboursement en première année 2014 n'a pas permis une redistribution en 2015. Cette lenteur du remboursement est aussi la raison de la vente directe en cash des intrants actuellement adoptée. La FOP gagnerait à établir un système pérenne qui responsabilise les Unions dans la mise à disposition de ces intrants moyennant une petite participation aux frais de livraison. Il faut également signaler le manque de transparence dans la gestion des fonds d'intrants et la nécessité d'y remédier en vue de la pérennisation du dispositif d'approvisionnement en intrants initié dans le cadre du PNAFA.

49. Il faut également noter que la distribution des intrants subventionnés par le Gouvernement entraine une concurrence sur le prix des intrants de diverses origines au niveau des OPA, rendant ainsi difficile la vente aux membres des OPA qui penchent pour de la gratuité, arguant que le Gouvernement leur donnerait ces entrants gratuitement ou à moitié prix. L'installation récente d'une usine d'engrais en Guinée devrait permettre d'obtenir des engrais à de meilleurs prix. La mission est d'avis que la FOP-BG devrait s'inspirer des pratiques en cours à la FPFD sur les mécanismes d'expression des besoins en intrants et de suivi du recouvrement des crédits intrants.

50. En ce qui concerne les semences maraichères, il est constaté sur le terrain plusieurs sources d'approvisionnement. Le projet a appuyé la mise en place d'un dispositif d'approvisionnement en semences maraichères de qualité. Cependant certains producteurs recyclent encore leurs propres semences ou achètent du tout-venant sur le marché. D'autres, par contre, trouveraient leurs semences auprès des comptoirs agricoles. Avec toute cette diversité de sources d'approvisionnement, le risque de trouver des semences de mauvaise qualité est réel. La solution préconisée est de poursuivre l'appui déjà initié par le projet en vue de la mise en place d'un circuit d'approvisionnement en semences efficace et promouvoir la production de certaines semences par des semenciers spécialement suivis.

51. En ce qui concerne la fertilisation organique, il a été observé une forte utilisation de la matière organique sous forme de fiente, compost bord champs et compost de résidus des villes, ce qui en soit est très utile compte tenu de la nature acide et pauvre des sols et de la grande exigence des cultures maraichères en matière organique sans compter les économies ainsi réalisées. Cependant, le compost de résidus des villes comporte des risques sanitaires (présence de métaux lourds toxiques du fait des piles et batteries, des résidus provenant des hôpitaux et des huiles de vidange des garages). La précaution à prendre serait de faire analyser les légumes et les composts issus des résidus de ville traités dans les unités de compostage installés à Kindia et à Boké en vue d'en déterminer la composition chimique et la nocivité éventuelle.

52. Les autres problèmes régulièrement soulevés par les producteurs sont entre autres: le manque d'eau pour l'irrigation de cultures maraichères, la pénibilité du puisage de l'eau dans les puits

marachiers quand ils existent, la dévastation des cultures par les animaux domestiques faute de clôtures, le manque de liquidité pour payer les intrants et la main d'œuvre. Pour résoudre ces différentes contraintes les solutions préconisées sont:

- Réaliser des puits maraichiers que la mission recommande d'équiper de pompes solaires. Ce dispositif aiderait à alléger la tâche des femmes.
- Clôturer les périmètres maraichiers pour protéger les cultures contre la divagation des animaux.
- Augmenter le capital des ASF en plus du dépôt de fonds intrants dans ces ASF (cf. également la section sur les finances rurales).

Recommandations sur l'approvisionnement en intrants

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Organiser une réflexion sur la stratégie d'approvisionnement et de distribution des intrants et équipements en vue d'harmoniser les approches avec les différents intervenants dans le domaine	MA, UNC et URC-BG	Immédiat
Procéder au recouvrement des crédits intrants et sécuriser les fonds recouverts	URC-BG, CTR-BG et FOP-BG	Immédiat
Accompagner la FOP-BG dans des négociations à mener avec l'usine d'engrais sur la base des besoins centralisés par les unions.	PNAFA/ CTR	Immédiat
Avec l'appui des ministères concernés (Ministère de l'environnement et Ministère de la santé), faire analyser dans des laboratoires indépendants les légumes et le compost issus des périmètres des cultures fertilisées au compost des villes	FOP-BG/ PNAFA	Oct-Nov 2016
Contracter les services de la recherche agronomique (IRAG) et de la Division des Semences du MA pour les questions de production, vérification et de certification des semences maraichères en particulier.	UNC/ CNOP-G	2017

53. **Aspects post-récolte (stockage, transformation et commercialisation).** Depuis le démarrage du programme PNAFA extension Basse Guinée, très peu de choses ont été réalisées en ce qui concerne les activités post-récolte. En appendice 9 se trouve une analyse plus détaillée des contraintes rencontrées et des indications complémentaires pouvant aider à améliorer la mise en œuvre de ce volet du programme.

54. Sur le premier PTBA de 18 mois 2015-2016, les réalisations ayant trait à la transformation et à la commercialisation sont les suivantes:

- Formation de 715 responsables d'OP, sur un objectif total de 20 000, sur la vente groupée de riz, dans le cadre plus large du renforcement des capacités en gestion des élus de nouveaux groupements et unions (sous-composante A1);
- Formation de 100 femmes étuveuses sur les techniques améliorées d'étuvage du riz, dans le cadre du renforcement de capacités techniques de 22 000 producteurs et membres des OPA (sous-composante A2);
- Distribution de 13 kits d'étuvage améliorés, au titre des équipements légers (sous-composante A2);
- On peut y ajouter la participation effective des OP de l'aval (essentiellement des organisations d'étuveuses de riz et des commerçants individuels) dans les mini-CAR et CAR, sans que cette participation puisse être évaluée plus précisément. Elle préfigure une approche plus intégrée de la filière avec ces instances devenant de réels cadres de concertation entre amont et aval et plus seulement d'échange et de programmation (sous-composante A1).

55. Après les recommandations de la mission de revue à mi-parcours du PNAFA HFM de janvier 2016, qui soulignait le déficit d'activités aval dans les POA des OP, il est important que l'extension

Basse Guinée qui démarre à peine puisse favoriser dès maintenant ces activités de nature à ajouter de la valeur à la production vendue, conformément au document de projet. La mission recommande à l'UNC de s'appuyer sur les chargés de commercialisation au sein des unions en renforçant leurs capacités.

56. La mission a noté que la version révisée en mars du PTBA 2016 incluait effectivement plusieurs activités en lien avec la commercialisation et la transformation. A la suite de la RMP 2016, il est important de rappeler que ces activités devraient s'inscrire dans le cadre d'une vraie stratégie globale et cohérente de développement des filières. Rompant avec une pratique qui réduit ces réalisations à une somme d'activités isolées et déconnectées, l'UNC devrait porter une attention soutenue à considérer l'ensemble des activités le long des chaînes de valeurs pour maximiser l'impact économique au bénéfice des acteurs. La mission invite donc l'UNC et ses partenaires à mener régulièrement la réflexion pour conserver l'approche filière en ligne de mire.

57. **Acquisition d'équipements de transformation moyens (décortiqueuses, moulins):** La mission relève que la demande d'acquisition des équipements moyens dans les POA reste faible et qu'à ce rythme il sera difficile d'atteindre les objectifs du programme. Le programme subit la « concurrence » d'autres programmes partenaires qui donnent ces matériels gratuitement. Le niveau de contribution de 50% est ainsi perçu comme trop élevé. La mission recommande à l'UNC de se rapprocher du MA et des partenaires au développement concernés pour harmoniser les pratiques en matière d'équipements agricoles.

58. **Renforcement des systèmes de gestion:** La mission a constaté que les systèmes de gestion (le plus souvent des comités de gestion au sein des OP) étaient bien mis en place pour chaque équipement et infrastructure mis à disposition, mais a relevé des insuffisances dans le suivi et la gestion de ces comités en vue de garantir un usage optimal et un entretien régulier qui garantirait la pérennité de ces réalisations. Aussi, la mission recommande que la formation en gestion des élus des OP soit renforcée sur ce point. Le suivi assuré par le dispositif d'appui-conseil des fédérations pourra également mettre l'accent sur la création de fonds d'amortissement et d'entretien, alimentés par les contributions des usagers, qui fourniront à l'OP les ressources nécessaires au maintien de ses actifs.

59. **Installation des fonds de commercialisation:** comme relevé par la mission de revue à mi-parcours (RMP), seules deux (2) OPA de Haute et Moyenne Guinée ont bénéficié du fonds de commercialisation, la FPDF et la FUPRORIZ. Avant de procéder à l'installation du fonds dans les autres fédérations de Basse Guinée (1 est prévu au PTBA 2016 au bénéfice de la FEDERIZ sur un total de 5 prévus sur le programme), la mission recommande de tirer tous les enseignements du fonctionnement du fonds dans les fédérations bénéficiaires et de procéder à l'identification des institutions en capacité pour recevoir et gérer ces fonds pour le compte des OP.

60. **Appui aux OP de l'aval:** le préalable sera d'identifier ces acteurs et de comprendre leurs besoins et contraintes. Le programme a déjà planifié dans le PTBA 2016 des activités de soutien à la FEDERIZ qui est une fédération d'éleveuses-décortiqueuses. Le programme devra aller plus loin en incluant les commerçants.

61. **Développement du système d'information de marché:** un contrat annuel de prestation de service existe entre le BSD et l'UNC pour la collecte et la diffusion des prix de marché dans le cadre du SIPAG. Ces informations sont diffusées régulièrement à destination des producteurs à travers des émissions de radio. Or le BSD a signé le même genre de convention avec d'autres partenaires (le WAAP notamment) sans qu'aucune concertation ne soit organisée. Par ailleurs, aucune évaluation n'a été menée à ce jour pour comprendre comment les producteurs utilisent ces informations et si le SIPAG favorisait finalement une augmentation de leurs revenus. La mission s'interroge donc sur l'utilité de ces informations pour les producteurs et questionne le besoin de reconduire la convention avec le BSD. Aussi, elle recommande dans un premier temps à l'UNC de se rapprocher du MA et des partenaires concernés pour faire le point sur la contribution du PNAFA au SIPAG. Si le programme

juge utile de poursuivre cette collaboration, la mission recommande une harmonisation des pratiques entre les partenaires du SIPAG.

62. Commercialisation et réduction des pertes post-récolte dans la filière maraîchère: La mission part du constat que de nombreux groupements produisent exactement les mêmes légumes: aubergines, gombos, piment etc. Or ces groupements sont sur les mêmes cycles de production et l'afflux de produit en saison haute provoque l'effondrement des prix. Il faut donc chercher à diversifier la production agricole pour, d'une part, satisfaire toutes les demandes du marché et d'autre part éviter l'engorgement. Les producteurs s'affranchiraient alors des risques d'invendus ou de pertes et maximiseraient leurs revenus. Cette solution requiert une bonne connaissance du marché et des segments non satisfaits en prenant en compte la saisonnalité des produits et suppose la capacité des OP à aligner leur production annuelle sur les besoins identifiés du marché. Le PNAFA pourrait se pencher sur cette approche en commençant par commissionner une étude de marché des produits maraîchers dans les grands centres urbains, qui analyserait les déterminants de la formation des prix.

Recommandations sur les activités post-récolte

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Promouvoir/renforcer les chargés de commercialisation au sein des OP pour développer les ventes collectives et augmenter la prise en compte des activités post-récolte dans les POA.	URC - CTR	Immédiat et continu
Se rapprocher du MA et des partenaires au développement et harmoniser les approches en matière de financement des équipements moyens agricoles.	UNC	Septembre 2016
Sensibiliser davantage les OPA sur l'appropriation des équipements moyens, suivre le fonctionnement des comités de gestion et promouvoir la mise en place d'un fonds d'amortissement et d'entretien.	CTR - URC - ANPROCA	Immédiat et continu
Identifier des institutions de microfinance rurale performantes et signer des conventions pour y loger les fonds de commercialisation en vue de faciliter l'achat et la transformation des produits agricoles.	UNC - OPA	Octobre 2016
Identifier les acteurs en aval des filières riz et maraichage et les sensibiliser sur les opportunités offertes par le programme.	PNAFA	Immédiat
Procéder à l'évaluation de la collaboration avec le SIPAG à travers le BSD et juger de la poursuite ou non de cette collaboration eu égard aux partenariats que le SIPAG entretient avec de nombreuses autres entités.	PNAFA	Octobre 2016
Réaliser une étude de marché portant sur les produits maraîchers dans les grands centres urbains pour mieux répondre à la demande par la diversification des cultures.	PNAFA	2 nd trim. 2017

Appui à la mise en place des Infrastructures

63. Travaux d'aménagement/réhabilitation de bas-fonds. Le PNAFA-BGF a pour objectif l'aménagement et ou la réhabilitation de 1 000 ha de périmètres hydro-agricoles (500 ha de périmètres rizicoles réhabilités, 300 ha de nouveaux aménagements rizicoles, 200 ha de périmètres maraichers) avec plusieurs options dont, entre autres, la construction de puits équipés de pompe solaire pour le développement du maraichage. Des activités de formation des usagers sur la gestion et la maintenance des aménagements également seront organisées. En prélude aux aménagements, 331,83 ha de plaines et bas-fonds ont fait l'objet d'enquêtes socio-économiques dans 19 villages de la zone d'intervention de la FOP-BG.

64. Ces travaux ont été réalisés à travers un contrat entre la FOP-BG et l'Entreprise des Nouvelles Ingénieries et Développement (ENID-SARL). Cette enquête a permis d'établir une situation de référence sur les possibilités d'aménagement des 331,83 ha de plaines et bas-fonds. Une mission de l'URC comprenant la CTR, la FOP-BG et les services techniques de la Basse guinée (DRA, BTGR, DPA) a permis de valider les sites à aménager. Suite à cette mission, une superficie totale de 256 ha

a été en définitive retenue en Basse Guinée pour faire l'objet d'études techniques par les BTGR en 2016. De même 100 ha seront étudiés à Faranah soit un total de 356 ha.

65. La présente mission a été informée de la non-mobilisation des ressources du Fonds Saoudien alloué initialement au volet infrastructure du PNAFA-BGF, ce qui risque d'occasionner un retard dans la mise en œuvre des activités d'infrastructures tel que prévu dans le projet notamment: (i) l'aménagement des bas-fonds/plaines, (ii) la construction de magasins de stockage et sièges des OPA, (iii) la réhabilitation des pistes, les aires de séchage / battage etc.

Recommandations sur les infrastructures

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la réallocation du Don 8118 en vue de combler le déficit constaté dans le financement des infrastructures rurales	UNC, URC, MA, MEF et FIDA	Immédiat
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour la réception définitive des infrastructures programmées avant la date d'achèvement	URC, OPA	Continu
Prendre en compte le nouveau code des marchés publics et le DAO type retenu pour réduire les délais de contractualisation.	PNAFA / OPA	Immédiat et continu
Faire exécuter les études socio-foncières par des spécialistes et impliquer les autorités coutumières et élus locaux dans la validation des ententes foncières	UNC, URC, CNOP-G	continu
Extraire le volet infrastructure des conventions avec les OP et le faire gérer par l'UNC	UNC	immédiat
Réaliser une étude d'harmonisation des coûts des infrastructures à actualiser chaque année;	UNC	Juillet 2016

COMPOSANTE B: APPUI AUX SERVICES PUBLICS ET A LA FINANCE RURALE

Sous Composante B 1: Appui institutionnel aux services publics.

66. **Elaboration et signature de contrats et conventions entre les OPA et les Services Techniques l'Etat, les ONG et les Radios rurales et communautaires.** Après l'approbation du premier PTBA le 06 juillet 2015, le PNAFA BGF a procédé à la signature de deux (2) conventions avec la CTR-BG et la FOP-BG ainsi que neuf (09) contrats dont trois (03) à Faranah et six (06) en Basse Guinée. Ces conventions et contrats ont pour objectif d'appuyer l'URC-BGF dans l'accompagnement des organisations professionnelles agricoles et faciliter ainsi la mise en œuvre des activités et leur pérennisation.

67. **Mise en place des comités régionaux de suivi de contrats et conventions.** Dans le souci de minimiser les risques éventuels et augmenter les chances de réussite dans l'exécution des contrats et conventions, les Comités régionaux de suivi ont été installés dans chacune des trois (03) régions administratives (Boké, Kindia et Faranah). L'objectif de ces comités est de suivre l'état général de la mise en œuvre des contrats et conventions, de signaler de façon très précoce tout retard et irrégularité dans la mise en œuvre des activités. Ces comités présidés par les Directeurs Régionaux de l'agriculture, comprennent les services techniques régionaux (marchés publics, plan et développement BSD, Statistique Agricole, BTGR, ANPROCA et les centres de recherche), les OPA (FOP-BG et la CTR) la Chambre Régionale de l'agriculture et l'URC-BGF comme rapporteur.

68. La mission de supervision a été informée, d'une part, de la tenue de la première réunion du comité régional de suivi de la région de Kindia et, d'autre part, de la non mise à disposition des équipements prévus dans le cadre de l'appui aux services techniques tels que le matériel roulant et les équipements informatiques. Alors que certains contrats d'appui/accompagnement sont signés. Il s'agit notamment des services techniques régionaux (ANPROCA, SRPV-DS) des régions de Boké, Kindia et Faranah.

69. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PTBA 2016, la mission a été informée du retard dans la signature des conventions avec la CTR-BG et la FOP-BG et de la non mise à disposition des ressources jusqu'au sixième mois de l'année. La mission insiste sur la nécessité et l'urgence d'accélérer ce processus pour que le démarrage des activités du PTBA 2016 soit effectif.

Recommandations sur la collaboration avec les services techniques et le financement des conventions

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Accélérer l'achat et la mise à disposition des équipements tels que prévu dans les PTBA	UNC, URC	immédiat
Autoriser le financement des études pour la réalisation des infrastructures sur le don 8118 (catégorie Assistance technique et contrats de service)	UNC, FIDA	immédiat
Accélérer la signature des conventions		

Sous-Composante B2: Appui à la finance rurale

70. **Mise en place d'un nouveau plan d'appui au réseau des ASF.** La mission a été informée de la collaboration du PNAFA avec le bureau Développement International Desjardins (DID) qui a effectué une mission en Guinée du 17 au 30 avril 2016. L'objectif de cette mission était de réaliser un diagnostic sur les institutions de microfinance en Guinée, les ASF et leur faitière en particulier, en vue de proposer une stratégie de développement de l'offre de financement rural. A l'issue de la mission une restitution a été organisée au siège du PNAFA avec la participation des partenaires locaux (BCRG, APIMG, BSD, FASEF ou Faitière des ASF) et d'autres institutions de micro finance. Le rapport de mission vient juste d'être remis au PNAFA.

71. La mission a également appris que le CAFODEC rencontrait de graves difficultés. Cette organisation avait été pressentie pour être le partenaire privilégié du PNAFA dans le processus de professionnalisation des ASF. Il avait même été envisagé dans le rapport de conception que les ASF soutenues par le programme se transforment en points de services, finalement absorbés dans le réseau de CAFODEC SA. Le récent rapport de DID a confirmé les informations selon lesquelles CAFODEC ne pouvait plus être le partenaire espéré.

72. La mission a constaté que les ASF de Basse Guinée ont été plus performantes que leurs homologues de Haute Guinée, aujourd'hui dans une situation difficile: au 30/04/2016, plus de 5,7 milliards de GNF d'encours de crédit pour seulement 760 millions présentant un retard de remboursement et près de 2 milliards de GNF d'épargne à vue. En outre, sa faitière jouit aujourd'hui d'un agrément de type 1 de la Banque Centrale de Guinée. Enfin, le rapport DID relève la compétitivité de l'offre des ASF vis à vis de la concurrence et des usuriers.

73. Les faiblesses du modèle proviennent du fait que les ASF ne recyclent que l'épargne à long terme déposée dans ses agences, ce qui limite ses capacités de prêt en l'absence d'une solution de refinancement. Son développement dépend ainsi largement du travail de sensibilisation que réalisent ses agents auprès des producteurs et des OP. En 2015, l'agence de Tougny n'a ainsi pu satisfaire que 45% des demandes de crédit.

74. Etant donné que le modèle développé en Basse Guinée a démontré sa capacité à proposer des services financiers adéquats aux petits producteurs, la mission recommande au programme de réorienter la stratégie de professionnalisation des ASF pour en augmenter la performance, notamment via le renforcement de sa faitière. Le premier pas sera de faire le point sur les solutions proposées par le rapport DID et d'en étudier l'opérationnalisation. La mission recommande de considérer le recentrage de ces services, avec éventuellement la centralisation des appuis financiers du PNAFA au niveau des ASF (fonds intrants, fonds de commercialisation, fonds de capitalisation). Cette opération augmenterait de manière significative leur surface financière et les rendrait en retour plus attractives à de nouveaux épargnants/emprunteurs, facilitant l'atteinte de la masse critique et

l'autosuffisance opérationnelle. C'est dans ce cadre que pourrait être réinscrit la réflexion sur le warrantage à associer aux services financiers proposés par les ASF. Le PNAFA pourra s'appuyer de nouveau sur l'expertise de DID qui intervient dans la cadre du don du FIDA qui court jusqu'à la fin 2017.

75. Pour le PNAFA- HFM, il faudra envisager de mener une analyse détaillée de la santé financière des ASF qui sera déterminante pour l'avenir de ces associations. Les ASF restantes pourront éventuellement intégrer la faitière de Basse Guinée FASeF si celle-ci démontre sa capacité à avoir une envergure nationale.

Recommandations sur la finance rurale

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Valider le rapport du consultant (DID)	UNC	Juillet 2016
Mettre au point un nouveau plan d'appui à la professionnalisation des ASF sur la base des propositions de DID.	UNC, URC	Immédiat

COMPOSANTE C: COORDINATION, SUIVI-EVALUATION, GENRE ET GESTION DU SAVOIR

C1: Sous-composante Coordination

76. Conformément à son mandat, l'UNC continue de fournir son appui à la mise en œuvre des activités d'accompagnement, de gestion, de contrôle et de coordination pour une parfaite mise en œuvre du Programme.

77. Les cadres de concertation entre l'URC-BGF et les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Programme ont été initiés, soutenus et rendus opérationnels. On peut citer entre autres: la tenue des réunions trimestrielles de planification et d'évaluation, la mise en place des comités régionaux de suivi des conventions et contrats et l'appui à l'organisation des cadres régionaux de concertation des acteurs du développement rural. Parmi les activités menées on peut citer, entre autres:

78. **Le renforcement des capacités du personnel du PNAFA et de ses partenaires.** Après le démarrage en 2015, le programme a réalisé trois sessions de formation des cadres et partenaires au niveau des deux régions (Basse Guinée et Faranah). Ces sessions ont porté sur l'Internalisation du système de Suivi évaluation, la sensibilisation aux questions de Genre, aux outils de planification et à l'approche d'intégration dans un programme de développement agricole. Elles ont regroupé 82 participants dont 11 femmes (soit 13,41%).

79. **Organisation de l'atelier de lancement de PNAFA Extension Basse Guinée-Faranah.** L'objectif de cet atelier était de présenter le PNAFA-BGF et de partager avec l'ensemble des partenaires des informations concernant le programme notamment les objectifs, la zone d'intervention, le groupe cible, les composantes, le financement, la durée, la stratégie, les filières, les activités, les principaux acteurs et leurs rôles. Cet atelier a permis d'explorer les axes de collaboration avec les partenaires extérieurs au Ministère de l'Agriculture. Il a regroupé 85 participants représentant des services techniques régionaux des départements Ministériels partenaires (plan et finances), l'administration et contrôle des grands projets et marchés publics (ACGP-MP), la Banque Centrale, la Chambre Nationale d'Agriculture, la Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOP-G), les institutions de la microfinance, les ONG, les importateurs privés d'intrants agricoles ainsi que les projets et programmes partenaires.

80. **Organisation de deux (02) sessions du Comité de pilotage.** La première session s'est tenue à Conakry les 23 et 24 juin 2015 et a enregistré la présence de 13 sur 15 membres statutaires. Au cours de cette session, on a noté la participation des départements Ministériels partenaires, les représentants des services techniques du Ministère de l'Agriculture et des projets agricoles; soit au total 60 participants dont six (6) femmes.

81. S'agissant de la deuxième session, il a consisté en la préparation du PTBA 2016 et la tenue du comité de pilotage. La préparation du PTBA a suivi les étapes suivantes: (i) Organisation de la réunion préparatoire par l'URC le 9/9/2015 qui a abouti à un plan d'action opérationnel; (ii) Appui à la tenue des instances de planification (Mini CAR, CAR et CAI); (iii) Préparation des projets de PTBA par Structure (FOP-BG, CTRBG et l'URC BG); (iv) Synthèse et élaboration du PTBA/BG; (v) Transmission du PTBA 2016 à l'UNC au mois de novembre 2015; (vi) Tenue du comité de pilotage au mois de mars 2016. Le décalage de 4 mois entre ces deux dernières activités est anormalement long et des efforts devront être fournis pour le ramener à un niveau acceptable.

82. En ce qui concerne le troisième comité de pilotage, l'URC/BGF a prévu de l'organiser dans la première quinzaine du mois de décembre 2016 pour se conformer aux procédures et éviter le retard.

83. **Mission d'information et de sensibilisation des populations bénéficiaires et partenaires.** Suite à l'atelier de lancement et le comité de pilotage et en prélude au démarrage des activités dans la zone d'extension du PNAFA en Basse Guinée et Faranah, les Unités Régionales de Coordination (URC-BGF) en avec les OPA et l'UNC ont effectué des missions d'information et de sensibilisation des populations bénéficiaires dans les régions de Kindia, Boké et Faranah.

84. Cette mission a permis une large information/sensibilisation des groupes cibles et d'autres acteurs sur des informations concernant les objectifs, la zone d'intervention, le groupe cible, les composantes, le financement, la durée, la stratégie, les filières, les activités, les principaux acteurs et leurs rôles dans la mise en œuvre du Programme dans la zone d'intervention. 4 355 acteurs ont été touchés au cours de cette mission dont 2 609 femmes soit 59,90 % (en Basse Guinée). Dans chacune des Régions administratives (Kindia Boké et Faranah), des préfectures et des communes rurales visitées, la mission a constaté avec satisfaction, l'engagement des autorités à soutenir et accompagner l'équipe, les OPA et l'ensemble des autres acteurs en vue d'assurer une meilleure mise en œuvre du programme.

Organiser les missions de suivi des activités de terrain

85. **FOP-BG:** La FOP- BG a réalisé treize (13) missions de suivi de l'activité de terrain sur quatorze (14) missions prévues, soit 85,71%. Ces missions ont pour objectifs d'apporter un appui à la planification opérationnelle du PTBA de la FOP-BG, ainsi qu'un appui sur les aspects méthodologiques de la mise en œuvre des activités. Au cours des missions, les techniciens de la FOP-BG travaillent en étroite collaboration avec la CTR-BG et l'URC-BG. A l'issue de ces missions, des recommandations sont faites en vue d'améliorer le niveau d'exécution des activités.

86. **UNC/ URC:** L'URC a organisé neuf 09 missions sur douze prévues pour la validation des sites des infrastructures et pour suivre et évaluer les activités des OPA (FOP-BG; CTR et FEDERIZ) et des ASF. Cela a permis une meilleure compréhension des actions mises en œuvre et un meilleur partenariat entre l'URC, les partenaires institutionnels et les bénéficiaires. L'URC a profité également de ces occasions pour mieux expliquer i) aux acteurs leur rôle dans la mise en œuvre du programme; ii) aux autorités et partenaires institutionnels, les objectifs et stratégie du programme, et iii) aux populations bénéficiaires le cadre de collaboration entre les OPA et le programme.

87. Depuis son installation en février 2015, l'Unité régionale de coordination (URC) a travaillé activement dans l'accompagnement sur le processus de planification à la base, le développement d'un cadre de collaboration avec les partenaires locaux et l'organisation des missions de sensibilisation/informations au niveau de la zone d'intervention pour faciliter une meilleure compréhension de la stratégie de mise en œuvre du Programme et l'adhésion des acteurs.

Recommandations sur la Coordination du Programme

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Mettre en place un comité technique national de suivi dont les membres sont issus du Comité de pilotage	BSD /PNAFA	Immédiat

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Faire respecter les dispositions contenues dans l'arrêté portant création du comité de pilotage	UNC, MA	Immédiat et continu
Inclure dans le comité régional de suivi des conventions et contrats un représentant du Ministère de l'environnement	UNC/URC/DRA	Immédiat
A l'instar de ce qui se fait en BGF, organiser des rencontres trimestrielles entre les OPA, les URC, les CTR, la CTN/CNOP-G et l'UNC pour une mise en œuvre efficiente des activités	Coordinateur UNC/MA	Immédiat et continu
Elaborer et appliquer le cadrage budgétaire (faire une répartition géographique et par activité)	UNC, CNOP-G, MA/BSD	Octobre 2016
Faire évaluer la rentabilité des fonds intrants et de commercialisation des OPA placés dans les banques et IMF (couvrira également HFM)	BSD/ Banque Centrale /PNAFA	2017

C2.: Sous-composante Suivi Evaluation

88. **Dispositif et système de Suivi Evaluation:** Le programme dispose d'un système de Suivi Evaluation bien structuré qui repose pour beaucoup (composante A) sur le dispositif de la CNOP-G (OP et CTR/N) et qui est complété par des responsables de suivi évaluation au niveau des unités régionales et de l'unité centrale de coordination. Des outils de collecte harmonisés ont été mis en place pour alimenter la base de données qui se présente sous la forme d'une application informatique WEB.

89. L'ensemble du personnel est en place et des ateliers d'internalisation du système de suivi évaluation ont été organisés dans les deux régions. Le dispositif de S&E repose sur des conseillers de zone recrutés dans le cadre du projet qui sont positionnés au niveau des fédérations et de certaines unions et qui sont les premiers interlocuteurs des CTR et sur des points focaux au niveau des OP (groupements et unions) sont désignés dès lors que l'OP reçoit un appui du PNAFA. Le remplissage des fiches de collecte des données, qui ont été élaborées en partenariat avec la CNOP-G, est assuré par ce dispositif qui fait remonter l'information par pallier jusqu'au niveau UNC. La réalisation des missions de suivi et la production des rapports d'activités ne posent pas de problèmes importants même si l'on constate des retards dans la remontée des données et dans la fourniture des rapports au regard des échéances prévues. Le niveau de réalisation des objectifs en matière de missions de suivi et de production de rapports d'activité et en deçà des prévisions mais cela s'explique, comme pour le reste des activités, par le retard dans le démarrage effectif du projet. Compte tenu du nombre d'acteurs concernés par le projet et de la diversité des interventions, la tenue d'ateliers bilan annuel est indispensable pour assurer une bonne coordination de l'ensemble des activités et assurer la cohérence globale du programme.

90. La transmission régulière au BSD des résultats du système de suivi évaluation devra être assurée afin de faciliter le suivi rapproché des résultats du programme par le Ministère de l'Agriculture et leurs prisent en compte dans les rapports d'activités du Département et dans les bilans de mise en œuvre des politiques sectorielles.

91. **Consolidation du système de suivi-évaluation:** Une implication accrue des membres de l'équipe de suivi évaluation du PNAFA dans la consolidation du dispositif de la CNOP-G est à envisager à travers de la formation et de l'appui conseil pour l'amélioration des outils et des processus. Il s'agira d'améliorer la collecte et le traitement des données nécessaires au suivi du programme tout en renforçant durablement la CNOP-G en l'aidant à mettre en place un dispositif de suivi-évaluation soutenable et qui puisse s'adapter à l'évolution de ses activités et de ses partenariat et de ses ressources.

92. La pérennisation des postes de conseillers de zone semble être l'option privilégiée aujourd'hui par la CNOP-G pour disposer d'un dispositif de suivi évaluation performant et indépendant des projets

qui l'appuient ponctuellement mais cela représente des charges structurelles supplémentaires à supporter. Un dispositif uniquement basé sur les membres, ou sur le personnel, des OP, jusqu'au niveau fédération, serait sans doute moins coûteux et plus souple mais cette solution se heurte aux questions d'analphabétismes au niveau des groupements, à la mobilité des personnes en responsabilités, et donc à l'obligation de mettre en œuvre des formations régulières et au manque d'engagement/régularité de certaines personnes lorsqu'il s'agit de réaliser un travail non rémunéré. La formation et le versement de primes par la CNOP-G aux points focaux pourrait constituer une solution intermédiaire pour fidéliser et motiver les chargés du suivi évaluation au sein des OP.

93. Quelle que soit l'option retenue, il est urgent à court terme d'améliorer la remontée des fiches de collectes afin de disposer des données nécessaires à un pilotage précis et réactif du programme d'ici son achèvement, condition indispensable à l'atteinte des résultats prévus. Par ailleurs, dans la mesure où peu d'activités ont été mises en œuvre sur Faranah jusqu'à présent, et uniquement par la CTR et pas par les deux OP faitières, les responsables de suivi-évaluation de l'UNC et de l'URC devront faire un effort particulier de suivi et d'accompagnement des acteurs de cette zone.

94. En dehors du dispositif de la CNOP-G, il faudra prévoir dans les conventions avec les partenaires de la composante B, et surtout avec les ASF, les modalités de suivi-évaluation des activités soutenues par le PNAFA et les rôles et responsabilités de chacune des parties dans ce domaine.

95. Le géo référencement des réalisations physiques du programme qui a été amorcé ces derniers mois doit être poursuivi et systématisé.

96. **Elaboration du PTBA:** Pour la composante A du PNAFA, l'élaboration des PTBA est basé sur les Plans d'Orientation et d'Action (POA) triennaux glissants élaborés par les OP et dont le contenu est examiné et validé lors d'ateliers réguliers prévus dans cadre du système de planification de la CNOP-G (Mini CAR, CAR) au niveau régional. Ce dispositif est complété pour le PNAFA par des Comité d'Approbation des Investissements (CAI) qui permettent de valider d'un point de vue technico-économique les projets présentés et de réaliser les derniers arbitrages avant de les traduire sous forme de PTBA et de les transmettre au niveau national.

97. Cette chaîne de planification est intéressante dans la mesure où elle permet de concilier les impératifs d'un projet de développement tel que le PNAFA et le principe de respecter les outils mis en place par la CNOP-G. Le cadrage budgétaire et la réalisation d'un programme d'activité pluriannuel (voir paragraphe 103 et suivant) devraient permettre de faciliter les arbitrages préalables au CAI et de davantage valoriser les POA en donnant une perspective triennale aux partenariats engagés par le PNAFA avec les OP de tous niveaux. Et, le cas échéant, en suscitant l'expression de besoins dans des domaines insuffisamment pris en compte par les OP et pour lesquels le programme offre des opportunités de financements.

98. En ce qui concerne la Composante B, la préparation des PTBA se fait pour l'essentiel sur la base des conventions passées avec les partenaires du projet.

99. Le PTBA du PNAFA BGF ne doit pas normalement faire apparaître la programmation des activités financées dans le cadre de la convention entre la CNOP-G et la Coopération Italienne puisqu'il s'agit d'une convention distincte dans laquelle le PNAFA n'est pas directement impliqué. En revanche, dans la mesure où il s'agit d'activités complémentaires au PNAFA, et qui doivent être parfaitement intégrées et complémentaires avec ses interventions, il faudra les faire apparaître dans un PTBA consolidé ou plus simplement les faire apparaître « pour mémoire », sans les budgétiser, dans la mesure où il s'agit d'un nombre très réduit d'activités.

100. Le mode de calcul des taux de réalisation² des PTBA et le taux d'exécution des indicateurs du cadre logique est expliqué dans l'appendice XXX.

² Les modes de calcul des taux d'exécution des PTBA sont indiqués dans l'appendice XX.

101. **Cadre logique:** Le cadre logique harmonisé (HFM et BGF) a été révisé à l'occasion de la revue à mi-parcours du PNAFA en janvier 2016 et il est annexé au rapport de la mission³. Ce travail s'inscrivait dans la perspective d'une prolongation du PNAFA-HFM jusqu'en 2019 pour faire correspondre les dates d'achèvement des deux projets. Suite à la décision de clôturer le projet HFM en 2017, conformément à la durée prévue dans la convention, il est aujourd'hui nécessaire d'éclater le cadre logique harmonisé en deux documents distincts et de désagréger les cibles et les résultats par programme. Le travail est déjà commencé mais il faut l'achever, notamment pour la composante B2 (en revenant éventuellement aux cibles prévues dans le cadre logique initial de la convention 8118).

102. Compte tenu des points évoqués plus haut, une révision du cadre logique devra être préparé avant la Revue à mi-parcours et examinée à cette occasion. Cette révision sera également l'occasion d'améliorer le cadre logique sur quelques points, l'appendice 8 du présent aide-mémoire contient des propositions dans ce sens.

103. Les financements additionnels obtenus auprès de la Coopération Italienne pour la réalisation d'infrastructures de mise en marché, et faisant l'objet d'une convention spécifique avec la CNOP-G, ne devront pas apparaître comme résultats dans le cadre logique du PNAFA BGF.

104. **Cadrage budgétaire et programme d'activité 2017-2019:** Compte tenu des retards pris dans l'exécution du programme la mise en place d'une planification pluriannuelle performante des activités est désormais indispensable si l'on veut atteindre les objectifs du PNAFA BGF. Pour cela un programme d'activités doit être élaboré pour la période couvrant les trois dernières années du projet en tenant compte du séquençage des activités les unes par rapport aux autres, de leurs saisonnalités éventuelles et des délais de mise en œuvre (passation de marchés, délais d'exécution des travaux...). Cette programmation devra être précédée par l'élaboration et la validation d'un cadrage budgétaire et opérationnel global destiné à répartir les financements et les principaux objectifs de réalisation (cibles), par régions (Basse Guinée et Faranah, voir à un niveau infra) et éventuellement par OP.

105. Pour la composante A, le programme d'activités permettra de faire le lien entre le cadrage global des interventions du projet et les Plans d'Orientation et d'Action (POA) des OP. Dans l'éventualité où les POA ne prévoiraient pas les investissements et les activités nécessaires à l'atteinte des objectifs du PNAFA, un travail de sensibilisation auprès des OP et d'identification des zones et des acteurs sur lesquelles et avec qui ces interventions pourraient être mises en œuvre devra être entrepris par la CNOP-G pour susciter des demandes qui correspondent à des besoins effectifs et aux capacités des bénéficiaires. Pour la composante B, un travail d'identification des activités sera nécessaire avec les services techniques et avec la faïtière des ASF de Basse Guinée et selon des modalités à définir pour les ASF de Faranah.

106. Une attention particulière sera portée à la réalisation rapide des travaux d'aménagements (et des pistes et ouvrages de désenclavement qui sont liés), à partir desquels le projet doit agir sur l'accroissement de la production (brute et rendement), et sur les infrastructures de stockage et de commercialisation pour lesquelles les bénéficiaires doivent recevoir des formations et du conseil (modalités de gestion, stratégie de valorisation...).

107. La programmation devra également prendre en compte, et faire apparaître pour mémoire, les infrastructures prévues sur le financement de la Coopération Italienne dans la mesure où il s'agit d'activités complémentaires pour lesquelles il faut prévoir des mesures d'accompagnement (formation et appui conseil).

108. Le niveau d'exécution prévisionnel du PTBA 2016 devra être pris en compte lors de l'élaboration du programme d'activité et celui-ci sera mis en œuvre à travers les PTBA 2017 et

³ Le rapport indique la révision du cadre logique harmonisé en recommandation mais ce travail a été fait durant la mission et le résultat de ce travail est présenté en annexe 2 du rapport de Revue.

2018/19 (PTBA d'achèvement). Le cadrage budgétaire et opérationnel global, ainsi que le programme d'activité 2017-19, pourraient être examinés et validés par le Comité de Pilotage du projet en fin d'année 2016.

109. L'établissement de conventions pluriannuelles avec les différents partenaires opérationnels pourrait être envisagé sur la base du programme d'activité 2017/19, avec une actualisation annuelle dans le cadre des PTBA successifs.

110. **Cadre de mesure du rendement (CMR):** Le CMR prévisionnel du PNAFA BGF a été élaboré. Il présente une désagrégation annuelle (de 2014 à 2019) des cibles pour les principaux indicateurs de produits et de résultats. En revanche il n'a pas été actualisé sur la base des réalisations effectives de 2014 et de 2015 (remplacement pour chaque indicateur des cibles par les résultats atteints et redistribution des restes à atteindre sur les années restantes du projet). Cette anomalie devra être corrigée, en intégrant également les prévisions de résultats pour 2016, dans la perspective de la préparation du programme d'activités 2017-19 et du PTBA 2017 afin de pouvoir programmer l'ensemble des réalisations nécessaires à l'atteinte des objectifs du projet d'ici son achèvement en 2019.

111. **SYGRI:** Comme pour les autres outils de suivi et de pilotage, les indicateurs SYGRI devront être revus pour correspondre spécifiquement aux objectifs du PNAFA BGF car pour l'instant ils concernent le PNAFA dans son ensemble. L'enquête de base a été réalisée et les données pour 2015 ont été régulièrement transmises au FIDA en janvier 2016. L'enquête prévue lors de l'achèvement du programme HFM ne devra pas prendre en compte la Basse Guinée et la région de Faranah dans la mesure où la mise en œuvre des activités du PNAFA se poursuit dans cette région.

Recommandations sur le Système de suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Préparer pour la Revue à mi-parcours du projet, la révision du cadre logique, en désagrégeant notamment les valeurs cibles et résultats par région et en ajoutant des indicateurs pour la composante C,	RNSE, UNC,	Immédiat et continu
Elaborer un programme d'activité 2017-2019, sur la base d'un cadrage budgétaire et opérationnel global, destiné à planifier l'intégralité des activités nécessaire à l'atteinte des objectifs du projet et qui sera mis en œuvre à travers les PTBA successifs (2017 et 2018/19).	UNC, CNOP-G, MA, ASF	Second semestre 2016
Renforcer l'appui de l'équipe S&E du PNAFA à la CNOP-G en vue de consolider son dispositif de S&E et de permettre sa pérennisation	RNSE, UNC, CNOP-G	Immédiat et continu
Etendre le géo-référencement de toutes les réalisations du programme	RNSE, UNC	Continu
Organiser des ateliers bilans annuels	RNSE, UNC, URC,	Immédiat et Continu
Communiquer régulièrement au BSD les résultats du système de S&E afin de faciliter le Suivi rapproché des résultats du programme	UNC, RNSE, BSD	Continu

C3.: Sous Composante Communication, Genre, Gestion Des Savoirs et Visibilité

Volet 1: Aspects Genre

112. En ce qui concerne la prise en compte des aspects genre, le PNAFA a procédé au recrutement d'une responsable chargée du Genre, Gestion des savoirs et visibilité au niveau de l'UNC. Il existe également un point focal genre au niveau de chacune des quatre Cellules Techniques Régionales pour assurer l'accompagnement dans la mise en œuvre du plan d'actions Genre. Le système de SE du PNAFA procède régulièrement à la désagrégation des indicateurs selon le genre. Pour la comptabilisation des jeunes, les fiches de suivi des activités ont été amendées en y insérant une colonne rendant compte de l'âge des participants à chaque évènement/activité.

113. Au titre du PTBA 2015, la mission a noté la réalisation d'une étude (état des lieux) sur la prise en compte de l'aspect Genre dans les actions du PNAFA ainsi que l'organisation de deux sessions de formation sur le Genre au niveau des régions de Faranah et de Kindia. Une session de restitution de l'étude est prévue vers mi-juillet 2016 afin de partager les résultats de l'étude avec des acteurs et partenaires du Programme.

114. **Réalisation d'une étude sur la prise en compte de l'aspect Genre dans les actions du PNAFA.** Cette étude a souligné la faible fonctionnalité des Collèges des femmes de la CNOP-G. Même si les objectifs qui leur sont assignés sont louables, ces collèges pris isolément ne semblent pas opérationnels ni durables (difficultés de se réunir régulièrement, faible représentativité et structuration, faible niveau de réalisation des activités par manque de ressources pour exécuter les plans d'action). De plus, les plans d'action ne tiennent pas compte des activités liées au développement des filières promues.

115. Aussi, il ressort que le processus de planification souffre de plusieurs dysfonctionnements dont entre autres: une faible prise en compte des contraintes spécifiquement féminines et juvéniles malgré leur forte présence dans les OPA, une analyse peu approfondie des maillons de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles. Or, tous les acteurs reconnaissent cependant que c'est dans ces activités que les femmes sont les plus nombreuses et les plus actives.

116. Afin de corriger ces dysfonctionnements, la mission recommande de redynamiser les collèges des femmes par l'identification au sein des unions, des leaders féminins qui accompagneront les femmes lors des instances de planification. Egalement, des jeunes leaders seront aussi identifiés pour le cas spécifique des jeunes membres des OPA. Les représentants des deux catégories participeront aux mini CAR et CAR. Cela permettra de s'assurer que leurs préoccupations relatives à la production agricole en amont (intrants agricoles et équipements de travail) et en aval (transformation, conservation et commercialisation inclus) sont prises en compte dans le développement des filières.

117. **Formation sur le concept Genre.** Deux (2) sessions de formation sur « l'initiation en Genre, aux outils de planification et à l'approche d'intégration systématique du genre dans un programme de développement agricole » ont été organisées à Faranah et à Kindia.

118. Ces sessions ont regroupé 56 cadres (31 pour la BG et 21 pour la région de Faranah) dont 9 femmes de l'UNC, des URC de la Basse Guinée et de la Haute Guinée, de la CNOP-G nationale et de ses démembrements (Cellules Techniques Régionales de la Basse Guinée et Haute Guinée), des services centraux (Bureau de Stratégie et de développement, Cellule Genre) et régionaux (Directeurs régionaux, Directeurs préfectoraux, Chefs des Opérations Agricoles, représentants régionaux des bureaux de stratégie et de développement) du Ministère de l'Agriculture.

119. Cette formation a donc permis de conscientiser les participants sur l'institutionnalisation de la prise en compte du genre dans le programme et au niveau des services techniques déconcentrés du Ministère de l'Agriculture mais aussi et surtout au niveau des organisations paysannes bénéficiaires des appuis en: (i) favorisant la participation effective et active des femmes et des jeunes dans les activités financées; (ii) encourageant la formation de leaders féminins au sein des organisations paysannes; (iii) priorisant le financement d'activités qui auront un impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes pour leur insertion dans le monde productif et économique.

Volet 2: Communication, Gestion des Savoirs et Visibilité

120. **Dans le cadre du volet communication,** trois conventions ont été élaborées et signées avec les radios rurales de Boké, Kindia et Faranah en vue d'assurer la communication, l'information et la couverture systématique et permanente des activités du programme et des OPA partenaires. A cet effet, les radios de Kindia et de Boké ont produit, diffusé et rediffusé soixante-cinq (65) émissions sous différents formats radiophoniques: Huit (8) magazines, six (6) tables rondes, Sept (7) microprogrammes, huit (8) reportages/couvertures médiatiques, quatre (4) émissions inter active,

trente-deux (32) communiqués. Ces émissions ont permis de toucher directement 143 personnes dont 37 femmes.

121. Ces émissions ont porté principalement sur: l'information et la sensibilisation sur le démarrage du Programme dans les deux régions, la question du genre, la gestion du crédit, la gestion d'une OP, l'état d'avancement des activités, la tenue des rencontres (ateliers, cadres de concertation).

122. La radio rurale de Faranah a aussi réalisé des émissions d'information, de sensibilisation et de couvertures médiatiques (présentation du Programme, ateliers, cadres de concertation) dans le cadre du contrat mais aucun décaissement n'a été encore effectué à leur valeur pour le démarrage effectif des prestations.

123. En 2012, le Programme a créé son site web sous le nom de domaine www.pnaafa-guinee.org dans le but de publier régulièrement des informations sur le PNAFA et ses partenaires. Suite à la démission du responsable en 2014, l'exploitation du site a connu une interruption de plus d'une année. A l'arrivée du nouveau responsable, le site a été réactivé en Novembre 2015 sous un nouveau nom de domaine www.pnaafaguinee.org. étant donné que l'ancien nom n'était plus techniquement accessible. Les défaillances constatées dans son exploitation ont été également corrigées afin de faciliter son utilisation. Le nouveau système a été validé mais il doit aussi faire l'objet d'une présentation à l'équipe du projet et ses partenaires.

124. La première édition du bulletin d'informations du PNAFA appelée « PNAFA INFO » est paru en décembre 2015. Cinq cent (500) exemplaires ont été produits et distribués au niveau des acteurs, partenaires et autres services. 5 000 calendriers muraux spiralés, 200 calendriers de table (chevalet), 300 agendas de bureau, 500 agendas de poche pour l'année 2016 ont été également confectionnés et distribués. Les principaux événements du programme ont été régulièrement couverts par la télévision nationale, les radios rurales et communautaires et les médias privés (journaux et télévision).

125. **Dans le cadre de la Gestion des savoirs**, un effort de capitalisation des acquis dans les trois premières régions couvertes est en cours en vue d'alimenter de façon positive le processus de mise en œuvre du Programme dans les régions de Basse Guinée et Faranah.

126. Dans le processus de l'insertion des jeunes par exemple, le PNAFA a appuyé à travers les fédérations dans les trois premières régions couvertes, l'installation de 65 jeunes dans l'agriculture. Ces différentes expériences en matière de promotion des jeunes méritent d'être évaluées et capitalisées afin de dupliquer les bonnes pratiques issues de leurs mises en œuvre et éviter les imperfections lors des interventions dans les régions de Basse Guinée et Faranah.

Recommandations sur le Genre, Communication, Gestion des savoirs et Visibilité

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Identifier les femmes et jeunes leaders au sein des unions et renforcer leurs capacités dans la mobilisation du groupe cible, l'appui à l'identification des besoins et la négociation des projets/activités des femmes et des jeunes afin que leurs préoccupations réelles soient prises en compte lors des instances de planification.	RGCGSV, CNOP-G/CTR	Septembre 2016
Diffuser les résultats de la capitalisation des acquis du PNAFA notamment sur le mécanisme d'approvisionnement en intrants de la PPF	RGCGSV	1 ^{er} Trim. 2017
Elaborer et Actualiser régulièrement le plan d'action de capitalisation des expériences acquises dans l'installation des jeunes.	UNC, CNOP-G, BSD	Juillet 2016 et continu

D. État d'avancement de l'exécution du programme

127. A l'image du PNAFA national (PNAFA- HFM), le processus de planification, d'agrégation du PTBA, d'élaboration des conventions et de mise à disposition des fonds continuent d'accuser des retards notables. En effet, la non-mobilisation des ressources du Fonds Saoudien et celles de la Coopération Italienne ont lourdement influencé la mise en œuvre des activités du PTBA 2015, voire celles de 2016.

Performance du projet et cohérence des PTBA avec la mise en œuvre

128. Les taux globaux d'exécution physique et financière du PNAFA-BGF depuis son démarrage sont respectivement de 10% et 6%.

129. Cette faible performance du programme s'explique par une accumulation de retards au démarrage du programme qui fortement limité les capacités opérationnelles en 2015. Le premier semestre 2016 a pour sa part été marqué par le renouvellement des principaux responsables du PNAFA, coordonnateur et responsables administratifs et financier, ce qui a eu un impact important sur les activités du projet.

130. L'atteinte des objectifs du PNAFA BGF d'ici le terme du projet est aujourd'hui menacée et des dispositions vont devoir être prises pour une planification pluriannuelle rigoureuse des activités en valorisant aux mieux les POA des organisations paysannes et en soutenant les programmes d'activités ou plan d'actions des services techniques de l'Etat et des ASF. Sans remettre en question l'approche « à la demande » et la logique d'appui aux stratégies des OP et des ASF, cette planification devra permettre de programmer dès à présent l'ensemble des activités nécessaires à l'atteinte des objectifs, d'identifier les partenaires et bénéficiaires, de localiser les interventions et de déterminer les modalités d'exécution et de valorisation des réalisations.

131. En cela l'année 2016 constitue une année charnière et déterminante car si l'ensemble des outils ne sont pas en place cette année et qu'une stratégie ambitieuse n'est pas définie, il paraît impossible aux projets d'atteindre les résultats qui lui sont assignés. La Revue à mi-parcours devra valider les options qui auront été définies par l'équipe du PAAFA et ses partenaires, il est donc essentiel que le cadrage budgétaire et opérationnel global et le programme d'activités 2017-19 décrit dans la partie Suivi Evaluation de l'Aide-Mémoire soit élaboré d'ici là.

132. L'équipe du PNAFA devra être particulièrement vigilante au respect du calendrier d'élaboration du PTBA, et de tenue du Comité de Pilotage, afin que la transmission des documents au FIDA permette une obtention des ANO dans les délais et une mise à disposition rapide des ressources financières. Afin de faciliter les décisions au niveau du Comité de Pilotage en ce qui concerne l'adoption du PTBA 2017, du programme d'activité 2017-2019 et du cadrage budgétaire global, des séances préparatoires et une implication du BSD/MA dans la préparation de ces documents, au moins pour les phases de validation, serait souhaitable.

133. Par ailleurs, l'élaboration et la délivrance des ANO sur les conventions avec les partenaires du projet ont également été une cause de retard dans la mise en œuvre du projet en raison de modifications répétés sur le fonds, sur la forme et sur la durée de certaines d'entre elles et des incompréhensions qui en ont résulté entre les parties. En conséquence la mission préconise qu'un travail soit entrepris dès à présent pour préparer les conventions des années restantes afin de s'entendre sur un format type, qu'il faudra validé et adopté, et dont les grandes lignes ne seront plus remis en question. Seules les programmations annuelles, nature des activités, quantités et budgets correspondant feront l'objet d'une actualisation. Il sera nécessaire de déterminer, en tenant compte des contraintes réglementaires en la matière, si l'on opte pour des conventions pluriannuelles, dans ce cas jusqu'au terme du projet, ou pour des conventions annuelles selon un format type reconduit chaque année. Dans les deux cas une programmation annuelle d'activités et d'objectifs sera nécessaire et servira de base à l'élaboration des PTBA.

134. Enfin, le PNAFA entre dans la période d'achèvement de la convention HFM ce qui risque de constituer un risque pour le bon démarrage des activités de la convention BGF dans la mesure où l'ensemble est piloté par la même UNC. L'équipe du PNAFA devra être particulièrement vigilante sur ce point et bien distinguer les activités de chacune des conventions, et les documents qui en découlent, pour ne pas que des difficultés rencontrées spécifiques à la HFM viennent perturber la mise en œuvre de la BGF.

Approche de ciblage

135. Le choix des bénéficiaires repose pour l'essentiel sur le dispositif de la CNOP-G et des ASF ce qui garantit en principe le respect du ciblage prévue par le programme en termes de populations rurales pauvres. Les conventions avec ces partenaires devront toutefois systématiquement confirmer la nature des bénéficiaires visées et les objectifs en matière de Genre (proportion de femmes, de jeunes...).

Cohérence avec les politiques nationales et pertinence

136. Le PNAFA BGF est cohérent avec les documents de politiques et les stratégies sectorielles et il peut, à l'échelle des zones d'interventions, contribuer significativement à l'amélioration de la production, de la productivité et des revenus agricoles des petits producteurs opérant dans les filières riz et maraîchage, y compris à travers une meilleure valorisation des produits. Ces filières sont considérées comme prioritaires et stratégique du point de vue du développement économique et de la souveraineté alimentaire dans la Politique nationale de développement agricole (PNDA 2015) et dans le plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA 2013-2017). Les productions horticoles sont de plus une porte d'entrée privilégiée pour intervenir en faveur des femmes et des jeunes.

137. Le PNAFA s'inscrit également globalement dans le PNIASA à travers la consolidation des institutions de financement du secteur agricole et l'importance de son volet formation permet de répondre aux enjeux du renforcement de la structuration des organisations paysannes et de la modernisation de l'agriculture familiale. L'alphabétisation et le renforcement des capacités en matière de gestion, de transformation et de commercialisation constituent de véritables priorités au regard des niveaux d'organisations actuels, des attentes et des besoins des producteurs agricoles pour qu'ils puissent faire face à un marché dynamique mais de plus en plus complexe et intégré au niveau sous régional.

138. La logique de partenariat qui prévaut pour la mise en œuvre du PNAFA, avec la CNOP-G, les services techniques de l'Etat et les ASF, est à encourager, même si pour l'instant les résultats dans le cadre de la BGF ne sont pas encore très perceptibles. Cette approche permet en effet de renforcer chaque institution dans ses missions et prérogatives. Le PNAFA constitue de fait un espace d'échange et de dialogue entre ces acteurs qui doivent collaborer pour une bonne mise en œuvre de la politique de développement agricole. Avec les moyens financiers et l'appui conseil qu'il apporte, le PNAFA doit permettre de faciliter la contractualisation entre ces différentes parties et les amener à s'engager autour de la réalisation d'un projet commun et de l'atteinte des résultats qui en découlent. L'équipe du PNAFA doit être particulièrement consciente du rôle qui est le sien dans l'accompagnement des institutions partenaires et dans la facilitation des relations entre les parties car c'est une condition centrale de la réussite du projet.

Recommandations sur l'Etat d'exécution du Programme

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la révision (si nécessaire), la présentation et à l'internalisation des différents manuels (fiduciaires, passation des marchés, manuel d'exécution et de suivi évaluation) à l'équipe du PNAFA BG&F et aux autres partenaires.	UNC	Décembre 2016
Organiser des ateliers de formation du personnel et des partenaires de la Basse Guinée et Faranah en procédures de passation des	UNC, URC	Immédiat et continu

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
marchés, comptabilité, gestion financière de base et de S&E		
Evaluer annuellement la performance du personnel du PNAFA et partager les résultats avec le MA et le FIDA	UNC / MA	Annuel

E. Aspects fiduciaires

139. **Structure Organisationnelle et Personnel:** Deux restructurations successives initiées par les autorités guinéennes, avec l'approbation du FIDA, ont eu lieu en une période de 3 mois. A date, l'équipe du PNAFA devra être complétée par un RPM chargé aussi de l'appui fiduciaire aux OPA.

140. **Système d'Information Financière.** L'UNC et les URC disposent d'une comptabilité générale et analytique propre à chaque entité, mais impossible à consolider pour d'obtenir une lisibilité sur l'exécution financière globale et/ou les engagements financiers cumulés du Programme. L'analyse du manuel de gestion met en exergue des schémas incomplets de comptabilisation des transactions financières, une structure du plan comptable inappropriée et des états financiers, notamment le tableau Emploi-Ressources, qui ne reflètent pas les flux de trésorerie sur la période.

141. La mission a beaucoup insisté auprès de l'UNC pour que le module « Suivi budgétaire » soit configuré sur le nouveau logiciel TOM2PRO selon le mode « avec Engagement » afin de faciliter le contrôle budgétaire avant tout nouvel engagement sur les ressources disponibles.

142. Elle a aussi suggéré à l'UNC (afin d'améliorer le rapportage financier) la mise en place d'un tableau de bord mensuel qui présenterait les réalisations budgétaires, l'exécution du Plan de Passation de Marché, la situation des avances non justifiées des OPA et autres Prestataires, la situation de la trésorerie du PNAFA (effective et attendue).

143. **Gestion Comptable PNAFA.** La saisie des pièces comptables 2016 n'est pas effective à la date du 30 mai 2016. Des réajustements doivent par conséquent être opérés sur la comptabilisation des engagements financiers par Bailleurs (subvention à demander et à recevoir), des charges à immobiliser et à transférer à l'actif en fin d'exercice budgétaire, des taxes concédées par le Gouvernement et enfin celle de la participation des bénéficiaires. Les dépenses effectuées sur les préfinancements croisés et la 1ère tranche des fonds de Contrepartie devront faire l'objet de régularisation comptable.

144. **Contrôle interne URC.** La mission a pris connaissance des comptes rendus de mission de contrôles effectués par les URC sur la traçabilité des avances de fonds et l'éligibilité des dépenses effectuées par les OPA. Il importe désormais de matérialiser les constats dans des PV signés par les deux parties (Services financiers URC et OPA) et établir (suite aux missions) un plan d'action spécifiant les délais de mises en œuvre des opérations recommandées. Afin de garantir de la part des OPA un effort continu dans l'amélioration de la qualité de leur gestion comptable et financière, il a été convenu avec l'UNC que les mises à dispositions de fonds seraient désormais corrélées à l'Avis formulé par les URC sur la qualité du dispositif de gestion financière des OPA.

145. **Contrôle interne UNC:** Les missions de contrôle de l'UNC sur le terrain devront statuer sur la qualité du dispositif comptable des OPA et la mise en œuvre des plans d'actions proposés par les URC. L'UNC jugera aussi de l'éventualité d'organiser des ateliers d'échanges avec les différents services financiers des OPA sur des problématiques communes en gestion financière.

146. L'UNC (et les URC) devront désormais utiliser un formulaire « Ordre de Paiement » apportant une visibilité sur les Responsables Fiduciaires du PNAFA ayant autorisé l'engagement et la liquidation des dépenses,

147. Concernant la gestion interne, l'UNC devra assurer au niveau de la comptabilité, les contrôles de cohérence des soldes de comptes du bilan en corrélation avec les imputations analytiques. Il

importe pour le SAF de mettre en place les outils de gestion capables d'informer sur les dysfonctionnements dans la gestion interne du Programme.

148. **Comptabilité OPA.** Le manuel fiduciaire des OPA propose des procédures comptables plus adaptées à la comptabilité de Projet (axé sur la gestion des Subventions des bailleurs). La comptabilité ne prend pas en compte la dimension commerciale des OPA⁴, notamment la commercialisation d'intrants agricoles et la spéculation sur les produits agricoles en période crise.

149. **Exécution Financière sur les Conventions OPA.** Les conventions de l'exercice 2015 ont été signées en septembre 2015 et les décaissements des premières tranches sont intervenus en janvier 2016 pour le Don 8118 et le Prêt OFID⁵. Les décaissements représentent en moyenne 100% du budget des conventions sur le Don 8091⁶, 70% pour les conventions sur le Don 8118 et 70% pour les conventions sur le Prêt OFID⁷.

150. Il ressort des investigations de la mission que sur 39% des justifications de dépenses présentées par les OPA sur le Don 8091 n'ont pas été validés par les URC. Les insuffisances à la base des rejets sont les suivantes: (a) processus d'engagement des dépenses ne respectant pas les procédures décrites par le manuel fiduciaire, (b) paiements en liquide en dépassement du plafond autorisé et, (c) établissement de chèque au nom de personne physique en lieu et place de la personne morale.

151. **Dépenses inéligibles des OPA.** Suite aux travaux avec l'équipe du Service administratif et financier (SAF), la mission relève comme inéligible l'Activité de commercialisation de la FEPRORI-GF pour un montant de 110 millions GNF à partir de ressources prévues pour d'autres activités. Concernant l'achat de produits phytosanitaires par la FOP-BG sur lequel un chèque d'un montant de 24 millions GNF a été libellé au nom du comptable de la FOP-BG en lieu et place du fournisseur (TIDIANE AGRICULTURE), la mission recommande à l'UNC de vérifier l'effectivité de la livraison de la marchandise (selon les quantités et les spécifications prévues sur le Bordereau de Commande - BC) avant de statuer sur la recevabilité de la dépense.

152. **Avance de Fonds OPA à Justifier.** Respectivement, les avances à justifier mis directement en place par le FIDA et l'OFID sont de 236.000 USD (Don 8091), 328.839 USD (Don 8118) et 724.312.USD (Prêt OFID). La mission relève sur le Prêt OFID une trésorerie disponible dans les comptes bancaires des OPA d'environ 485.916 USD et des pièces justificatives de dépenses à transmettre à l'UNC d'un montant de 238.396 USD (1,984 milliards GNF).

153. Sur les dons FIDA, les OPA ont transmis au PNAFA des pièces justificatives sur lesquelles un montant de 994 millions GNF pourrait faire l'objet d'une DRF de justification au FIDA. La mission a ramené le taux de décaissement de la première tranche des Conventions de 70% à 40% sur la base de la nouvelle approche de la direction du projet qui requiert une remontée mensuelle des pièces justificatives et le renforcement du contrôle interne (systématisation de la Co-signature des URC avec toutes les OPA). le renouvellement des fonds sera par conséquent corrélé à la justification de 80% de l'avance précédente et l'établissement d'un nouveau plan d'action. Le niveau du compte spécial sera éventuellement revu si ces nouvelles dispositions devaient créer une tension de trésorerie.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Réviser le manuel de gestion du PNAFA notamment sur les procédures comptables et de contrôle interne	RAF	31/12/2016
Finaliser le processus d'acquisition du logiciel TOM2PRO et paramétrer les tableaux financiers du Rapport Financier Intérimaire non audité (RFI).	RAF Comptable	30/09/2016
Effectuer la saisie comptable des dépenses de l'exercice 2016 sur Success	RAF	30/10/2016

⁴ Hormis la comptabilité de la FPDF

⁵ Les disponibilités en trésorerie des OPA au 31/12/2014 s'ajoutent aux décaissements effectués

⁶ Sauf pour la FUPRORI-HG et CTR-HG où les décaissements représentent respectivement à 50% et 1%

⁷ Sauf pour FPDF et FUPRORI-HG où les décaissements représentent respectivement à 30% et 40%

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
et procéder au basculement de la comptabilité sur le nouveau logiciel Tom2pro	Comptable	
Effectuer les régularisations comptables nécessaires sur les dépenses sur fonds de contrepartie et celles sur les préfinancements croisés sur les ressources FIDA	RAF Comptables	30/10/2016
Faire appel à un Consultant expérimenté en Gestion Comptable, pour appuyer le Programme dans la révision de sa comptabilité consolidée et le transfert des données sur le logiciel TOM2PRO	RAF Comptables	30/09/2016
Matérialiser les constats des missions de contrôle des OPA dans des PV et proposer des plans d'actions pour des mesures correctives	RAF Comptables	Immédiat et continu
Transmettre au FIDA un rapport de contrôle trimestriel sur le niveau de justification des avances de fonds par les OPA et l'éligibilité des dépenses effectuées	RAF Comptables	Permanent
Réviser le manuel fiduciaire des OPA afin de l'adapter aux spécificités des OPA (cadre institutionnel, comptable et financier)	RAF	31/12/2016
Demander à la FEPRORI-GF de rembourser le montant inéligible de 110 millions GNF affecté par l'OPA à des activités de commercialisation	RAF / URC	31/12/2016
Décaisser 40% d'avances de fonds aux OPA sur la base du budget du plan d'action des activités de la Convention	RAF	Immédiat et continu
Etablir des DRF par rapport aux avances de fonds déjà justifiées par la CTR et la FOP-BG sur les dons FIDA	RAF Comptables	31/08/2016
Effectuer une mission de récupération des pièces justificatives des OPA sur l'ensemble des financements et appuyer les OPA à établir un plan de dépenses sur leurs trésoreries restantes sur le don 8091.	RAF Comptables	31/08/2016

154. **Décaissement par financement.** Au 30/05/2016, le taux de décaissement par financement est le suivant: (a) Don FIDA 8091, 71,02%, (b) Don FIDA 8118, 8,14%; (c) Prêt OFID, 41,61%; Gouvernement, 1,64%⁸.

155. **Exécution financière Don FIDA 8091.** La mission note que les engagements du PNAFA sur les ressources du Don se chiffrent à 4.422.760 DTS (environ 6,571 millions USD), soit 77% des ressources du Don. Parmi les engagements à solder, les salaires et indemnités sur la période février/mai 2016 à régulariser (146.755 USD), le reliquat des conventions OPA/Partenaires d'exécution (113.678 USD) et des reliquats de contrats à solder (218.816 USD)⁹. Le montant disponible pour de nouveaux engagements sur les ressources du Don s'élève au 30/05/2016 à **1,865 millions USD**.

156. Les catégories en dépassement de leur allocation sont: Assistance Tech et Contrat de Services (148%), Convention avec les OPA (162%); Salaires et Indemnités (180%), Frais de Fonctionnement (169%). Il importe d'effectuer une réallocation des ressources disponibles en tenant compte des activités à réaliser avant la date d'achèvement (période de 10 mois).

157. **Réallocation des Fonds du Don 8091.** La mission a procédé dans un 1er temps au réajustement des dépenses sur la catégorie « Conventions OPA », en réaffectant les dépenses d'infrastructures (333.251,59 DTS) sur la catégorie Génie civil. Par la suite, sur la base des engagements à date sur les ressources du Don (4,422 millions DTS) et les perspectives d'engagements jusqu'à la date de clôture (1.145.000 DTS), la mission a proposé un plan de réallocation présenté en annexe de l'AM.

158. **Exécution financière Prêt OFID.** A date, le taux d'engagement sur les ressources du Prêt OFID est de 49%. La mission relève que le montant à solder sur les conventions 2015 se chiffre à 1,418 millions USD et les contrats à solder s'élèvent à 56.494 USD. Le montant disponible sur les ressources du Prêt pour de nouveaux engagements s'élève à 4,932 millions USD.

⁸ Il s'agit des fonds de contrepartie d'un montant de 495 millions GNF constituant une des conditions préalables au 1er décaissement sur le Don FIDA 8118

⁹ Contrat relatif à la construction de dalots en Haute Guinée à réaliser par le PPDRHG. Mais activités transférées sur le Don FIDA 8091 à la fin du PPDRHG

159. **Exécution financière Don FIDA 8118.** Les dépenses effectives sur les ressources du Don s'élèvent à 10,640 milliards GNF (environ 1,285 millions USD), soit 6% du financement du Don¹⁰. Sur les PTBA 2015 et 2016, les taux d'exécution financière sur les prévisions de dépenses sur le financement du Don sont respectivement de 61,10% et 21,32%.

160. Spécifiquement à l'exercice 2016, **l'exécution financière par composante** se présente comme suit: (a) Appui aux OPA (0%); (b) Appui aux Services Publics et à la Finance Rurale (26,61%); (c) Coordination, S/E, Gestion des Savoirs (34,63%).

161. **Décaissement sur Don FIDA 8118.** Au 30/05/2016, la situation des décaissements du PNAFA sur le Don (en prenant en compte le dépôt initial) s'élèvent à 1.235.178,58 DTS (1.709.179 USD), soit un taux de décaissement de 8,14% des ressources du Don. En prenant en compte la DRF à établir d'un montant de 305.000 USD, la mission estime que le taux de décaissement prévisionnel avoisinerait 10% d'ici la fin du mois d'août 2016.

162. La mission a relevé un préfinancement croisé de dépenses respectivement de 350.000 USD entre le Don 8091 (350.000 USD) et le Don 8091 (101.343 USD). Il importe par conséquent d'effectuer les régularisations nécessaires afin d'apurer le préfinancement croisé.

163. La régularisation du préfinancement sur le Don 8118, devrait permettre une révision à la baisse du taux de consommation à date, sur les catégories Salaires et Frais de Fonctionnement.

164. **Disponibilités Financières.** La trésorerie disponible à date sur les différents comptes spéciaux est la suivante: Don 8091 (140.431 USD); Don 8118 (157.701 USD); Prêt OFID (212.398 USD). La mission constate que les disponibilités sur le Don 8091 ne permettront pas de faire face au stock de dettes (236.462 USD) éligibles audit financement; une tension de trésorerie sur le court terme (CT) est prévisible et nécessite de prioriser les dépenses sur le Don 8091 en attendant le réapprovisionnement du compte désigné¹¹.

165. **Reconstitution du compte Désigné (CD) Don FIDA 8118.** La mission a procédé à la reconstitution du compte désigné du Don à la date du 30/05/2016. Les disponibilités représentent 32% de l'avance initiale (500.000 USD) et les dépenses non demandées en remboursement, 61%. Ces dépenses couvrent la période juillet 2015/Mars 2016 (305.174 USD). La mission note un écart de 37.125 USD sur la reconstitution, correspondant à un préfinancement de l'Etude de Faisabilité Projet Pole G.

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Régulariser à travers des transferts de fonds le préfinancement croisé entre les Don 8118 et 8091	Coordo RAF	30/08/2016
Demander au FIDA d'effectuer un réajustement des imputations au niveau du Status of Fund de chaque financement	Coordo RAF	30/09/2016
Récupérer sur les DRF à venir la trésorerie en surplus du dépôt initial, suite au transfert de fonds effectué dans le cadre de la régularisation du préfinancement croisé	Coordo FIDA	31/12/2016
Etablir dans les meilleurs délais une DRF de réapprovisionnement du Compte Désigné du Don 8091	Coordo FIDA	30/08/2016
Régulariser dès que possible le préfinancement de l'étude de faisabilité Projet Pole G	FIDA	
Etablir une DRF de réapprovisionnement d'un montant de 305.000 USD sur le Don 8118.	RAF Comptable	30/08/2016

¹⁰ Les engagements financiers sur le Don 8118 se chiffrent à 1,663 millions USD

¹¹ Les dépenses éligibles en DRF sur le Don 8091 s'élèvent à 376.679 USD au 30/05/2016

166. **Financement de la contrepartie.** Le taux de réalisation de la contribution du Gouvernement¹² PNAFA est de 1,64%. Il importe de mettre en place le dispositif comptable d'enregistrement des taxes concédées par le Gouvernement sur les marchés des infrastructures et de prestations intellectuelles du PNAFA.

Dispositions de l'Accord de don 8118

167. **PTBA 2016.** La date d'approbation du comité de pilotage 24-26 mars 2016 et la date de Non objection du FIDA est le 29 avril 2016.

168. **Mobilisation des fonds de contrepartie:** La mission a noté que les fonds de contrepartie pour l'année 2016 n'ont pas encore été mis à disposition du Programme, conformément à la section B4 de l'accord de financement portant sur le don 8118.

169. Dépenses inéligibles identifiées par la RMP. Des investigations complémentaires effectuées par la mission, la dépense retenue en définitive comme inéligible est le solde de 20 millions GNF sur un prêt accordé par la FEREPHA à la CTR-GF. Concernant le solde de la facture sur la production d'un film documentaire au profit de la CTN-CNOP pour un montant de 66 millions GNF, rejeté pour incohérence entre la date d'établissement du chèque (2/12/2014) et la date d'acquisition par le prestataire (25/09/2014), la mission a demandé à l'UNC de vérifier auprès du prestataire, le paiement effectif dudit montant par la CTN-CNOP-G.

170. **État certifiés des dépenses (ECD).** La revue des ECD a été effectuée sur la totalité des éléments des DRF n° 6 et 9 en fonction du seuil unique de 40 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses. Globalement, les dossiers de règlement sont facilement accessibles et bien classés. Le processus de contrôle est suffisamment opérationnel. Cependant, il y a lieu d'améliorer la consistance des liasses de règlement en prenant en compte les directives du manuel des procédures à réviser selon les recommandations en annexe et portant notamment sur les procédures d'engagement et de liquidation des dépenses..

171. **Passation de marché.** La mission note les difficultés du PNAFA, en l'absence d'un Spécialiste en PM, pour mettre en place un dispositif de suivi de la mise en œuvre du PPM et un système d'information corrélant l'exécution financière et physique des marchés en cours d'exécution.

172. Il est important (à 10 mois de la date d'achèvement) d'effectuer une évaluation du niveau d'exécution physique de l'ensemble des marchés d'infrastructures passé par les OPA (sur le Don 8091 et prêt OFID), les dates de fin d'exécution des ouvrages dont les dates de réception provisoires devront être antérieures au 31/12/2016.

173. Spécifiquement au marché relatif à la construction de 3 barrages et dragages pour un montant de 1 milliard GNF (FPFD), non prévu par la convention, dont le marché a été passé de gré à gré, la mission insiste sur la nécessité de clarifier la situation et de ne déclarer cette dépense éligible que si la documentation requise est fournie.

174. **Audit.** La mission note la signature du contrat avec le cabinet comptable recruté pour l'audit 2015 des comptes du PNAFA. Toutefois, l'UNC a demandé un report de la date de transmission du rapport d'audit du 30 juin au 30 juillet, du fait de l'indisponibilité à date du personnel du SAF (suite à la présente mission de supervision).

175. Suite aux difficultés de la mission à réconcilier les avances effectuées sur les différents financements et les dépenses y afférentes, la mission a proposé un audit des trois derniers exercices (2015, 2014, 2013) par un cabinet extérieur. Par ailleurs, il est suggéré que les observations du Projet sur la version Provisoire du rapport de l'auditeur soient également transmises au FIDA.

176. Par ailleurs, il est fortement recommandé que le Ministère de l'Economie et des Finances prenne en charge le processus de recrutement de l'auditeur, la validation de son rapport et le suivi de

¹² 4,2 millions USD

ses recommandations, ceci dans un souci d'indépendance et d'applications des meilleures pratiques en la matière.

Recommandations

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Comptabiliser les taxes exonérées sur les infrastructures dans la participation financière du Gouvernement	RAF Comptable	Permanent
Faire effectuer, par un cabinet indépendant, une évaluation de l'ensemble des marchés d'infrastructures passé par les OPA sur les financements du Don FIDA 8091 et du Prêt OFID par un cabinet	Coordo	31/07/2016
Corréler l'évaluation des marchés d'infrastructures en cours avec l'hypothèse d'une réception provisoire des ouvrages le 31/12/2016	Coordo	31/07/2016
Mettre en place et renseigner les outils de gestion capables d'informer sur les passations de marché du Projet	Coordo / RPM	Immédiat
Impliquer le Ministère de l'Economie et des Finances dans le processus de recrutement de l'auditeur, la validation de son rapport et le suivi de ses recommandations	MinFin	Immédiat et continu

F. Durabilité

177. Problèmes Fonciers: L'accès au foncier ne constitue pas un problème majeur dans la mesure où les populations appuyées par le PNAFA ont des droits d'usages acquis sur les parcelles qu'elles mettent en valeur. La réalisation d'aménagements hydro-agricoles, et plus encore la construction d'infrastructures définitives comme les magasins de stockages ou les espaces de vente et de transformation, doivent toutefois faire l'objet d'une attention particulière et les dispositions du projet en matière de sécurisation foncière (études, exigence d'un document formalisant la session ou le droit d'usage avec une validation des autorités administratives) doivent être systématiquement exigées ou réalisées avant l'accord de financement de l'activité concernée.

178. Renforcement institutionnel: Les organisations de producteurs agricoles ont un positionnement complexe dans le projet dans la mesure où elles sont à la fois bénéficiaire des interventions du projet et partenaires de sa mise en œuvre à travers l'établissement de convention qui leurs permettent de mettre en œuvre une partie de leurs programmes d'activités, celle qui est éligible au financement du PNAFA et qui a été acceptée dans le cadre de ses instances de programmation et de pilotage. Le PNAFA devra donc renforcer les capacités opérationnelles des OP, et notamment des faitières au plan régional ou national, ce qui doit leur permettre de se doter des outils, des équipements et des compétences nécessaires à une pérennisation de leurs interventions au profit de leurs membres. L'équipe du PNAFA doit donc particulièrement s'investir dans cet appui institutionnel au profit des OP, par un accompagnement au quotidien et par une implication permanente du personnel de l'UNC et des URC dans le travail des OP, dans le respect de l'indépendance de ces structures et en veillant particulièrement à la soutenabilité des dispositifs et moyens mis en place qui devront pouvoir continuer à fonctionner au-delà de l'appui du PNAFA. Une démarche identique devra être employée avec les ASF.

Recommandations sur la durabilité

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Elaborer et institutionnaliser la production de comptes d'exploitation annuels au niveau des producteurs bénéficiaires d'un appui du programme	CNOP-G, CTR, ANPROCA	Continu
Poursuivre l'alphabétisation fonctionnelle compte tenu de son impact sur l'amélioration des capacités des producteurs et élaborer un plan de suivi de sa mise en œuvre.	OPA / CTR	Immédiat et continu
Exiger des OPA le recouvrement intégral des crédits intrants échus et en cas de non remboursement l'OPA fautive ne bénéficiera pas de nouveaux appuis du programme	CNOP-G / OPA / PNAFA	Continu

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Mettre en place un mécanisme concerté d'accompagnement et de capacitation des OP par l'UNC et les URC	PNAFA; CNOPG	Immédiat

G. Autres (environnement et changement climatique)

179. La prise en compte du climat et de l'environnement est effective dans la mise en œuvre du PNAFA à travers: (i) la promotion du compostage; (ii) la promotion de l'agroforesterie et de l'utilisation judicieuse des ressources naturelles par les techniques de valorisation des résidus agricoles et des déjections d'animaux; (iii) une rotation optimale des cultures; (iv) la redéfinition graduelle d'un calendrier cultural aménagé; (v) l'introduction et la promotion des variétés de cycle courts, peu exigeantes en eau et peu sensibles aux perturbations climatiques; (vi) la conduite de formation sur l'utilisation raisonnée des engrais et pesticides; (vii) une sensibilisation aux risques liés à la présence de certains déchets dans les composts (piles, batteries, huiles de vidange, matière plastique, etc.).

Recommandation sur l'environnement et les changements climatiques

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Protéger les terres agricoles et les ressources en eau par la promotion de l'Agroforesterie, et des techniques d'irrigation économes par les OPA bénéficiaires du projet	OPA/ PNAFA /CNOP-G / ANPROCA	Immédiat
Conduire des études d'impact environnementales et sociales (EIES) au niveau du Programme.	UNC / OPA	Immédiat et continu
Sensibiliser les maraichers sur les problèmes de pollutions provenant de (i) l'utilisation de déchets urbains comme composts et (ii) d'eau impropre à l'irrigation.	OPA / CTR	Immédiat et Continu
Veiller à ce que seuls les produits phytosanitaires et engrais homologués FAO/OMS/UEMOA/CEDEAO soient utilisés par les OPA bénéficiaires.	SNPVDS / UNC, CAN URC, CTR	Continu

H. Conclusion

180. Le projet du PNAFA-BGF n'est en réalité qu'à sa première année de mise en œuvre effective alors que le projet date réellement de décembre 2013. Cela justifie en grande partie le peu de réalisations observées par la mission. Nonobstant cela, la mission est d'avis que la réalisation des objectifs du PNAFA-BGF est encore possible mais cela passe nécessairement par: (i) une implication accrue de l'équipe du projet dans l'accompagnement des partenaires en charge de la mise en œuvre; (ii) le renforcement de la logique de partenariat entre les parties prenantes; (iii) l'engagement respectif des partenaires autour d'un programme conjoint qui donne une bonne visibilité des interventions à mener d'ici la fin du projet.

181. L'année 2016 constitue par conséquent une année charnière pour un démarrage effectif des activités prévues. La future Revue à mi-parcours du PNAFA-BGF prévue vers mi-2017 devra, d'une part, s'assurer que les conditions sont enfin réunies pour une mise en œuvre efficace et efficiente du projet et, d'autre part, proposer éventuellement les modifications et adaptations nécessaires pour l'atteinte des objectifs initiaux ou révisés.

182. La nouveauté à travers ce programme est que les OPA en constituent le point d'entrée. Mais leur manque d'expérience comme organe direct de mise en œuvre requiert un appui rapproché et continu de la part de l'UNC, des URC et de tous les services techniques déconcentrés du Ministère de l'agriculture. Les partenariats qui lient les différents acteurs du PNAFA-BGF sont un des moyens essentiels sur lesquels repose la mise en œuvre du programme et, par conséquent, le processus

menant à la signature des conventions et au suivi de leur exécution devra faire l'objet d'une attention particulière.

183. L'appui à apporter à la CNOP-G devra l'amener à contribuer effectivement à la remontée des informations permettant d'alimenter de manière régulière et efficace le système de suivi-évaluation. Dans le même souci d'efficacité et de rapidité, la réalisation des travaux d'infrastructures doit être confiée à l'UNC plutôt qu'aux OPA.

184. Il convient de noter le rôle essentiel que les services techniques du Ministère de l'Agriculture devront jouer pour une mise en œuvre diligente du Programme. Il en est de même de la place importante qui sera dévolue au BSD en termes de suivi rapproché de l'exécution du PNAFA-BGF et de l'utilisation des données issues du système de S&E du programme dans la base de données sur les projets du Ministère. Il est fortement suggéré une collaboration plus étroite avec le Ministère de l'environnement au vu de la nécessité de prendre en compte les aspects environnementaux signalés dans ce rapport.

185. Par ailleurs la mission a noté que les dispositions pour une mobilisation effective et à temps des fonds de contrepartie stipulées dans l'accord de financement ne sont pas entièrement respectées. Par conséquent, la mission recommande un effort accru dans ce domaine.

186. Dans la perspective de l'achèvement prochain du PNAFA-HFM, il est fortement recommandé de dérouler les activités devant mener à la clôture sans encombres du programme notamment: (i) accélération des travaux en cours en vue de leur réception provisoire au plus tard en fin décembre 2016; (ii) conduite des études d'impact socio-économique y compris une seule enquête SYGRI en vue du rapport d'achèvement; (iii) audit de clôture.

Annexe: Liste participants nationaux à la mission de supervision juin 2016

N°	Prénoms et nom	Service	Contact
1	Alexis HABA	DNIP/Finance	656 37 67 71
2	Mamadi CAMARA	Chef Division Développement rural Ministère du Plan	655 82 83 82
3	Louceny DIARE	ACGP	628 58 63 58
4	Ibrahima Sory DIABY	DND-AP	622 66 85 04
5	IbrahimaTanou Diallo	CPO-FIDA/GUINEE	
6	Djibril Tamsir BANGOURA	Coordonnateur National PNAFA	622 14 58 00
7	Boubacar BARRY	Responsable National S/E PNAFA	628 36 06 27
8	Lucien GNEKOYAH	Chargé SE/CNPG	622 26 67 56
9	Bambo Salim DRAME	ASE/PNAFA	622 12 33 32
10	Daouda CAMARA	Point Focal /FOP-BG	
11	Aissata YATTARA	Conseillère régionale CTR-BG	
12	Mamadouba CAMARA	Responsable administratif/FOP-BG	
13	Mamadou KABA	Chargé de Com/CTR-BG	
14	Mandjou SYLLA	Responsable régional S/E PNAFA-BG	
15	Younoussa CONTE	Chargé de Formation/SE CTR-BG	
16	Salifou SOUMAH	Directeur exécutif Faîtière des ASF-BG	
17	Tenin Kaba Keita	RGCGSV/ PNAFA	

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

PNAFA BGF

Pays	Guinée	No. du projet	1700 [1100001700]	No. du prêt/don DSF	200000023 3
Projet	National Programme to Support Agricultural Value Chain Actors - Lower Guinea and Faranah Expansion			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	29/06/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	1	Nbre de missions avancement de l'exécution/sui vi	1		
Dernière Supervision	24/06/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/sui vi	20/01/2016		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	12/09/2013			Coût total	40.06	
Accord	18/12/2013	Délai d'entrée en vigueur	3.2	FIDA Total	23.00	
Entrée en vigueur	18/12/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	0.00	0
Premier décaissement	15/04/2015			Don DSF	23.00	8
Examen à mi- parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2019	Dernier audit		field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2019			Financement national total	7.05	
Clôture	30/06/2020			Beneficiaries	2.18	0
Nbre de prolongations	0			National Govern	4.24	0
				Dom. Fin. Inst.	0.63	0
				Cofinancement total externes	10.00	
				Saudi Arabia	10.00	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	3
2. Acceptabilité du taux de	1	1	2. Exécution du S&E	4	4

décaissement					
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui aux OPA et à leurs investissements	4	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Appui institutionnel et financier	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

(a) pas de RMP dans équipe fiduciaire, pas de Plan d'Action suite missions de contrôle URC UNC, pas de reporting financier, comptabilité générale ne reflète pas engagements de chaque bailleur/financement et comptabilité analytique pas consolidée pour tous les financements. financements croisés constatés et tableau d'exécution budgétaire consolidée pas établi par logiciel de gestion financière. (b) décaissement 50% fonds de contrepartie sur période 2015/2016; retard dans décaissement FCP exercice 2016. (c) pas de système d'information sur Passation de marchés, archive des dossiers de Pm à améliorer, respect des procédures est une contrainte au niveau des OPA Retard dans souscomposante appui économique et impossibilité de faire état des résultats économiques faute de remonté données quantitatives. Retard important dans exécution activités depuis début du projet mais mesures vont être prises pour accélérer. Taux d'exécution PTBA très faible (moins de 50%) en 2015 et premier semestre 2016. Projet fortement engagé dans processus promotion équité dans offre opportunités du programme. Lors planification activités discrimination positive accordée aux activités des femmes et jeunes et données régulièrement désagrégés par genre. capacités des acteurs partenaires renforcées afin d'aborder aspects genre. bénéficiaires des activités sont les membres des OPA engagés dans filières retenues. séances d'information, sensibilisation organisées pour implication effective groupes cibles. mesures (identification de femmes jeunes leaders et renforcement leur capacité, utilisation critères d'éligibilités) sont prises en compte pour améliorer processus de ciblage du petit producteur/femmes transformatrices/artisans dont métier est lié aux filières retenues.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	3
C.2 Sécurité alimentaire	4	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Avec le retard dans l'exécution constatée, la réalisation des activités prévues dans les programmes d'orientation et d'action des OP n'a pas encore porté ses fruits en termes d'impact et de développement des actifs physiques et financiers et sécurité alimentaire.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet n'a plus que trois ans pour réaliser ses objectifs alors qu'à ce stade très peu de résultats ont été obtenus. Les changements opérés à la tête du projet et les mesures définies conjointement par la mission et l'équipe du PNAFA devraient permettre toutefois l'atteinte des principaux résultats attendus.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Risque globalement élevé du fait des lacunes organisationnelles, des défaillances du contrôle interne et du manque de transmission de rapports financiers.
---------------------	--

Avancement de l'exécution du projet	Projet en retard de 2 ans dans sa mise en œuvre. Elaboration d'un cadrage budgétaire et opérationnel et d'un programme d'activité jusqu'au terme du projet. Personnel trop mobilisé par l'achèvement du HFM au détriment de la mise en œuvre de BGF. Organisation interne de l'UNC, planification plus fine des activités avec un meilleur suivi.
Produits et réalisations	Insuffisance de financements pour la réalisation des infrastructures. Une réallocation du don FIDA est prévue. Faible capacité des OPA à réaliser les marchés d'infrastructures. Transfert de cette prérogative à l'UNC.
Durabilité	Autonomisation insuffisante des OPA et relève insuffisante des STD. Elaboration d'une stratégie de sortie et renforcement de l'accompagnement de l'UNC aux partenaires de mise en œuvre du projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Mobilisation des fonds de contrepartie	Noter dans la lettre de gestion la nécessité de mettre à disposition en temps opportun et en quantité suffisante les fonds de contrepartie du projet	immédiat	en cours
Elaboration du cadrage budgétaire et du programme d'activité triennal	S'assurer de la réalisation dans les délais requis des documents en vue de leur présentation au comité de pilotage fin 2016.	Septembre 2016	
Implication du MEF dans le processus de l'audit	Noter dans la lettre de gestion la nécessité d'une implication du MEF dans le processus d'audit annuel du projet	immédiat	en cours
Recrutement du chargé de passation de marchés	Rappeler au gouvernement la nécessité du recrutement d'un chargé de passation de marché	immédiat	en cours

Observations supplémentaires

République de Guinée

Programme National d'Appui aux Filières Agricoles – Extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA-BGF) et
Programme National d'Appui aux Filières Agricoles – Haute Guinée, Moyenne Guinée et Guinée Forestière (PNAFA-HMF)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 6 au 24 juin 2016

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

PNAFA HFM

Pays	Guinée	No. du projet	1206 [1100001206]	No. du prêt/don DSF	1000002496
Projet	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	1000003823, 1000004129
Date de mise à jour	29/06/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	14	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	6		
Dernière Supervision	24/06/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	20/03/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	05/09/2002			Coût total	47.23	
Accord	27/01/2003	Délai d'entrée en vigueur	23.3	FIDA Total	30.29	
Entrée en vigueur	05/08/2004	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	12.49	100
Premier décaissement	16/09/2004			Don DSF	17.80	86
Examen à mi-parcours	29/01/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2012	Dernier audit	30/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2017			Financement national total	6.94	
Clôture	30/09/2017			Beneficiaries	1.54	4
Nbre de prolongations	1			National Govern	3.51	3
				Benefic add 2	0.40	0
				National Govern	1.48	0
				Cofinancement total externes	10.00	
				OFID	10.00	41

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	2	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	5	4
3. Fonds de contrepartie	2	2	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	3	2	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	2	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui aux OPA et à leurs investissements	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Appui institutionnel et financier	3	3	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

En raison de la restructuration du personnel à la tête du projet, la mission constate qu'aucune évolution n'est observable depuis l'évaluation réalisée lors de la RMP de janvier 2016. Les notes sont donc reconduites et les justifications toujours d'actualité. Problèmes connus par projet: conception par vagues, succession de 4 CPM et de nouveau gouvernement, Ebola, non-mobilisation de fonds. Résultats: pas d'exécution fluide, manque de communication, faible renforcement de capacités. Faiblesses en gestion administrative/financière/comptable. Qualité du contrôle interne insatisfaisante, manque de personnel, problèmes dans manuel de gestion, approbation tardive PTBA (tendance des PTBA à être irréalistes). Contribution Etat très faible. Clauses accords de financement respectées sauf deux. Procédures passation des marchés pas respectées. Faiblesses dans qualité de gestion, par contre dispositif de S&E est bien structuré/performant. Exécution financière PTBA 2015 au 31/12/15 environ 37%, (insatisfaisante). Compte tenu tensions de trésorerie, très peu d'investissements financés à travers conventions avec OPA en 2015. Autres conventions n'ont pas avancé. Renforcement institutions: dynamique enclenchée en 2014 mais interrompue par arrêt brusque financements/avènement Ebola. Etude a confirmé qu'appuis du projet ont aidé petits producteurs à développer/renforcer leurs capacités, mais acquis à consolider. Participation physique bénéficiaires dans processus planification participatif interrompu en 2015 pour interdiction regrouper populations (Ebola). Implication OPA dans toutes concertation/décision est mesure de pérennisation. Toutefois, aucune réelle stratégie désengagement clairement établie/définie. Alors que certains résultats intéressants, une plus longue période expérimentation/une analyse plus précise-approfondie de résultats sont nécessaires pour juger possible mise à l'échelle. RMP a fait prendre conscience des problèmes à toutes les parties prenantes qui ont pris des engagements fermes pour l'exécution des recommandations

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

En raison de la restructuration du personnel à la tête du projet, la mission constate qu'aucune évolution n'est observable depuis l'évaluation réalisée lors de la RMP de janvier 2016. Les notes sont donc reconduites et les justifications toujours d'actualité. Après 5 ans de mise en œuvre, le taux de réalisation physique global est d'environ 58% (54% composante A Appui aux OPA, 65% composante B Appui aux Services publics/Finances Rurale et 56% composante C Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs), contre un taux de réalisation financière global de 50,52%. Des problèmes subsistent encore quant à la non approbation des PTBA dans les délais, la mise à disposition tardive et/ou insuffisante des fonds, entraînant de faibles taux de réalisation. Au total, 29 869 producteurs dont 54% femmes ont eu accès aux services du programme (25 817 en MF/GF et 4 052 en HG), soit environ 40% de l'objectif initial global de 75 000 personnes. Qualité de l'amélioration des actifs naturels et résilience climatique. Aucune action spécifique n'était prévue dans le document de conception, qui ne bénéficie d'ailleurs pas de financement FEM ni ASAP; le programme était classé B. Toutefois, la diffusion de semences améliorées à cycle court, l'application d'une rotation des cultures (pomme de terre-maïs-riz), et les nouvelles plantations de cultures pérennes (palmier à huile et hévéa) contribuent à préserver les ressources naturelles. Cependant aucune étude d'impact environnemental et social n'a été réalisée avant la construction des diverses infrastructures marchandes, routières ou hydro-agricoles. Des recommandations pour l'avenir ont été faites dans ce sens, ainsi qu'en terme d'utilisation rationnelle et contrôlée d'engrais et désherbants homologués par la FAO et l'OMS, de gestion durable de l'eau dans les périmètres irrigués, de protection des bassins versants, de reboisement des zones d'emprunt par les entreprises, et de gestion des déchets en bordure des jardins maraichers

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

En raison de la restructuration du personnel à la tête du projet, la mission constate qu'aucune évolution n'est observable depuis l'évaluation réalisée lors de la RMP de janvier 2016. Les notes sont donc reconduites et les justifications toujours d'actualité. Visites sur le terrain RMP, après 2 ans de suspension supervision FIDA, ont permis de mettre à jour certaines faiblesses/dysfonctionnements. Objectif de développement d'améliorer productivité/production/revenus agricoles petits

producteurs dans filières agricoles ciblées pas encore atteint à moins de 15 mois de la date d'achèvement. Rendements augmentés pour certaines spéculations (ex: riz pluvial de 1 à 2,5t/ha, maïs de 0,9 à 2,62t/ha et pomme de terre de 18 à 25t/ha) même si toujours inférieurs aux prévisions. Augmentation production très significative pour pomme de terre (de 10 000 à 40 000 tonnes), mais aucune information sur évolution revenus. Impact appui filières palmiers à huile/hévéa pourra être mesuré seulement lorsque les plants seront devenus productifs (PNAFA sera déjà achevé). Ainsi promotion culture maïs, cultures maraîchères et niébé en intercalaire procurerait beaucoup d'avantages pour sécurité alimentaire/génération de revenus au bénéfice notamment des femmes. D'autre part, faibles performances financières ASF ne permet Presque jamais de financer besoins OPA partenaires. Conventions signées entre services techniques régionaux et OPA. toutefois execution tardive a limité portée/intensité/continuité appuis-conseils techniques apportés membres OPA. Besoins sont prioritaires en matière de financement/mise en valeur aménagements hydro-agricoles et équipements transformation, vulgarisation itinéraires techniques agricoles et techniques conservation/transformation produits agricoles. Cela limite rentabilité activités économiques et autonomisation faïtières. Effort de capitalisation /dissemination des expériences devra être fait pour appuyer PNAFA Basse Guinée Faranah à démarrer au mieux mise en œuvre déjà très en retard. Cela permettra également au FIDA/Gouvernement de tirer leçons pour formulation prochains projets sous nouveau COSOP.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	A la date du 31 décembre 2015, le programme est exécuté uniquement sur le Don 8091 GN de la Haute Guinée dont le taux de décaissement s'élève à 65,90%. Le prêt 580 GN est déjà clôturé (décaissé à 61,81%) et le Don 8064 est décaissé à hauteur de 99,94%. Le Don 8118 GN pour la Basse Guinée/Faranah est maintenant opérationnel (décaissé à 6,10%), mais l'UNC n'est pas autorisée à financer les activités du PNAFA Moyenne Guinée et Guinée Forestière sur ces ressources du fait de la non fongibilité des fonds entre ces régions (la fongibilité est valable uniquement entre MG/GF et HG). Toutefois, il est retenu que les dépenses de la BGF préfinancées par la MG/GF et HG seront remboursées. Aux vues des nombreux dépassements, une réaffectation puis une réallocation des fonds par catégorie de dépenses du Don 8091 GN sont indispensables pour poursuivre l'exécution du Programme. Le Prêt OFID est décaissé à hauteur de 40,78% et devrait s'achever en juin 2016. Il est urgent d'officialiser l'accord de principe obtenu pour une extension des dates d'achèvement et clôture, en alignement avec celles du don FIDA 8091 GN. Cela permettra de financer les infrastructures rurales programmées et toujours prioritaires. Le recrutement rapide d'un responsable en passation des marchés et un meilleur contrôle interne à tous les niveaux seront déterminants.
Avancement de l'exécution du projet	Le niveau d'avancement global de la mise en œuvre du Programme (à date) est modérément satisfaisant avec un taux d'exécution physique et financière respectivement de 62,77% et 50,52%. Des retards sont notés principalement dans la réalisation des infrastructures rurales de production et les équipements moyens de mécanisation agricole et transformation, ainsi que l'appui technique aux ASF. Une meilleure maîtrise et application des procédures de passation des marchés et une amélioration de la qualité des DAO transmis pour validation sont indispensables et devraient être assurées avec l'appui ponctuel ou continu d'un spécialiste. Le PTBA 2016 doit encore être élaboré et approuvé dans les plus brefs délais sur la base d'une stratégie claire de consolidation des acquis et de désengagement du programme en MG/GF et HG; et les ressources budgétaires mises à disposition rapidement. La réallocation des fonds est donc urgente. L'achèvement des activités en MG/GF et HG en 2017 alors qu'elles se poursuivront en BGF jusqu'en 2019 nécessite-t-il le maintien de l'unité nationale et des unités régionales (notamment celle de HG à laquelle est rattachée la région naturelle de Faranah)? La stratégie de désengagement devra clarifier ces points.
Produits et réalisations	Le dispositif d'accompagnement des OPA par les URC et les cellules techniques de la CNOP-G doit être renforcé afin de s'assurer d'une mise en œuvre efficace et efficiente des activités et l'application des procédures (cf. fourniture des justificatifs). Un suivi plus rapproché avec des réunions périodiques institutionnalisées (UNC-URC, UNC-CNOP/G, UNC-CNOP/G-BSD, URC-CTR, CNOP/G-CTR, URC-CTR-OPA-STE, etc.) faciliteront la communication et le suivi de l'exécution pour la résolution rapide des goulots d'étranglement et l'atteinte des résultats fixés.
Durabilité	L'approche du PNAFA se basant sur le renforcement des capacités institutionnelles et économiques des OPA, ainsi que le partenariat entre OPA et STE, reste la meilleure illustration des probabilités de durabilité du programme. Toutefois, la responsabilisation des OPA doit être progressive et proportionnelle à leur réel niveau de maturité, avant de pouvoir envisager un désengagement progressif du programme. L'autonomisation des OPA est un problème global qui représente un défi à long terme dans tous les pays. Aussi, elle ne pourra devenir réalité que si le renforcement des capacités des OPA est effectif, que les fonds mis à leur disposition pour l'approvisionnement en intrants et la commercialisation sont recouverts entièrement voire même fait fructifiés durablement, et si les OPA mettent en place une stratégie efficace de mobilisation de fonds propres et externes, dans un cadre de bonne gouvernance.

Suivi proposé

Question/problemème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Réallocation des ressources par catégories convention 8091	Répondre à la requête du gouvernement	immédiat	en cours
Réalisation des infrastructures avant l'achèvement du PNAFA HFM	Suivre le planning élaboré suite à la mission	immédiat	en cours

République de Guinée

Programme National d'Appui aux Filières Agricoles – Extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA-BGF) et
Programme National d'Appui aux Filières Agricoles – Haute Guinée, Moyenne Guinée et Guinée Forestière (PNAFA-HMF)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 6 au 24 juin 2016

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Préparation du rapport d'achèvement et de l'audit final	S'assurer que les études d'impact et socio-économique du SYGRI sont réalisés ainsi que l'audit final	Décembre 2016	
Suivi du problème des dépenses non éligibles concernant la réalisation de 3 barrages	Suivre avec le projet la mise à disposition par la CNOP-G de la non objection sur l'activité et la remise des pièces justificatives	immédiat	en cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au 31 mai 2016)

Résumé descriptif	Indicateurs clé de performances	Source d'information	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 mai 2016				Observations	
Objectif global				Réf.	Cible	Réalis.	%		
Améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales des régions administratives de Labé, Mamou, N'Zérékoré, Kankan, Boké, Kindia et Faranah	.La malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de 35% à 30% (%) *	.DSRP. Enquête Intégrée de Base pour l'évaluation de la Pauvreté (indice de pauvreté)		28	30			dont garçons = 27,9% filles = 28,5%	
	.L'indice d'accumulation des biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des petits producteurs ciblés (%) *	.UNDP. Human Development Report.			5				
	.L'indice de pauvreté au niveau des régions baisse de 55% à 45% (%)	.PAM & UNICEF (malnutrition) .Enquêtes d'impact SYGRI et Socio-économique		55	45			46,5% des femmes chef de ménage sont pauvres	
				Réalisation au 31 mai 2016				Observations	
				Réf.	Cible	Réalis.	%		
Taux de réalisation des indicateurs de produits du PNAafa								10,04%	
Améliorer la	.55 000 ménages bénéficiaires directs sont atteints (par genre et classe d'âge) (Nbre) *	. Enquête SYGRI	.Mauvaise gouvernance (R)		55.000	1.127	2%	dont 762 femmes, soit 67,62%	
	.40% des membres (22 000) ont adopté au moins une technologie conseillée (par genre et classe d'âge) (%) *	. Rapports fédérations et ANPROCA	.Contexte réglementaire, politique et socio-économique défavorable (R)		22.000	0	0%		
	.Les rendements du riz	. Rapports d'ANASA et ANPROCA		1	2		-	A cause de la	

production, la productivité et les revenus agricoles des petits producteurs dans les filières agricoles ciblées	pluvial passent de 1 à 2 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)						maladie EBOLA, il n'y a pas eu de conventions entre la PNAFA et ANPROCA entre 2014 et 2016 pour le suivi de l'évolution de cet indicateur dans la zone BGF.
	.Les rendements du riz irrigué passent de 2 à 4t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)	Etudes de cas/enquêtes thématiques		2	4	-	
	.La production moyenne du riz par région administrative passe de 200 000 à 400 000 tonnes (T)	Statistiques agricoles nationales/régionales/préfectora les		326.902	400.000	-	
	.Le rendement de l'oignon passe de 15 à 20 t/ha pour au moins 30% des producteurs (T/ha)			15	20	-	<i>Une enquête sur les rendements des principales cultures maraichères est prévue dans le PTBA 2016</i>
	.La production de l'oignon passe de 5 000 à 10 000 tonnes (T)			5.000	10.000	-	
	.Le rendement du piment passe de 5 à 10 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)			5	10	-	
	.Le volume de production de piment passe de 1 000			1.000	2.000	-	

à 2 000 tonnes (T)				
.Le rendement de la tomate passe de 10 à 20 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)	10	20		-
.Le volume production de la tomate passe de 500 à 1 000 tonnes (T)	500	1.000		-
.Le rendement de l'aubergine violette passe de 10 à 20 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)	10	20		-
.Le volume de production de l'aubergine violette passe de 1 000 à 2 000 tonnes (T)	1.000	2.000		-
.Le volume du riz commercialisé par région administrative passe de 160 000 à 320 000 (T)	160.000	320.000		-
.Le volume de l'oignon commercialisé passe de 5 000 à 9 000 tonnes (T)				-
.Le volume du piment commercialisé passe de 500 à 1 000 tonnes (T)	1.000	2.000		-
.Le volume de la tomate commercialisé passe de 300 à 600 tonnes (T)	300	600		-
.Le volume de l'aubergine violette commercialisé passe de 600 à 1 200	600	1.200		-

tonnes (T)							
------------	--	--	--	--	--	--	--

Composante A: Appui aux Organisations Paysannes (OP)								
Taux de réalisation des indicateurs de produits de la composante 1							6,71%	
Sous/composante A1: Appui institutionnel aux OP								
Effet 1: Fédérations, unions et groupements de base bien structurés, d'avantage autonome et avec une adhésion élargie de leurs membres								
Effet 1: Fédérations, unions et groupements de base bien structurés, d'avantage autonome et avec une adhésion élargie de leurs membres	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 mai 2016				Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	
	. 1 fédération a un niveau de maturité de 4 (Nbre)	.Diagnostic institutionnel participatif (DIP) de la CNOP-G	.Bonne capacité interne de la CNOP-G (H)	0	1			Le niveau de maturité de la FOP-BG est passé de 3 à 3B
	. Au moins 10% des unions ont un niveau de maturité de 4 (%)			.Rapports de la CNOP-G	.Désintérêt des OP à se structurer (R)	0	8	
	. Au moins 50% des unions ont un niveau de maturité de 3 (%)	0	40					50% de 77 unions = 40 unions
	. Le pourcentage de femmes présentes dans les instances clé de décision des unions et fédérations passe de 15% à 30% (%) *	.Rapports des OPA et de la CNOP-G	15			30		
	. Nombre de membres des groupements (membre ou non de la CNOP-G) augmente de 20% (%)			Etudes de cas/enquêtes thématiques	0			
Produit 1.1: Encadrement des conseillers de zone (CZ), expertise	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Résultats à atteindre	Réalisation au 31 mai 2016				Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	
	Taux de réalisation des indicateurs de produits de la S/C appui institutionnel aux OP							39,88%
	.11 CZ + 1 point focal	.Rapports CTR/CNOP-G		0	12	12	100,00%	dont 1 point

thématique, cadres de concertation et programmation, gestion des savoirs et dialogue politique renforcés	genre sont opérationnels au niveau des CTR (dont 3 CZ à faranah et 8 CZ + 1 point focal genre en BG) (Nbre)	.Rapports OPA et CTR/CNOP-G						focal genre
	.20 000 personnes sont formées dans les thèmes institutionnels/ commerciaux/ OP par genre (Nbre) *			0	20.000	796	3,98%	dont 414 femmes soit 52%
	.75 POA des unions sont formulés et/ou mis à jour (Nbre)			0	75	25	33,33%	
	.2 sessions du CAR par région et 1 session du CAI par région par an (Nbre)			0	18	4	22,22%	

Sous/composante A2: Appui économique aux OP

Effet 2: Les OP faîtières et leurs membres sont des acteurs économiques solides

	Taux de réalisation des indicateurs de produits de la S/C appui économique aux OP	1,45%	
--	--	--------------	--

	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 mai 2016				Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	
Effet 2: Les OP faîtières et leurs membres sont des acteurs économiques solides	. Au moins 40% des membres reçoivent des services de leurs OP (%)	.Rapports de la CNOP-G et des faîtières	.Disponibilité d'expertise en appui économique au niveau des OP(H)	0	40			
	. Au moins 1 fédération autofinance son dispositif interne d'appui-conseil ainsi que ses besoins en			0	1			

	intrants et en équipements (Nbre)							
	. 310 comités de gestion sont opérationnels (Nbre) *			0	310			
Produit 2.1: Accès aux semences améliorées, aux intrants et aux équipements, aux aménagements hydro-agricoles et à un appui-conseil performant	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 mai 2016				Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	
	.22 000 personnes encadrées par l'appui-conseil par genre (Nbre) *	.Rapports suivi ANPROCA	.Bonne qualité du matériel végétal de base (H)	0	22.000	0	0,00%	
	.1 000 ha de périmètres hydro-agricoles sont fonctionnels (ha)	.Rapports de la CNOP-G et des faïtières	.Retards dans la mise en oeuvre des conventions été paiements (R)	0	1.000	0	0,00%	
	.300 ha de périmètres rizicoles aménagés (ha)	.Rapports du BTGR	.Mauvaise passation des marchés (R)	0	300	0	0,00%	
	.200 ha de périmètres maraîchers aménagés (ha)	Rapports d'activités ANPROCA et OPA	.Disfonctionnement du marché national d'engrais et d'herbicides (R)	0	200	0	0,00%	
	.500 ha de bas-fonds/plaines réhabilités (ha)			0	500	0	0,00%	
	. 4 000 riziculteurs ont accès à des périmètres hydro-agricoles aménagés (Nbre) *	Etudes de cas/enquêtes thématiques		0	4.000	0	0,00%	
	.Disponibilité de 52 tonnes de semences améliorées pour emblaver 800 ha (T)			0	52	0	0,00%	60 kg de semences maraichères et 250 t d'engrais

	-----							ont été distribués
	.1 000 personnes sont alphabétisées par genre (Nbre)			0	1.000	0	0,00%	
	.40 000 paysans ont accès aux intrants par genre (Nbre)			0	40.000	0	0,00%	
	.300 groupements subventionnés pour l'achat d'équipements moyens (Nbre)			0	300	0	0,00%	
	.9 000 unités d'équipements légers distribués aux producteurs par genre et classe d'âge (Nbre)			0	9.000	10	0,11%	
	.300 équipements moyens sont achetés (Nbre)			0	300	0	0,00%	
Produit 2.2: Disponibilité d'infrastructures de désenclavement, de commercialisation et mise en pratique de techniques de transformation et valorisation	.123 magasins de stockage en service (Nbre) *	.Rapports des OPA et BTGR		0	123		0,00%	
	.80 villages sont désenclavés (Nbre)	.Rapports d'enquêtes BTGR et OPA		0	80	0	0,00%	
	.15% des groupements sont formés dans les domaines de la post-production, transformation et commercialisation (Nbre) *	Etudes de cas/enquêtes thématiques	.Retards pour les infrastructures et aménagements (R)	0	261	50	19,16%	15% groupement= 261. La formation a touchée 100 femmes de 50 groupements
	.Augmentation de 20% des revenus suite au			-	20		0,00%	Etude thématique a

	renforcement des capacités en pratique post-récolte (%)							réaliser en 2016
	.200 Kilomètres de pistes réhabilités (Km) *			0	200	0	0,00%	
	.100 mètres linéaires d'ouvrages de franchissement construits (ml)			0	100	0	0,00%	
	.2 400 ha de bas-fonds/ plaines sont désenclavés (Nbre)			0	2.400	0	0,00%	
	.30 marchés de collecte sont désenclavés (Nbre)			0	30	0	0,00%	
Produit 2.3: Cadres de concertations et de programmation	.2 sessions de mini CAR sont organisées par filière et par an (Nbre)	.Rapports de la CNOP-G, Rapports mini CAR		0	36	4	11,11%	

Composante B: Appui aux Services Publics et à la Finance rurale

Taux de réalisation des indicateurs de produits composante B

20,24%

Sous/composante B1: Appui institutionnel aux services publics

Effet 3: Les services publics sont impliqués dans le renforcement des OPA

	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 mai 2016			Observations	
				Réf.	Cible	Réalis.	%	
Effet 3: Les services publics sont impliqués dans le renforcement des OPA	. 30 conseillers ruraux/ vulgarisateurs du MA sont impliqués dans la mise en oeuvre du projet (Nbre) *	.Rapports d'activité des STE		0	30			
	. 50 conventions sont signées avec les services publics (au niveau national, régional et préfectoral) (Nbre)	.Rapports de supervision		0	50			

	. 60% des membres des OPA bénéficient de l'appui-conseil des services publics (%) *			0	60			
Produit 3.1: Système de collecte, d'analyse et de diffusion des prix opérationnel et système d'évaluation d'impact des filières fonctionnel	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 mai 2016			Observations	
				Réf.	Cible	Réalis.	%	
	Taux de réalisation des indicateurs de produits de la S/C appui inst au Services publics						14,00%	
	.30 000 personnes ont accès aux publications mensuelles sur les prix (Nbre)	.Rapports des OPA, Etude de cas		0	30.000	8.400	28,00%	Selon les zones couvertes par les émissions des radios rurales
	.Production d'un rapport d'analyse des filières ciblées par an (Nbre)	.Conventions BSD		0	3	0	0,00%	
Sous/composante B2: Appui à la finance rurale								
Effet 4: Les populations rurales ont accès à des services financiers de qualité et pérennes				Réalisation au 31 mai 2016			Observations	
Effet 4: Les populations rurales ont accès à des services financiers de qualité et pérennes				Réf.	Cible	Réalis.	%	
	. Encours moyen de crédit des 50 points de services de 20 milliard GNF pour 15 000 emprunteurs dont 40% de femmes, 20% de jeunes et 3% d'OPA (GNF)	.Etats financiers certifiés de l'opérateur				10.720.13 4.300		de 20 ASF de la BG pour 5 825 emprunteurs dont 43,57% de femmes et 3,72% d'OPA
	. Encours moyen d'épargne des points de services de 10 milliards GNF pour 20 000 épargnants (GNF)	.Rapports d'activités de l'opérateur				4.355.835. 843		???
	. Taux d'autosuffisance opérationnelle des points	. Etude de cas/ thématique						

	de services supérieur à 120% (%) *							
	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 mai 2016				Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	
	Taux de réalisation des indicateurs de produits de la S/C appui à la finance rurale						23,37%	
Produit 4.1: ASF professionnalisées et institutionnalisées sous forme de points de service, produits financiers accessibles et adaptés pour les acteurs des filières agricoles	.6 000 producteurs sont des emprunteurs actifs (Nbre) *	.Rapports de notation institutionnelle et sociale de l'opérateur		0	6.000	5.608	93,47%	Dont 2 538 femmes soit 45,25%
	.105 ASF ont été fusionnées, professionnalisées et transformées en 50 points de service (Nbre)	.Rapports de supervision						
	.Les ASF transformées détiennent 45% du capital de la Faïtière des ASF (FASEF), et sont représentées par 4 membres au CA de la FASEF (sur un total de 9) (%)	.Rapports de suivi de l'opérateur						
	.Au moins 50% des crédits sont destinés à l'agriculture (%)							
Composante C: Coordination, Suivi évaluation et Gestion des savoirs								
Effet 5: Les cadres de concertation opérationnels sont mis en place	. Au moins 7 ateliers d'auto-évaluations organisés par an (Nbre)	Rapports de la CNOP-G			5		0,00	
	. 4 réunions annuelles	Rapports d'activités du SE						

	entre l'UNC et la CNOP-G sont organisées (Nbre)							
Effet 6: La Gestion des savoirs, la communication et la visibilité du projet est mieux assurée	. 10 innovations sont capitalisées et partagées (FIDA, CNOP-G) (Nbre)	Rapports annuels						
	. Une (1) plateforme d'échange opérationnelle (Nbre)	Rapports chargé de la Communication						
	. Trois (3) foires de partage des savoirs organisées (Nbre)							
	. Sept (7) visites d'échanges annuelles organisées (Nbre)			8		0,00		
Effet 7: La planification technique et financière est efficace	. Taux d'exécution physique moyen des PTBA > 80% (%)	Rapports du suivi du PTBA	Il n'y a pas de rupture dans le financement des activités					
	. Taux d'exécution financière moyen des PTBA >75% (%)	Tableaux de bord						
	. Décaissement moyen annuel de USD 9 millions (M USD)							

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Recommandations PNAFA BGF

Composante A: Appui aux Organisations Paysannes (OP)

Sous-composante A1: Appui institutionnel aux OP

Diagnostic des OPA

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la réactualisation et à l'harmonisation de tous les Plan d'Orientation et d'Actions (POA) des Fédérations et Unions	CTN CNOP-G	Avril 2016
Procéder à l'évaluation bisannuelle du niveau de maturité des OPA par un consultant indépendant en collaboration avec la CNOP-G	UNC	Décembre 2016 Décembre 2018
Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources internes des OPA (fédérations et unions) avec comme objectifs la pérennisation des acquis et leur autonomisation financière	CNOP-G, OPA	Juin 2016 et continu
Sensibiliser les OPA sur la nécessité d'évoluer vers les sociétés coopératives suivant les critères de l'OHADA	CNOP-G	Décembre 2016

Structuration de nouveaux groupements et unions

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Définir les critères d'éligibilité et modalités des OPA non membres de la CNOP-G au financement du PNAFA	UNC, URC, ANPROCA	Février 2016
Clarifier le rôle et les TDR du personnel de terrain (conseillers de zone, agricoles et animateurs) pour éviter le double emploi et rendre effective leur affectation au niveau des OPA	PNAFA, CNOP-G	Immédiat
Organiser et documenter dès l'identification d'une activité les modalités de gestion (par exemple comités) des biens, équipements et services	CNOP-G et fédérations	Continu
Accompagner les groupements à mieux améliorer le système et les outils d'animation dans la préparation, et la mise en œuvre des mini-CAR afin de prendre en compte les besoins de toutes les catégories: femmes et jeunes, différents maillons de la filière.	CNOP-G	Continu
Signer une convention avec ANPROCA pour appuyer les organisations non membre de la CNOP-G	PNAFA, ANPROCA	Continu

Sous-composante A2: Appui économique aux OP

Recommandation générale

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Renforcer les capacités des membres des OPA dans l'élaboration de leur compte d'exploitation prévisionnel et la production de données statistiques sur les quantités et types de production attendus en vue de faciliter la mise en marché.	CNOP-G / ANPROCA	Immédiat et continu

Recommandations sur le système d'approvisionnement en intrants agricoles

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Faire un état des lieux et tirer des leçons sur le recouvrement et la gestion des crédits intrants agricoles au niveau des OPA	CNOP-G, URC	Février 2016

Recommandations sur la mise à disposition des équipements moyens

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Sensibiliser davantage les OPA sur le principe d'appartenance de l'équipement à l'OPA et la nécessité d'appliquer le mode de gestion des équipements moyens contenu dans le document de conception du PNAFA Extension BG&F	CNOP-G, CTR, URC, ANPROCA, DNA, UNC	Avril 2016

Recommandations sur les activités de transformation et de commercialisation

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Signer des conventions avec des institutions de microfinance rurale performantes pour y loger les fonds de commercialisation en vue de faciliter l'achat et la transformation des produits agricoles	UNC, OPA	Juin 2016
Faire l'inventaire des acteurs en aval des filières riz et maraîchage et sensibiliser sur les opportunités offertes par le programme	PNAFA	immédiat
Conduire la réflexion pour la mise en place des activités de warrantage en vue de leur utilisation à grande échelle	CNOP-G OPA	Continu

Recommandations sur le financement des conventions

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la réactualisation du cadrage budgétaire en tenant compte des ressources disponibles et du niveau d'atteinte des objectifs physiques par région.	CNOP-G, UNC	Juin 2016

Continuer à tenir compte de la capacité d'absorption des OPA lors de la planification des activités afin d'aboutir à des PTBA réalistes et réalisables	CNOP-G / PNAFA	Continu
Adopter une approche dégressive dans le financement des activités des OPA sur la base d'une stratégie de désengagement progressif du projet	CNOP-G / PNAFA	Immédiat

Recommandations sur les infrastructures

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour la réception définitive des infrastructures programmées avant la date d'achèvement	URC, OPA	Continu
Prendre en compte le nouveau code des marchés publics et le DAO type retenu pour réduire les délais de contractualisation.	PNAFA / OPA	Immédiat et continu
Faire exécuter les études socio-foncières par des spécialistes et impliquer les autorités coutumières et élus locaux dans la validation des ententes foncières	UNC, URC, CNOP-G	continu
Extraire le volet infrastructure des conventions avec les OP et le faire gérer par l'UNC	UNC	immédiat
Ajouter des recommandations sur la construction des étals et de comptoirs		
Réaliser une étude d'harmonisation des coûts des infrastructures à actualiser chaque année;	UNC	Juillet 2016

Sous Composante B1: Appui institutionnel aux services publics

Recommandations sur les contrats d'appui et de prestation des STE

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à une évaluation rigoureuse des prestations des STE sur la base de critères de performance préalablement établis.	UNC, URC,	Continu

Sous-composante B2: Appui à la finance rurale

Recommandations sur les ASF

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Valider le rapport du consultant (DID) et accélérer la mise en œuvre des recommandations retenues	UNC	Juillet 2016

Composante C: Coordination du programme, Suivi-évaluation et Gestion des savoirs

C1 Sous-composante Coordination

Recommandations sur la coordination du Programme

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Mettre en place un comité technique national de suivi dont les membres sont issus du Comité de pilotage	BSD /PNAFA	Immédiat
Faire respecter les dispositions contenues dans l'arrêté portant création du comité de pilotage	UNC, MA	Immédiat et continu
Inclure dans le comité régional de suivi des conventions et contrats un représentant du Ministère de l'environnement	UNC/URC/DRA	Immédiat
A l'instar de ce qui se fait en BGF, organiser des rencontres périodiques (trimestriel) entre les OPA, les URC, les CTR, la CTN/CNOP-G et l'UNC pour une mise en œuvre efficiente des activités	Coordinateur UNC/MA	Immédiat et continu
Elaborer et appliquer le cadrage budgétaire (faire une répartition géographique et par activité)	UNC, CNOP-G, MA/BSD	Octobre 2016
Faire évaluer la rentabilité des fonds intrants et de commercialisation des OPA placés dans les banques et IMF (couvrira également HFM)	BSD/ Banque Centrale /PNAFA	2017

Recommandations sur la mise en œuvre du PNAFA-BGF

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la révision (si nécessaire), la présentation et à l'internalisation des différents manuels (fiduciaires, passation des marchés, manuel d'exécution et de suivi évaluation) à l'équipe du PNAFA BG&F et aux autres partenaires.	UNC	Décembre 2016
Organiser des ateliers de formation du personnel et des partenaires de la Basse Guinée et Faranah en procédures de passation des marchés, comptabilité, gestion financière de base et de S&E	UNC, URC	Immédiat et continu
Evaluer annuellement la performance du personnel du PNAFA et partager les résultats avec le MA et le FIDA	UNC / MA	Annuel

C2. Activités de la sous composante suivi-évaluation

Recommandations sur le Système de suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Externaliser le prochain diagnostic institutionnel participatif (DIP) des OPA et l'évaluation de l'évolution de leur degré de maturité vers l'autosuffisance (à confier par exemple à un consultant indépendant dans le cadre du Rapport d'achèvement du programme)	UNC	Avril 2017

Communiquer régulièrement au BSD les résultats du système de S&E afin de faciliter le Suivi rapproché des résultats du programme	UNC, RNSE, BSD	Continu
Etendre le géo-référencement de toutes les réalisations du programme	RNSE, UNC	Continu
Travailler en synergie avec le BSD pour arrêter des indicateurs communs et des outils de collecte standardisés pour mesurer le degré de contribution du PNAFA dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement agricole	RNSE, BSD	Continu
Contribuer à la mise en place d'un système intégré de S&E national au sein du Ministère de l'Agriculture	PNAFA/ BSD/ FIDA	Juin 2016
Organiser des ateliers bilans annuels	RNSE, UNC, URC,	Immédiat et Continu
Réviser le cadre logique et désagréger les valeurs cibles et résultats par région et date d'achèvement	RSE, URC,	Immédiat et continu

C3 Sous composante Communication, Genre, Gestion des savoirs et Visibilité

Recommandations

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Accompagner les OPA et leur fournir des outils qui leur permettent de faire ressortir les besoins des hommes, des femmes et des jeunes lors des instances de planification	UNC, CNOP-G/CTR/OPA	Juin 2016 et continu
Affiner et opérationnaliser rapidement la stratégie genre du projet	A revoir	
Collaborer avec la cellule Genre de ANPROCA et prendre connaissance et analyser leur stratégie Genre pour appuyer les femmes et les jeunes des OPA non membres de la CNOP-G	A revoir	
Capitaliser les expériences acquises dans l'installation des jeunes	UNC/CNOP-G, BSD, DNA, CNA-G	octobre 2016

Durabilité

Recommandations sur la durabilité

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Elaborer et institutionnaliser la production de comptes d'exploitation annuels au niveau des producteurs bénéficiaires d'un appui du programme	CNOP-G, CTR, ANPROCA	Continu
Poursuivre l'alphabétisation fonctionnelle compte tenu de son impact sur l'amélioration des capacités des producteurs et élaborer un plan de suivi de sa mise en œuvre.	OPA / CTR	Immédiat et continu
Exiger des OPA le recouvrement intégral des crédits intrants échus et en cas de non remboursement l'OPA fautive ne	CNOP-G / OPA / PNAFA	Continu

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
bénéficiera pas de nouveaux appuis du programme		
Mettre en place un plan opérationnel de suivi post-formations au niveau des OPA	CTR / URC	Immédiat

Recommandation sur l'environnement et les changements climatiques

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Protéger les terres agricoles et les ressources en eau par la promotion de l'Agroforesterie par les OPA bénéficiaires du projet	OPA/ PNAFA /CNOP-G / ANPROCA	Immédiat
Conduire des études d'impact environnementales et sociales (EIES) au niveau du Programme.	UNC / OPA	Immédiat et continu
Sensibiliser les maraichers sur les problèmes de pollutions provenant de de l'utilisation de déchets organiques comme fertilisant et de l'eau d'arrosage et de risques en matière de santé publique	OPA / CTR	Immédiat et Continu
Veiller à ce que seuls les produits phytosanitaires et engrais homologués FAO/OMS soient utilisés par les OPA bénéficiaires	SNPVDS / UNC, CAN URC, CTR	Continu

Recommandations supervision HFM

Composante A: Appui aux Organisations Paysannes (OP)

Sous-composante A2: Appui économique aux OP

Recommandations sur le système d'approvisionnement en intrants agricoles

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Faire un état des lieux et tirer des leçons sur le recouvrement et la gestion des crédits intrants agricoles au niveau des OPA	CNOP-G, URC	Février 2016

Recommandations sur la mise à disposition des équipements moyens

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Sensibiliser davantage les OPA sur le principe d'appartenance de l'équipement à l'OPA et la nécessité d'appliquer le mode de gestion des équipements moyens contenu dans le document de conception du PNAFA Extension BG&F	CNOP-G, CTR, URC, ANPROCA, DNA, UNC	Avril 2016

Recommandations sur les activités de transformation et de commercialisation

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Conduire la réflexion pour la mise en place des activités de warrantage en vue de leur utilisation à grande échelle	CNOP-G OPA	Continu

Recommandations sur les infrastructures

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour la réception définitive des infrastructures programmées avant la date d'achèvement	URC, OPA	Continu
Assurer le paiement des factures liées aux travaux d'infrastructures restant directement par l'UNC	UNC	immédiat
Ajouter des recommandations sur la construction des étals et de comptoirs		

Sous Composante B1: Appui institutionnel aux services publics

Recommandations sur les contrats d'appui et de prestation des STE

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Conduire une étude sur l'identification des centres les mieux adaptés pour la formation agricole et rurale et sur la redynamisation des centres de formation agricole et rurale	CNAG	Décembre 2016
Organiser une réflexion sur la stratégie d'approvisionnement et de distribution des intrants sous la direction du Département de	BSD/MA	Décembre 2016

l'agriculture, afin d'éviter la duplication des démarches.		
Définir une stratégie nationale harmonisée d'approvisionnement et de distribution des intrants.	Minagri	Janvier 2017

Sous-composante B2: Appui à la finance rurale

Recommandations sur les ASF

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Valider le rapport du consultant (DID) et accélérer la mise en œuvre des recommandations retenues	UNC	Juillet 2016

Composante C: Coordination du programme, Suivi-évaluation et Gestion des savoirs

C1 Sous-composante Coordination

Recommandations sur la coordination du Programme

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Mettre en place un comité technique national de suivi dont les membres sont issus du Comité de pilotage	BSD /PNAFA	Immédiat
A l'instar de ce qui se fait en BGF, organiser des rencontres périodiques (trimestriel) entre les OPA, les URC, les CTR, la CTN/CNOP-G et l'UNC pour une mise en œuvre efficiente des activités	Coordinateur UNC/MA	Immédiat et continu

Recommandations sur la mise en œuvre du PNAFA-BGF

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Evaluer annuellement la performance du personnel du PNAFA et partager les résultats avec le MA et le FIDA	UNC / MA	Annuel

C2. Activités de la sous composante suivi-évaluation

Recommandations sur le Système de suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Externaliser le prochain diagnostic institutionnel participatif (DIP) des OPA et l'évaluation de l'évolution de leur degré de maturité vers l'autosuffisance (à confier par exemple à un consultant indépendant dans le cadre du Rapport d'achèvement du programme)	UNC	Avril 2017
Communiquer régulièrement au BSD les résultats du système de S&E afin de faciliter le Suivi rapproché des résultats du programme	UNC, RNSE, BSD	Continu

Etendre le géo-référencement de toutes les réalisations du programme	RNSE, UNC	Continu
Travailler en synergie avec le BSD pour arrêter des indicateurs communs et des outils de collecte standardisés pour mesurer le degré de contribution du PNAFA dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement agricole	RNSE, BSD	Continu
Contribuer à la mise en place d'un système intégré de S&E national au sein du Ministère de l'Agriculture	PNAFA/ BSD/ FIDA	Juin 2016
Organiser des ateliers bilans annuels	RNSE, UNC, URC,	Immédiat et Continu
Poursuivre le processus d'évaluation des effets et impacts du PNAFA en partenariat avec les STE (BSD, ANPROCA, ANASA) en vue de préparer le RAP	RNSE, UNC, BSD	Immédiat et continu
Répéter les enquêtes d'impact (SYGRI et Enquête socio-économique) à l'achèvement dans les régions de MG, GF et HG	RNSE, UNC, BSD	Avril 2017
Réaliser des enquêtes thématiques dans le cadre de la revue d'achèvement du programme (RAP)	RNSE, UNC, BSD	Avril 2017

C3 Sous composante Communication, Genre, Gestion des savoirs et Visibilité

Recommandations

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Capitaliser les expériences acquises dans l'installation des jeunes	UNC/CNOP-G, BSD, DNA, CNA-G	octobre 2016

Durabilité

Recommandations sur la durabilité

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Exiger des OPA le recouvrement intégral des crédits intrants échus et en cas de non remboursement l'OPA fautive ne bénéficiera pas de nouveaux appuis du programme	CNOP-G / OPA / PNAFA	Continu

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante A: Appui aux OP								
Suivi des activités de la sous/composante "A1: Appui institutionnel aux OP"								
Activités	Indicateurs d'activités				Exécution physique (Indicateurs)	Exécutant /Opérateur	Période prévue	Observation
	Indicateurs	Valeurs de la période		Taux de réalisation				
		Cible	Réalisée					
Structurer 80 nouveaux groupements autour des filières porteuses en faveur des OPA faîtières (report PTBA 2015)	Nombre de groupements structurés	80	80	100,00%	93,72%	/ CTR/CNOP-BG	Mars-Déc	
	Nombre d’agréments obtenus	80	80	100,00%				
	Membre des groupements structurés (Hommes)	896	671	74,89%				
	Membre des groupements structurés (Femmes)	779	779	100,00%				
Organiser deux (2) réunions de concertation du Collège Régional des femmes de la Basse Guinée	Nombre de réunions organisées	2	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Juil-Nov	
	Nombre de participants (Hommes)	10	0	0%				
	Nombre de participants (Femmes)	30	0	0%				
Elaborer 20 Plans d’Orientation et d’Action (POA) en faveur de 20 unions membres de la FOP-BG	Nombre de POA élaborés ou actualisés	20	15	75,00%	75,00%	/ CTR/CNOP-BG	Mars-Déc	
	Nombre d'unions touchées	20	15	75,00%				
Réaliser le Diagnostic institutionnel participatif (DIP) de 21 Coopératives semencières en Basse Guinée	Rapport DIP disponible	1	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Sept-Nov	
	Nombre coopératives touchées	21	0	0%				
Organiser deux (2) sessions du Conseil Agricole Régional (CAR) en faveur de la CTR/CNOP-BG	Nombre de sessions organisées	2	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Juil-Sept	
	Rapports de sessions disponibles	2	0	0%				
	Nombre de participants (Hommes)	50	0	0%				
	Nombre de participants (Femmes)	18	0	0%				
Organiser une (1) session du Comité d’Approbation des Interventions (CAI) en faveur de la CTR/CNOP-BG	Nombre de sessions organisées	1	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Sept-Sept	
	Rapport de session disponible	1	0	0%				
	Nombre de participants (Hommes)	15	0	0%				
	Nombre de participants (Femmes)	5	0	0%				
Former 100 membres de 50 unions de la FOP-BG en leadership par la CTR/CNOP-BG	Nombre de sessions organisées	4	4	100,00%	102,08%	/ CTR/CNOP-BG	Mai-Juin	
	Nombre de membres formés (Femmes)	60	41	68,33%				
	Nombre de membres formés (Hommes)	40	56	140,00%				

	Nombre d'unions touchées	50	50	100,00%				
Former 22 formateurs (conseillers de zones et techniciens des OPA) sur le Partenariat pour des Actions Concertées par des Transferts et des Echanges (PACTE)	Nombre de sessions organisées	1	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Avril-Mai	
	Nombre de formateurs formés (Hommes)	17	0	0%				
	Nombre de formateurs formés (Femmes)	5	0	0%				
	Rapport de formation disponible	1	0	0%				
Former 120 élus de 60 nouveaux groupements structurés en 2014 sur la gestion simplifiée (report PTBA 2015)	Nombre de sessions organisées	5	5	100,00%	87,86%	/ CTR/CNOP-BG	Oct-Nov	
	Nombre d'élus formés (Hommes)	70	43	61,43%				
	Nombre d'élus formés (Femmes)	50	45	90,00%				
	Rapport de formation disponible	1	1	100,00%				
Former 43 personnes dont 13 conseillers de la CTR, 21 techniciens et 9 élus de la FOP-BG sur le Concept Genre et Développement	Nombre de sessions organisées	1	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Mai-Juin	
	Nombre de conseillers formés (Hommes)	30	0	0%				
	Nombre de conseillers formés (Femmes)	13	0	0%				
	Rapport de formation disponible	1	0	0%				
Réaliser quatre (4) missions de suivi des activités des OPA sur le terrain par la CTR/CNOP-BG	Nombre de missions réalisées	4	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Mai-Nov	
	Rapports de missions élaborés et transmis à l'URC	4	0	0%				
Recruter deux jeunes techniciens stagiaires par la CTR/CNOP-BG	Nombre de jeunes stagiaires pris en charge	2	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Juil-Déc	
Achat de matériels informatiques (CTR 4 lots et FOP-BG 3 lots) report PTBA 2015 en faveur de la CTR/CNOP-BG	Nombre de lots de matériels informatiques achetés et livrés	7	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Mars-Mars	
	PV réception disponible	1	0	0%				
Achat groupe électrogène de 5 KVA en faveur de la CTR/CNOP-BG	Nombre de groupe électrogène achetés	1	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Avril-Avril	
	PV réception disponible	1	0	0%				
Former 150 élus (dont 75 femmes) des nouveaux groupements en technique d'animation des réunions et des assemblées générales par la CTR/CNOP-BG (A compter dans SYGRI 2016)	Nombre de producteurs formés (Hommes)	75	74	98,67%	77,33%	/ CTR/CNOP-BG	Jan-Jan	
	Nombre de producteurs formés (Femmes)	75	42	56,00%				
Frais fonctionnement CTR/CNOP-BG	Nombre de techniciens pris en charge (h/mois)	168	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-BG	Jan-Déc	
Structurer 50 nouveaux groupements autour des filières porteuses en faveur des OPA faîtières de Faranah par la CTR/CNOP-HG	Nombre de groupements structurés	20	20	100,00%	75,00%	/ CTR/CNOP-HG	Mars-Déc	
	Nombre d'agrément obtenus	20	0	0%				
	Membre des groupements structurés (Hommes)	195	195	100,00%				

	Membre des groupements structurés (Femmes)	251	251	100,00%				
Appuyer la formalisation de trois (3) nouvelles unions à Faranah, Dabola, Dinguiraye par la CTR/CNOP-HG	Nombre d'unions formalisées	3	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-HG	Avril-Mai	
	Nombre d'agréments obtenus	3	0	0%				
	Membre d'unions formalisées (Hommes)	0	0	0%				
	Membre d'unions formalisées (Femmes)	0	0	0%				
Poursuivre l'élaboration et/ou la réactualisation de 10 Plans d'Orientation et d'Action (POA) en faveur des OPA de Faranah par la CTR/CNOP-HG	Nombre de POA élaborés ou actualisés	10	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-HG	Mars-Nov	
	Nombre d'unions touchées	10	0	0%				
Organiser deux (2) sessions de CAR à Faranah par la CTR/CNOP-HG	Nombre de sessions organisées	2	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-HG	Juil-Sept	
	Nombre de participants (Hommes)	0	0	0%				
	Nombre de participants (Femmes)	0	0	0%				
	Rapports sessions disponibles	2	0	0%				
Organiser une (1) session du Comité d'Approbation des Interventions (CAI) en faveur de la CTR/CNOP-HG	Nombre de sessions organisées	1	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-HG	Sept-Sept	
	Nombre de participants (Hommes)	0	0	0%				
	Nombre de participants (Femmes)	0	0	0%				
	Rapport session disponible	1	0	0%				
Former 100 élus (dont 50 femmes) des nouveaux groupements de Faranah en technique d'animation des réunions et des assemblées générales par la CTR/CNOP-HG (report PTBA 2015)	Nombre de sessions organisées	0	0	0%	50,00%	/ CTR/CNOP-HG	Avril-Mai	
	Nombre d'élus formés (Hommes)	50	62	124,00%				
	Nombre d'élus formés (Femmes)	50	38	76,00%				
	Rapport de formation disponible	1	0	0%				
Former 120 élus des groupements nouvellement structurés à Faranah en gestion simplifiée par la CTR/CNOP-HG	Rapport de formation disponible	1	1	100,00%	100,00%	/ CTR/CNOP-HG	Oct-Nov	
Former 25 membres des OPA en leadership dans la région de Faranah par la CTR/CNOP-HG	Nombre de sessions organisées	1	1	100,00%	66,67%	/ CTR/CNOP-HG	Juin-Juin	
	Nombre de femmes formées	25	25	100,00%				
	Rapport formation disponible	1	0	0%				
Organiser trois (3) missions de suivi des activités sur le terrain à Faranah par la CTR/CNOP-HG	Nombre de mission suivi organisées	3	1	33,33%	16,67%	/ CTR/CNOP-HG	Avril-Oct	
	Rapports missions disponibles	3	0	0%				
Achat de six (6) motos tout terrain pour les nouveaux conseillers de zones (CTR 3, FUPRORIZ 2, FUMA 1) report PTBA 2015	Nombre de motos achetées	6	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-HG	Avril-Avril	
	PV réception disponible	1	0	0%				

Prise en charge du point focal PNAafa et régularisation des arriérés de la CTN/CNOP-HG dans la région de Faranah	Nombre de techniciens pris en charge (h/mois)	48	0	0%	0,00%	/ CTR/CNOP-HG	Jan-Déc	
Total sous/composante A1					27,57%			
Suivi des activités de la sous/composante "A2: Appui économiques aux OP"								
Activités	Indicateurs d'activités				Exécution physique (Indicateurs)	Exécutant /Opérateur	Période prévue	Observation
	Indicateurs	Valeurs de la période		Taux de réalisation				
		Cible	Réalisée					
Fonctionnement de la Cellule technique FOP-BG	Nombre de techniciens pris en charge (h/mois)	12	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Jan-Déc	
Former 20 alphabétiseurs en faveur des OPA membres de la FOP-BG	Nombre d'alphabétiseurs formés (Hommes)	15	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Avril-Mai	
	Rapport formation disponible	1	0	0%				
	Nombre d'alphabétiseurs formés (Femmes)	5	0	0%				
Alphabétiser 300 producteurs de 30 groupements membres de la FOP-BG	Nombre de producteurs alphabétisés (Hommes)	120	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Juil-Déc	
	Nombre de producteurs alphabétisés (Femmes)	180	0	0%				
	Rapport d'alphabétisation disponible	1	0	0%				
Former 40 producteurs semenciers de 20 groupements sur les techniques de production et de conservation des semences améliorées de riz en faveur de la FOP-BG dans les préfectures de Coyah, Kindia, Forécariah	Nombre de sessions organisées	1	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Juin-Juil	
	Nombre de producteurs formés (Hommes)	24	0	0%				
	Nombre de producteurs formés (Femmes)	16	0	0%				
	Rapport de formation disponible	1	0	0%				
Appuyer l'installation de 10 jeunes agricoles sortant de l'ENAE de Koba sur la production de riz et la culture maraichère par la FOP-BG	Nombre de jeunes agricoles ayant bénéficié des appuis	10	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Avril-Juin	
	Nombre de micro projets mis en oeuvre	10	0	0%				
Recruter deux jeunes techniciens stagiaires par la FOP-BG	Nombre de techniciens pris en charge (h/mois)	12	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Jan-Déc	
Acquérir un lot de Petits outillages agricoles en faveur de la FOP-BG	Nombre d'arrosoirs achetés et distribués	100	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Aout-Sept	
	Nombre de brouettes achetées et distribuées	100	0	0%				
	Autres unités d'équipements légers achetés et distribués (Coupe coupe, Daba,	800	0	0%				

	Râteau, Binette, Pelles, Gans, Bottes, Rubans)							
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Hommes)	300	0	0%				
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Femmes)	400	0	0%				
Acquérir 18 unités d'équipements moyens de production (Tricycles motorisés, Motopompe PM et GM, Batteuses de riz) en faveur de la FOP-BG	Nombre de tricycles motorisés achetés et distribués	4	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Aout-Oct	
	Nombre de motopompe PM achetés et distribués	10	0	0%				
	Nombre de motopompe GM achetés et distribués	2	0	0%				
	Nombre de batteuses achetées et distribuées	2	0	0%				
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Hommes)	12	0	0%				
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Femmes)	6	0	0%				
	Nbre groupements subventionnés pour l'achats d'équipements moyens	18	0	0%				
Acquérir milles (1000) Cageots emboitables en faveur de la FOP-BG	Nombre de cageots emboitables achetés et distribués	1000	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Oct-Nov	
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Hommes)	150	0	0%				
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Femmes)	25	0	0%				
Achat de 11 motos tout terrain pour les 11 conseillers agricoles de la Basse Guinée	Nombre de motos achetées	11	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Avril-Avril	
	PV réception disponible	1	0	0%				
Réaliser les travaux de construction de 15 étals de ventes avec latrines en faveur de la FOP-BG	Nombre d'étals de ventes construits	15	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Sept-Oct	
	Nombre de femmes commerçante bénéficiaires	300	0	0%				
	PV réception disponible	15	0	0%				
Réaliser le suivi/contrôle des travaux de construction de 15 étals de vente pour la FOP-BG	Nombre de missions de Suivi/contrôle réalisés	2	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Sept-Oct	
	Rapports missions disponibles	2	0	0%				
Prise en charge de 11 conseillers agricoles d'ANPROCA pour l'encadrement technique	Nombre de conseillers pris en charge (h/mois)	66	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Juil-Déc	

des producteurs de la FOP-BG									
Organiser trois (3) missions de suivi sur le terrain par la FOP-BG	Nombre de missions suivi organisées	3	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Juil-Nov		
	Rapports missions disponibles	3	0	0%					
Actualiser le DAO type pour les travaux de construction de 15 étals avec latrines en faveur de la FOP-BG	Contrat signé	1	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Mars-Avril		
	DAO disponible	1	0	0%					
Réaliser une enquête de référence de deux bas-fonds à aménager dans la préfecture de Kindia pour la FOP-BG	Contrat signé	1	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Mai-Mai		
	Rapport d'enquête disponible	1	0	0%					
Réaliser les études techniques des travaux d'aménagement de 256 ha de plaines et bas-fonds dans les préfectures de Kindia, Télimélé, Boké, Boffa, Forécariah, Fria, Coyah et Dubréka en faveur de la FOP-BG	Contrat signé	1	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Avril-Juin		
	DAO disponible	1	0	0%					
Organiser quatre (4) sessions de mini-CAR par la FOP-BG	Nombre de sessions organisées	4	0	0%	0,00%	/ FOP-BG	Juin-Sept		
	Nombre de participants (Hommes)	60	0	0%					
	Nombre de participants (Femmes)	40	0	0%					
	Rapports de sessions disponibles	4	0	0%					
Prise en charge du point focal PNAFA de la FUMA-HG	Nombre de techniciens pris en charge (h/mois)	12	0	0%	0,00%	/ FUMA-HG	Jan-Déc		
Former cinq (5) Alphabétiseurs villageois pour la RA de Faranah	Nombre d'alphabétiseurs formés	5	0	0%	0,00%	/ FUMA-HG	Avril-Mai		
	Rapport de formation disponible	1	0	0%					
Alphabétiser 100 producteurs en faveur des OPA membre de la FUMA-HG	Nombre de producteurs alphabétisés (Hommes)	0	0	0%	0,00%	/ FUMA-HG	Juil-Nov		
	Nombre de producteurs alphabétisés (Femmes)	0	0	0%					
	Rapport d'alphabétisation disponible	1	0	0%					
Acquérir un lot de petit outillage agricole composé de (500 arrosoirs, 150 brouettes, 138 pesons) au profit des unions membres de la FUMA-HG dans la région de Faranah	Nombre d'arrosoirs achetés et distribués	500	0	0%	0,00%	/ FUMA-HG	Aout-Sept		
	Nombre de brouettes achetées et distribuées	150	0	0%					
	Nombre de pesons achetés et distribués	138	0	0%					
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Femmes)	0	0	0%					
	Nombre de producteurs bénéficiaires (Hommes)	0	0	0%					
	PV réception disponible	1	0	0%					

Réaliser deux (2) missions de suivi sur le terrain à Faranah par la FUMA-HG	Nombre de mission suivi organisées	2	0	0%	0,00%	/ FUMA-HG	Juin-Nov	
	Rapports missions disponibles	2	0	0%				
Organiser deux sessions de mini-CAR (auto évaluation et planification) au profit de la FUMA-HG	Nombre de sessions organisées	2	0	0%	0,00%	/ FUMA-HG	Juil-Sept	
	Nombre de participants (Femmes)	0	0	0%				
	Nombre de participants (Hommes)	0	0	0%				
	Rapport de sessions disponible	2	0	0%				
Prise en charge du point focal PNAFA de la FUPRORIZ-HG	Nombre de techniciens pris en charge (h/mois)	12	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Jan-Déc	
Former cinq (5) alphabétiseurs en faveur des OPA membres de la FUPRORIZ-HG dans la région de Faranah (report 2015)	Nombre d'alphabétiseurs formés	5	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Avril-Mai	
	Rapport formation disponible	1	0	0%				
Alphabétiser 100 producteurs en faveur des OPA de la région de Faranah membres de la FUPRORIZ-HG	Nombre de producteurs alphabétisés (Hommes)	0	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Juil-Déc	
	Nombre de producteurs alphabétisés (Femmes)	0	0	0%				
	Rapport d'alphabétisation disponible	1	0	0%				
Former 50 femmes sur les techniques améliorées d'élevage du riz à Faranah par la FUPRORIZ-HG	Nombre de sessions organisées	1	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Nov-Déc	
	Nombre de femmes formées	50	0	0%				
	Rapport de formation disponible	1	0	0%				
Réaliser deux (2) missions de suivi sur le terrain à Faranah par la FUPRORIZ-HG	Nombre de missions réalisées	2	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Juin-Nov	
	Rapport missions disponibles	2	0	0%				
Réaliser une enquête socio-économique et foncière de 100 ha dont 50 ha de plaine et 50 ha de bas-fonds en faveur de la FUPRORIZ-HG dans la région de Faranah	Rapport d'enquête disponible	1	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Nov-Nov	
Réaliser les études techniques pour les travaux d'aménagement de 100 ha dont 50 ha plaines et 50 ha bas-fonds en faveur de la FUPRORIZ-HG dans la région de Faranah	DAO disponible	1	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Déc-Déc	
Organiser deux sessions de mini-CAR (auto évaluation et planification) au profit des producteurs de la région de Faranah par la FUPRORIZ-HG	Nombre de sessions organisées	2	0	0%	0,00%	/ FUPRORIZ-HG	Juin-Sept	
	Nombre de participants (Hommes)	0	0	0%				
	Nombre de participants (Femmes)	0	0	0%				
	Rapport sessions disponibles	2	0	0%				
Former 8 alphabétiseurs villageois en faveur membres FEDERIZ-BG (groupements/unions)	Nombre d'alphabétiseurs formés	8	0	0%	0,00%	/ FEDERIZ-BG	Avril-Mai	
	Rapport de formation disponible	1	0	0%				

Acquérir sept (7) décortiqueuses et accessoires en faveur de la FEDERIZ-BG		Nombre de décortiqueuses achetées	7	0	0%	0,00%		/ FEDERIZ-BG	Sept-Oct	
		Nombre de groupements subventionnés pour l'achat	7	0	0%					
		Nombre de femmes décortiqueuses bénéficiaires	0	0	0%					
Mettre à la disposition de la FEDERIZ-BG un fonds pour la commercialisation du riz		Fonds de garantie mobilisé et mis à la disposition	1	0	0%	0,00%		/ FEDERIZ-BG	Oct-Oct	
Réaliser une enquête de référence de la piste à réhabiliter sur l'axe Douprou-Bongolon (Boffa)		Contrat signé	1	0	0%	0,00%		/ URC	Nov-Nov	
		Rapport d'enquête disponible	1	0	0%					
Organiser un atelier de vulgarisation de la charte nationale de qualité du riz local par la FEDERIZ-BG		Nombre d'atelier de vulgarisation organisés	1	0	0%	0,00%		/ FEDERIZ-BG	Juil-Oct	
		Rapport d'ateliers disponibles	1	0	0%					
Total sous/composante A2						0,00%				
Total composante A						13,78%				
Composante B: Appui aux services publics et à la finance rural										
Suivi des activités de la sous/composante "B1: Appui institutionnel aux services publics"										
Activités		Indicateurs d'activités			Exécution physique (Indicateurs)		Exécutant /Opérateur	Période prévue	Observation	
		Indicateurs	Valeurs de la période							Taux de réalisation
			Cible	Réalisée						
Contrat avec ANPROCA Boké pour la mise en place d'un dispositif d'appui/conseil en faveur des OPA		Contrats de collaboration signé	1	0	0%	0,00%		/ URC	Oct-Déc	
		Rapport d'activités disponible	1	0	0%					
Solde contrat avec ANPROCA Kindia pour la mise en place d'un dispositif d'appui/conseil en faveur des OPA		Rapport d'activités disponible	1	0	0%	0,00%		/ URC	Oct-Oct	
Contrat avec SRPV-DS Boké pour formation des auxiliaires en défense des cultures		Contrats de collaboration signé	1	0	0%	0,00%		/ URC	Oct-Déc	
		Rapport d'activités disponible	1	0	0%					
Solde contrat avec SRPV-DS Kindia pour la formation des auxiliaires en défense des cultures		Rapport d'activités disponible	1	0	0%	0,00%		/ URC	Oct-Oct	
Appuyer DRA de Boké/Kindia/Faranah dans l'organisation de 3 cadres de concertation régionale entre acteurs de développement		Nombre de réunions de concertation organisées en BG	2	0	0%	0,00%		/ UNC	Aout-Déc	
		PV de réunions disponible pour BG	2	0	0%					
Total sous/composante B1						0,00%				

Suivi des activités de la sous/composante "B2: Appui à la finance rurale"									
Activités	Indicateurs d'activités				Exécution physique (Indicateurs)		Exécutant /Opérateur	Période prévue	Observation
	Indicateurs	Valeurs de la période		Taux de réalisation					
		Cible	Réalisée						
Elaborer et signer une convention avec la Faïtière des ASF Basse-Guinée pour l'appui/accompagnement des ASF	Contrats de collaboration signé	1	0	0%	0,00%		/ URC	Juin-Juin	
	Rapport d'activités de la faïtière disponible	1	0	0%					
Prise en charge de 30 Gérants des ASF et autres charges de fonctionnement (carburant moto)	Nombre de gérants d'ASF pris en charge (h/mois)	270	0	0%	0,00%		/ URC	Avril-Déc	
Recruter un consultant pour l'appui/accompagnement des ASF	Consultant recruté	1	0	0%	0,00%		/ URC	Aout-Aout	
	Rapport d'activités disponible	1	0	0%					
Acquérir des outils de gestion en faveur de 20 ASF de la B Guinée	Nombre de lots d'outils de gestion confectionnés et imprimés	20	0	0%	0,00%		/ URC	Sept-Sept	
Former 25 élus de 20 ASF de la Basse-Guinée et leurs faïtières sur la gouvernance et la gestion d'une IMF	Nombre d'élus des ASF formés (Hommes)	18	0	0%	0,00%		/ UNC	Oct-Oct	
	Nombre d'élus des ASF formés (Femmes)	7	0	0%					
Former 25 agents des ASF/faïtière sur i) audit/contrôle interne et gestion des risques dans une IMF, ii) gestion des contentieux liés aux impayés et procédures judiciaires, iii) gestion comptable dans IMF, iv) pratique de la Gestion financière dans IMF	Nombre d'agents des ASF formés (Hommes)	20	0	0%	0,00%		/ URC	Sept-Sept	
	Nombre d'agents des ASF formés (Femmes)	5	0	0%					
Acquérir vingt cinq (25) motos en faveur des gérants et superviseurs des ASF de la Basse Guinée	Nombre de motos achetées	25	0	0%	0,00%		/ URC	Nov-Nov	
	PV réception disponible	1	0	0%					
Total sous/composante B2					0,00%				
Total composante B					0,00%				
Composante C: Coordination, Suivi-évaluation, Genre et Gestion des savoirs									
Suivi des activités de la sous/composante "C1: Coordination du Programme"									
Activités	Indicateurs d'activités				Exécution physique (Indicateurs)		Exécutant /Opérateur	Période prévue	Observation
	Indicateurs	Valeurs de la période		Taux de réalisation					
		Cible	Réalisée						
Organiser un voyage d'études au profit des différents acteurs de la filière riz dans la	Nombre de voyage organisé	1	0	0%	0,00%		/ URC	Juil-Nov	
	Nombre d'acteurs ayant bénéficié le	0	0	0%					

sous-région	voyage (Hommes)								
	Nombre d'acteurs ayant bénéficié le voyage (Femmes)	0	0	0%					
Organiser une réunion de concertation en faveur des acteurs de la filière riz en Basse Guinée	Nombre de réunions organisées	1	0	0%	0,00%	/ URC	Mai-Mai		
	Nombre de participants (Hommes)	0	0	0%					
	Nombre de participants (Femmes)	0	0	0%					
Organiser trois (3) réunions semestrielles des Comités Régionaux de Suivi des Conventions et Contrats (CRSCC) dont 2 à Kindia et 1 à Boké	Nombre de réunions organisées	3	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Oct		
	Nombre de participants (Hommes)	0	0	0%					
	Nombre de participants (Femmes)	0	0	0%					
Organiser une réunion de concertation avec les services techniques sur les procédures d'obtention des agréments des OPA (Boké et Kindia)	Nombre de réunions organisées	1	0	0%	0,00%	/ URC	Mai-Mai		
	PV de réunions disponible	1	0	0%					
Organiser deux (2) réunions techniques trimestrielles avec les partenaires au niveau de l'URC	Nombre de réunions organisées	2	0	0%	0,00%	/ URC	Sept-Déc		
	PV de réunions disponible	2	0	0%					
Organiser deux (2) missions de suivi des conventions et contrats par les comités régionaux de suivi de Boké et Kindia	Nombre de missions de suivi organisées	2	0	0%	0,00%	/ URC	Oct-Déc		
	Rapport de mission disponible	2	0	0%					
Réaliser une étude de référence environnementale dans la zone d'intervention du Programme	Consultant recruté	1	0	0%	0,00%	/ URC	Aout-Sept		
	Rapport d'étude disponible	1	0	0%					
Faire une évaluation de l'alphabétisation au niveau des OPA de la Basse Guinée	Nombre d'OPA touchées	883	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Avril		
	Rapport de l'étude disponible	1	0	0%					
Réaliser les travaux de rénovation du siège de l'URC à Dubréka avec un forage	Nombre de sièges rénovés	1	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Mai		
Total sous/composante C1					0,00%				
Suivi des activités de la sous/composante "C3: Gestion Administrative, Financière et Comptable"									
Activités	Indicateurs d'activités				Exécution physique (Indicateurs)		Exécutant /Opérateur	Période prévue	Observation
	Indicateurs	Valeurs de la période		Taux de réalisation					
		Cible	Réalisée						
Frais de fonctionnement URC Dubréka et autres charges de fonctionnement	Nombre de missions réalisées par le Coordinateur Régional	12	0	0%	0,00%	/ URC	Jan-Déc		
	Nombre de missions réalisées par le RRSE	12	0	0%					
	Nombre de missions réalisées par le	6	0	0%					

	Comptable Régional							
Doter 80 jeunes auxiliaires en défense des cultures formés en kits de protection et d'équipements (bottes, gants, vêtements, cache nez, lunettes, casques, appareils de traitement)	Nombre pulvérisateurs mécaniques à dos et kits de protection achetés et livré	80	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Avril	
	PV de réception disponible	1	0	0%				
Achat et installation des panneaux solaires	Nombre de kits solaires achetés	1	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Avril	
	PV de réception disponible	1	0	0%				
Acquérir deux (2) véhicules 4x4 en faveur de l'URC Dubréka	Nombre de véhicule acheté	2	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Mai	
	PV réception disponible	1	0	0%				
Acquérir une (1) moto tout terrain en faveur de l'URC de Dubréka	Nombre de motos achetées	1	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Mai	
	PV réception disponible	1	0	0%				
Frais de transit de trois (3) véhicules 4x4 et 26 motos tout terrain	Reçu de paiement disponible	1	0	0%	0,00%	/ URC	Avril-Mai	
Acquérir le logiciel TOMPRO et formation du personnel	PV de réception disponible	1	0	0%	0,00%	/ URC	Juin-Juin	
Acquérir deux scanners au profit de l'URC	PV réception disponible	1	0	0%	0,00%	/ URC	Juin-Juin	
Total sous/composante C3					0,00%			
Suivi des activités de la sous/composante "C4: Suivi Evaluation"								
Activités	Indicateurs d'activités				Exécution physique (Indicateurs)	Exécutant /Opérateur	Période prévue	Observation
	Indicateurs	Valeurs de la période		Taux de réalisation				
		Cible	Réalisée					
Contractualiser avec ANASA pour la réalisation d'une enquête sur les rendements des principales cultures maraîchères dans la zone du PNAFA-BGF	Contrat signé	1	0	0%	0,00%	/ URC	Sept-Sept	
	Rapport d'enquête disponible	1	0	0%				
Organiser deux (2) ateliers régionaux de remise à niveau des points focaux SE, conseillers de zone et agricoles dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif de collecte	Nombre de sessions de formation organisées	2	0	0%	0,00%	/ URC	Juil-Oct	
	Nombre de participants (Hommes)	0	0	0%				
	Nombre de participants (Femmes)	0	0	0%				
	Rapport de formation disponible	2	0	0%				
Total sous/composante C4					0,00%			
Total composante C					0,00%			
Total PTBA 2016					4,59%			

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

Bailleur de fonds	Approbation	Décaissements	% décaissé
FIDA	23 000	1 709,00	7,43%
OFID	10 000	4 576,00	45,76%
ETAT	4 200	55,62	1,32%
SFD			
Total	37 200	6 340,62	17,04%

NB: Le taux de change moyen appliqué pour les fonds de contrepartie, est de 1USD= 8900 GNF

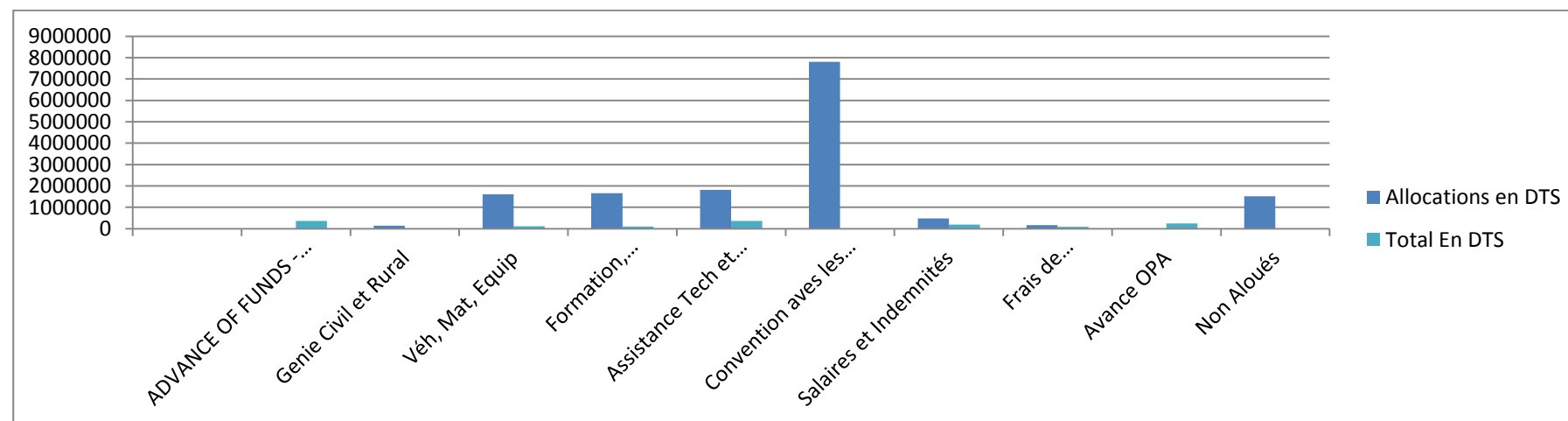
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composantes	Don FIDA			OFID			Gouvernement			Total		
	Initial/Effect	réel	%	Initial	réel	%	Initial	réel	%	Initial	réel	%
1. Appui aux OPA	19 034	62	0%	10 000	4 201	42%	3 651			32 685	4 263	13%
2. Appui aux Services Publics et à la Finance Rurale	2 591	389	15%				304			2 895	389	13%
3. Coordination, S/E, & Gestion des Savoirs	1 375	786	57%				107	56	1%	1 482	842	57%
Total*	23 000	1 237	5%	10 000	4 201	42%	4 062	56	1%	37 062	5 494	15%

Tableau 5C: Décaissements du don du FIDA 8118 (en DTS, au 30/05/2016)

Description	Allocations en DTS	Déc. au 30/05/2016 Cumulatifs en DTS	DRF à Etablir DRF n°8	Total En DTS	Solde en DTS	%tage Décais.
				-	-	
ADVANCE OF FUNDS - authorized allocation		364 270		364 270	- 364 270	-
Genie Civil et Rural	135 000			-	135 000	0%
Véh, Mat, Equip	1 610 000	115 754		115 754	1 494 246	7%
Formation, Information, Animation	1 660 000	46 052	48 028	94 080	1 565 920	3%
Assistance Tech et Contrat de Services	1 810 000	229 106	127 871	356 978	1 453 022	13%
Convention avec les OPA	7 800 000	-		-	7 800 000	0%
Salaires et Indemnités	485 000	195 135		195 135	289 865	40%
Frais de Fonctionnement	160 000	45 794	37 448	83 242	76 758	29%
Avance OPA		239 058		239 058	-239 058	-
Non Alloués	1 515 000			-	1 515 000	
TOTAUX	15 175 000	1 235 169	213 348	1 448 516	13 726 484	10%

Figure 1: Décaissement au titre du don du FIDA 8118, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions de l'Accord	Dates d'échéance action/objectif	Avancement/dates de la conformité	Observations
Section B paragraphes 3	Dès l'entrée en vigueur, le Bénéficiaire ouvrira au nom du Programme, a) un Compte Désigné en USD; b) un Compte d'Opération en GNF, c) un compte de Programme pour recevoir les fonds de Contrepartie	N/A	effectif	Ouverture du Compte désigné du Don 8118 le 14/2/2015.
Section B paragraphes 3	Le bénéficiaire effectuera au titre de sa Contribution en numéraire, un versement annuel de 495 millions GNF.	31/12/2016	Non Effectif	Le Gouvernement n'a pas décaissé les fonds de contrepartie au titre des exercices 2015 et 2016
Annexe 3 paragraphe 3	Recrutement: Le personnel du projet sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement.	31/03/2017	Non Effectif	L'Evaluation de Performance de l'exercice 2015 n'a pas été réalisé. Il est important d'effectuer celui de l'exercice 2016, au plus tard 3 mois après la fin de l'exercice 2016
Section E. «Conditions additionnelles préalables aux décaissements» de l'AF	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement du Personnel du Programme - Fonds de contrepartie de 495 millions GNF a été décaissé 		Effectif	Le Gouvernement a décaissé un montant de 486 500 000 FG le 23 juillet 2014
Article VII, section 7.01, b, ii des conditions générales (CG)	Programme de Travail et Budget annuel: L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année		Effectif	Le PTBA 2015 et 2016 ont été Non objection par le FIDA respectivement en juillet 2015 et en avril 2016.
Article VII, section 7.08, a, des CG	Assurance des biens: L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques de l'ensemble des biens		Effectif	L'Assurance pour les biens du Projet (matériels roulants) a été renouvelée en juillet 2015
Article VII, section 7.11, des CG	Assurance du personnel		Effectif	Le Personnel de l'UCR de BGF est couvert par une assurance maladie payée sur les ressources du Don 8118 (mais l'assurance du Personnel de l'UNC et des UCR Kankaré, Labé et Zérécoré, payés sur le Don FIDA 8091 n'a pas été renouvelé en juin 2016)
Article VIII, section 8.03, a, des CG	Rapports d'activités	15/08/2016	Non effectif	Pas de rapport semestriel d'activités au cours de l'exercice 2015. Transmettre au FIDA le rapport d'activités du 1 ^{er} semestre de l'année 2016, d'ici 45 jours
Article IX, section 9.02, des CG	Etats financiers: L'Emprunteur /Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, dans un délai de quatre (04) mois après la clôture de chaque année fiscale.	30/07/2016	Non Effectif	Pas de transmission états financiers 2015; Les EF de l'exercice 2015 sont en cours de finalisation
Article IX, section 9.03, b, des CG	Audit des comptes: L'Emprunteur/Bénéficiaire doit remettre au Fonds dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit	30/07/2016	Non Effectif	Le recrutement de l'auditeur a été fait en mai 2016 mai le contrat est en attente de signature

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Le « Plan d'Action de Gestion des Savoirs et Communication » du PNAFA de mai 2012 a été révisé en 2013 puis en 2015 et prend en compte les zones d'intervention du PNAFA-extension BGF.

En 2013-14 une équipe conjointe PNAFA/IED Afrique a effectué une mission à travers les différentes zones d'intervention du Programme. Cette mission a rencontré l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNAFA et recueilli leurs points de vue, analyses et perceptions sur deux expériences ciblées, à savoir la démarche méthodologique de mise en œuvre du PNAFA et le mécanisme de distribution des intrants par la Fédération des Paysans du Foutah Djallon (FPFD). Ce travail a abouti à l'élaboration d'un film documentaire et un document de capitalisation qui seront largement diffusés en 2017 après l'édition du document.

Par ailleurs, pour faciliter la bonne exécution du PNAFA dans les régions de Basse Guinée et de Faranah, tout comme la formulation de projets futurs, un effort de **capitalisation** important est en cours dans cette période d'achèvement dans les trois premières régions couvertes par le PNAFA pour tirer les leçons de l'exécution, identifier les facteurs de réussite et/ou d'échec et élaborer des notes de capitalisation à diffuser largement parmi les parties prenantes du programme et autres partenaires au développement. Il s'agira notamment de **capitaliser les expériences acquises dans**: l'installation des jeunes sortant des ENAE et l'appui aux jeunes membres des OPA, le dispositif d'auto-évaluation et planification participatif, l'efficacité et la durabilité des fonds de commercialisation, etc.

Dans le processus de l'insertion des jeunes par exemple, le PNAFA a appuyé à travers les fédérations dans les trois premières régions couvertes, l'installation de 65 jeunes dans l'agriculture. Ces différentes expériences en matière de promotion des jeunes méritent d'être évaluées et capitalisées afin de dupliquer les bonnes pratiques issues de leurs mises en œuvre et éviter les imperfections lors des interventions dans les régions de Basse Guinée et Faranah.

Appendice 8: Précision sur les modes de calcul des taux d'exécution des PTBA et de réalisation des indicateurs

Taux d'exécution des PTBA et propositions d'amélioration

Dans le cas du PNAFA la méthode qui a été retenue pour le calcul des **taux d'exécution physique du PTBA** est différente selon le type d'activités. Pour les réalisations physiques (infrastructures, dotations en équipement et fournitures...), c'est la méthode quantitative qui est retenue, c'est-à-dire que le niveau d'exécution dépend de la disponibilité effective du produit de l'activité (bâtiment construit, hectare aménagé, équipement délivré...) il doit donc être réalisé en intégralité pour être comptabilisé. En revanche, pour les prestations intellectuelles (formation, études...) l'exécution est mesurée sur la base du processus nécessaire à sa mise en œuvre. Chaque activité de ce type fait l'objet d'un découpage en séquences et chacune d'entre elles se voit affectée un « poids » en terme de pourcentage de réalisation de l'activité. L'ensemble de ces éléments est intégré dans l'application informatisée de suivi du projet qui génère automatiquement les taux d'exécution.

Le taux d'exécution par composante est calculé sur la base d'une moyenne simple des taux d'exécution des activités de la composante. Le taux d'exécution du PTBA est finalement calculé sur la base d'une moyenne simple des taux des composantes sans aucune pondération.

Afin de mieux rendre compte du niveau d'avancement de la mise en œuvre du projet, Il pourrait être intéressant d'introduire une pondération du poids de chaque composante dans le calcul du taux d'exécution global en prenant en compte l'importance financière de chacune d'entre elles dans le budget du projet.

Les **taux d'exécution financière du PTBA** sont calculés pour chaque activité sur la base du niveau de réalisation financière par rapport au budget initial inscrit. Les taux d'exécution par composante et global sont calculés selon la même méthode.

Une **comparaison entre les taux d'exécution financière et physique** est purement indicative et doit être utilisée de manière très prudente pour toute analyse. En effet ces deux taux mesurent des choses très différentes. Dans le calcul de la réalisation physique du PTBA toutes les activités ont le même poids alors qu'elles peuvent représenter des volumes financiers très différents. Une activité dotée d'un budget réduit qui est réalisée à 100% va tirer le taux de réalisation physique vers haut alors que les dépenses qui y sont liées auront très peu d'effet sur le taux de réalisation financière. A contrario, les dépenses liées à une activité dotée d'un budget élevé vont accroître significativement le taux de réalisation financière alors que cette activité agira peu sur le taux d'exécution physique. Pour le taux global, annuel, de réalisation physique, une pondération en fonction du poids financier de chaque composante, comme évoqué plus haut, permet de tenir compte du poids financier des activités et donc de donner plus d'importance dans le calcul aux activités dotées d'un budget conséquent.

Taux de réalisation des indicateurs de produits et performance financière globale

Les taux de réalisation sont calculés sur la base des indicateurs de produits du cadre logique actualisé au 31 mai 2016. Les taux correspondent à la moyenne simple des niveaux de réalisation en pourcentage de chaque activité. Ils sont calculés de manière indépendante et spécifique par sous-composantes, par composantes et globalement pour l'ensemble du projet.

La performance financière est calculée sur la base des dépenses effectives, cumulées depuis le début du projet, comparée au budget total.

Appendice 9: Activités post-récolte

1. La mission suggère de distinguer deux approches dans l'appui du PNAFA à la transformation et à la commercialisation: i) l'appui aux OP dans la réalisation des activités inscrites dans les POA, ii) l'appui transversal aux filières.

Au titre de l'appui aux OP

2. **Acquisition d'équipements de transformation moyens** (décortiqueuses, moulins): La mission relève que la demande d'acquisition des équipements moyens dans les POA reste faible et qu'à ce rythme il sera difficile d'atteindre les objectifs du programme. La récente mission RMP de janvier 2016 mentionnait pourtant un nouveau dispositif de subvention des équipements qui avait été homologué. Il semblerait que ce protocole n'ait pas encore été mis en pratique. Le niveau de contribution des OP de 50%, perçu comme trop élevé, a été mis en avant pour expliquer cette situation, tandis que d'autres programmes de partenaires au développement (le WAAP par exemple) distribuent simplement les équipements. Pour clarifier le dispositif de subventionnement et débloquer la demande de matériel, la mission recommande à l'UNC de considérer les principes suivants dans son approche: i) se rapprocher du MA et des partenaires au développement concernés pour harmoniser les pratiques en matière d'équipements agricoles, ii) envisager de demander un remboursement de la contribution a posteriori, plutôt que sous forme directe préalable, iii) mise en place effective du système de gestion en préalable à la livraison du matériel et suivi de son fonctionnement, iv) éviter les demandes multiples et simultanées d'équipement d'une même OP, ce qui complique la mise en place d'une gestion rigoureuse, v) le projet devrait valider une liste de fournisseurs fiables sur la base de l'expérience passée, afin de garantir la qualité du matériel, vi) exiger du fournisseur qu'il assure l'installation et la formation, pour éviter les erreurs de montage comme rencontrées à Nérébounyi (absence du châssis de la décortiqueuse et dégradation de la machine).

3. **Infrastructures post-récolte:** pour les magasins de stockage portés aux POA des organisations paysannes (123 prévus par le rapport de conception), la mission reconduit la recommandation de la mission de RMP sur la standardisation des plans des infrastructures et souligne l'importance de bien mesurer le besoin de l'OP demandeuse pour éviter le surdimensionnement des installations. Egalement, au vu de l'évaluation des pratiques sur le PNAFA HFM, il est important de davantage sensibiliser les comités de gestion sur la rigueur de l'aménagement intérieur du bâtiment pour le respect des normes en matière d'aération et de séparation des marchandises entreposées.

4. Pour les étals de vente¹³, la visite du marché de Songoron a suscité des débats car ce site, identifié pour recevoir une vingtaine d'étals, ne semble pas correspondre de manière évidente à l'approche du PNAFA. La mission recommande à l'UNC de sensibiliser la CNOP-G à l'établissement rigoureux de critères de sélection pour l'identification des sites de construction, en gardant le focus sur les maraîchers et en couplant la construction de ces infrastructures à un appui indispensable à la structuration des groupements et unions.

5. **Renforcement des systèmes de gestion:** la mission a constaté que les systèmes de gestion (le plus souvent des comités de gestion au sein des OP) étaient bien mis en place pour chaque équipement et infrastructure mis à disposition. Néanmoins, elle a relevé des insuffisances dans le suivi et la gestion de ces comités en vue de garantir un usage optimal et un entretien régulier qui garantirait la pérennité de ces réalisations. En particulier, rien n'est fait sur le plan financier pour assurer durablement la maintenance et/ou le remplacement du matériel distribué, malgré le plan d'affaire simple qui est exigé avant l'acquisition du matériel. Or il semble que la seule solution pour

¹³ 15 prévus au PTBA 2016, sur un total de 30, financés sur les fonds italiens versés directement à la CNOP-G, l'UNC n'intervenant que dans le suivi.

garantir à l'OP l'usage durable de ces équipements consiste à mettre en place un système de contributions qui assurerait à l'OP des ressources pour maintenir ses actifs. Pour les infrastructures, des droits payants permettent de financer l'entretien des installations, comme cela existe par exemple dans les magasins de l'UGMK de Kindia. Ces fonds, reversés sur un compte auprès d'une IMF, pourraient en outre servir de fonds de capitalisation pour financer à crédit de nouveaux investissements productifs. Aussi, la mission recommande que la formation en gestion des élus des OP soit renforcée sur ce point, en soulignant l'importance économique d'une telle gestion prévoyante. Le suivi assuré par le dispositif d'appui-conseil des fédérations pourra également mettre l'accent sur la création de ces fonds d'amortissement et d'entretien, et la préparation d'un plan simplifié d'investissement. La Maison Guinéenne de l'entrepreneur (MGE) pourrait être contractualisée pour apporter cette expertise, comme elle l'a fait par exemple avec certaines fédérations d'éleveuses.

6. S'agissant plus spécifiquement des systèmes de gestion de mini-rizeries, des voyages d'échange vers les pays voisins (Sénégal, Côte d'Ivoire) pourraient être proposés aux CTR pour favoriser le partage d'expérience et la diffusion des meilleurs modèles, qui viendront enrichir les capacités au sein de la CNOP-G.

7. **Installation des fonds de commercialisation:** comme relevé par la mission de revue à mi-parcours (RMP), seules 2 OPA de Haute et Moyenne Guinée ont bénéficié du fonds de commercialisation, la FPDF et la FUPRORIZ. A ce jour, aucune évaluation du fonctionnement de ce fonds n'a été menée pour en tirer des enseignements utiles pour les autres fédérations. Il semble même qu'il n'y ait eu pour le moment aucun suivi. Avant de procéder à l'installation du fonds dans les autres fédérations de Basse Guinée (1 est prévu au PTBA 2016 au bénéfice de la FEDERIZ sur un total de 5 prévus sur le programme), la mission recommande de tirer tous les enseignements du fonctionnement du fonds dans les fédérations bénéficiaires. En particulier, il serait intéressant de disposer d'éléments d'expérience sur les qualités requises des institutions de microfinance qui pourraient recevoir ses fonds et étudier la possibilité d'utiliser les services des ASF. L'étude du fonctionnement de ce fonds pourrait être confiée à DID dans le cadre du don FIDA.

Au titre de l'appui transversal

8. **Promotion de l'approche filière:** le document de projet avait mis l'accent sur la nécessité de développer les activités post-récolte et de renforcer l'aval de la filière pour maximiser l'impact pour les bénéficiaires. Ce renforcement passe par 3 approches: i) la sensibilisation des OP pour qu'elles multiplient les activités post-récolte dans leur POA; ii) le renforcement des OP de l'aval; iii) l'appui à la concertation entre les acteurs des chaînes de valeur.

9. Pour le premier point, la mission recommande de promouvoir et/ou de renforcer le rôle des chargés de commercialisation au sein des unions pour installer des compétences internes et durables dans ces organisations. Ils seront le point focal des activités post-récolte et favoriseront une approche filière dans les POA en s'appuyant sur les Plans de Développement des Filières (PDF) de la CNOP-G. C'est eux qui devraient être les bénéficiaires des voyages d'échange entre OP sur les aspects post-récolte. Le PNAFA s'appuiera également sur eux pour promouvoir les ventes collectives au niveau des unions.

10. Sur le deuxième point, le préalable sera d'identifier ces acteurs et de comprendre leurs besoins et contraintes. Le programme a déjà planifié dans le PTBA 2016 des activités de soutien à la FEDERIZ qui est une fédération d'éleveuses-décortiqueuses: mise à disposition du fonds de commercialisation, formation en technique d'étuvage, distribution d'équipements moyens. Le programme devra aller plus loin en incluant les commerçants. Mais ces OP de l'aval ne pourront s'inscrire dans le dispositif d'appui du PNAFA qui est basé sur le partenariat avec la CNOP-G, dont elles ne sont pas membres. Un dispositif spécifique devra être mis au point. La mission recommande l'ANPROCA et la MGE pour apporter cet appui aux OP de transformation et de commercialisation.

11. Enfin, sur le troisième point, la mission note que le programme n'a pas encore précisé une approche structurée malgré des initiatives pour inclure les acteurs de l'aval dans les CAR et mini-

CAR. Des réunions de concertation entre les acteurs de la filière ont également été prévues au PTBA 2016. Plusieurs cadres de concertation existent d'ores et déjà en Basse Guinée, notamment pour le riz, mais ces mécanismes restent insuffisants et non systématiques pour fonder un cadre en vue de l'installation d'une réelle interprofession. La mission recommande au programme de réfléchir au meilleur niveau de concertation en s'inspirant des expériences existantes ou passées et, éventuellement, en s'inscrivant dans des initiatives en cours (ACORH, Riz Basse Guinée). L'UNC veillera à inclure les fédérations de Haute et Moyenne Guinée, ainsi que la Guinée Forestière, dans ces réunions de concertation pour assurer la continuité du PNAFA dans ces régions.

12. Projet pilote de développement des chaînes de valeur: le document de conception a prévu l'organisation d'activité test avec des acheteurs institutionnels pour appuyer l'intégration de la filière à travers un processus de contractualisation entre acteurs, à l'image de ce qui a été fait entre le PAM et les étuveuses de riz en Guinée Forestière. Ces opérations sont des processus complets et intégrés qui entraînent les OP dans le renforcement pas à pas de leurs compétences sur un ensemble de domaines. Rien n'a été engagé à ce jour. La mission note toutefois qu'un tel processus exigerait des OP qu'elles progressent rapidement sur leurs capacités à tenir des délais et à respecter un cahier des charges imposé par l'acheteur (quantité, qualité). Aussi, recommande-t-elle à l'UNC de commencer par la promotion de la vente collective, encore peu répandue dans les unions, avec l'installation des chargés de commercialisation; et le renforcement des capacités de ces agents, en particulier sur l'identification de nouveaux clients et la négociation des termes de contrat. La MGE, qui intervient déjà pour le compte du PAM, pourrait être contractualisée pour réaliser cette prestation.

13. La mission souligne que la commercialisation via la négociation de contrat d'achat permettrait non seulement aux OP d'avoir davantage de visibilité sur leur planning de production et de vente, ce qui facilite les décisions d'investissement, mais également rendrait possible l'accès au crédit de moyen terme. Par ailleurs, la commercialisation collective ouvrirait la voie à l'autofinancement des activités des OP via le prélèvement de commissions sur les ventes.

14. Développement du système d'information de marché: un contrat annuel de prestation de service existe entre le BSD et l'UNC pour la collecte et la diffusion des prix de marché dans le cadre du SIPAG. Ces informations sont diffusées régulièrement à destination des producteurs à travers des émissions de radio. Or le BSD a signé le même genre de convention avec d'autres partenaires (le WAAP notamment) sans qu'aucune concertation ne soit organisée. Par ailleurs, aucune évaluation n'a été menée à ce jour pour comprendre comment les producteurs utilisent ces informations et si le SIPAG favorisait finalement une augmentation de leurs revenus. La mission relève que les informations partagées restent assez simples et n'inclut ni une analyse de la formation des prix (importation, météo), ni des indications sur les tendances qui permettraient davantage d'anticipation de la part des acteurs. Enfin, les informations du SIPAG ne couvrent pas toutes les cultures du PNAFA (les maraîchers sont absents) et n'incluent pas la Basse Guinée. La mission s'interroge donc sur l'utilité de ces informations pour les producteurs et questionne le besoin de reconduire la convention avec le BSD. Aussi, elle recommande dans un premier temps à l'UNC de se rapprocher du MA et des partenaires concernés pour faire le point sur la contribution du PNAFA au SIPAG. Si le programme juge utile de poursuivre cette collaboration, la mission recommande une harmonisation des pratiques entre les partenaires du SIPAG. Dans un deuxième temps, en préalable à son extension, elle recommande à l'UNC de contractualiser un prestataire pour mener ce travail d'évaluation, identifier les informations pertinentes pour les OP à la base et mettre en œuvre des solutions pour rendre le SIPAG plus performant sur les régions du PNAFA. Il pourra approcher par exemple les ONG internationales (Winrock International par exemple) qui ont appuyé la CNOP-G dans le passé sur la mise en place de son dispositif de collecte de données. Parallèlement, en fonction des résultats de cette évaluation, les chargés de commercialisation des unions pourraient être formés sur l'utilisation optimale des informations du SIPAG.

15. Commercialisation et réduction des pertes post-récolte dans la filière maraîchère: la mission a constaté que certaines OP commercialisent leur production sur les marchés des grandes

ville, Conakry en particulier. Dans ce processus, elles expédient la récolte par camion, sans acheteur identifié préalablement, et cherchent à écouler leurs produits auprès de grossistes seulement une fois arrivés sur place. Ces OP se retrouvent alors en compétition avec les autres, mais n'ont aucun endroit pour décharger la marchandise en attendant. Le risque de voir la qualité des légumes se dégrader est élevé. Pressées par le temps, elles finissent par accepter le prix qu'on leur offre, plutôt que de perdre la marchandise. Pour améliorer ce processus de vente, qui ne permet pas aux producteurs d'augmenter leurs revenus, la mission recommande au PNAFA de travailler sur deux axes: i) la construction d'une plateforme de vente dans la périphérie de Conakry, ii) la diversification de la production et une meilleure connaissance du marché.

16. La première solution, la plateforme de vente, a déjà fait l'objet d'une recommandation de la mission RMP précédente. Un tel marché des produits agricoles permettrait aux OP de décharger dans de bonnes conditions de conservation et d'hygiène leur production et finalement de préfigurer le fonctionnement d'un marché de gros qui attirerait les grossistes au même endroit pour plus de dynamisme commercial. Une étude pourrait être lancée pour étudier l'opportunité d'une telle infrastructure et procéder à l'analyse économique. C'est un projet d'envergure qui impliquera nécessairement le Ministère de l'agriculture.

17. La deuxième approche concerne l'ensemble de la chaîne de valeur. La mission part du constat que de nombreux groupements produisent exactement les mêmes légumes: aubergines, gombos, piment etc. Or ces groupements sont sur les mêmes cycles de production et l'afflux de produit en saison haute provoque l'effondrement des prix. On chercherait donc à diversifier la production agricole pour, d'une part, satisfaire toutes les demandes du marché et d'autre part éviter l'engorgement. Les producteurs s'affranchiraient alors des risques d'inventus ou de pertes et maximiseraient leurs revenus. Cette solution requiert une bonne connaissance du marché et des segments non satisfaits en prenant en compte la saisonnalité des produits et suppose la capacité des OP à aligner leur production annuelle sur les besoins identifiés du marché. Le PNAFA pourrait se pencher sur cette approche en commençant par commissionner une étude de marché des produits maraîchers dans les grands centres urbains, qui analyserait les déterminants de la formation des prix.

18. La mission signale également au programme deux autres solutions qui permettraient de réduire les pertes et d'augmenter la valeur créée: i) l'UNC pourrait inciter la CNOP-G à se rapprocher des transporteurs pour étudier les moyens d'assurer une manutention qui respecterait la qualité des produits. Ces transporteurs pourraient être associés aux travaux de concertation prévus pour harmoniser les pratiques de filière; ii) pour faire face au risque d'inventus, le PNAFA pourrait travailler sur des solutions de transformation des maraîchers à promouvoir auprès des OP. Plusieurs expériences intéressantes existent: l'union Kania Nemina de Kindia sèche en four artisanal sa production de légumes pour l'export; en Côte d'Ivoire, la fabrication de pâte de tomate par pressage est relativement simple et ne demande pas des investissements lourds. Les équipements de transformation nécessaires pourraient être inscrits dans les POA et fournis à terme par le programme.

Appendice 10 Revue du PNAFA HFM

Quelques aspects du PNAFA-HFM (Haute Guinée, Guinée Forestière et Moyenne Guinée)

Bien que la présente mission de supervision ait eu pour principal tâche la supervision du PNAFA-BGF car les autres volets de ce programme (PNAFA-HMF) ont fait l'objet d'une revue à mi-parcours en Janvier 2016, elle a cependant passé en revue l'état de mise en œuvre des recommandations faites lors de cette mission (cf. Appendice 8).

A l'heure actuelle les indicateurs SYGRI sont communs à l'ensemble du PNAFA, HFM et BGF et ils sont suivis de façon indifférenciée pour les deux conventions. Le rapport SYGRI qui sera réalisé à l'achèvement du projet PNAFA-HFM ne devra pas toutefois prendre en compte les régions de Basse Guinée et de Faranah dans la mesure où les activités du PNAFA se poursuivent jusqu'en 2019 dans ces zones et qu'une batterie d'indicateurs SYGRI spécifiques à BGF continuera à être renseigné.

Recommandations

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
L'enquête SYGRI prévue lors de l'achèvement du programme HFM ne devra pas prendre en compte la Basse Guinée et la région de Faranah dans la mesure où la mise en œuvre des activités du PNAFA se poursuit dans ces régions.	RSE	

Appendice10 b: Situation des activités d'infrastructures programmées sur OFID au titre du PTBA 2016/2017 (PNAFA-HFM)

N°	Activités prévues	Coût prévisionnel en GNF	Delai d'exécution	Etat d'avancement au 31 mai 2016	
	Activités de la FPDF				
1	Travaux de construction du barrage de Nombé (report PTBA/2015)	2.905.488.000	6 mois	Contrat signé	
2	Contrôle/suivi et supervision travaux de construction du barrage de Nombé (solde)	128.364.550	6 mois	Contrat en négociation	
3	Travaux d'aménagement de la plaine de Tokossère (report PTBA/2015)	8.699.095.452	6 mois	Contrat signé	
4	Contrôle/suivi et supervision travaux d'aménagement de la plaine de Tokossère (solde)	375.300.000	6 mois	Contrat en négociation	
5	Travaux de construction de deux (02) magasins de 300 m² à Koubi et Ley Toulou et un hangar métallique au niveau de la plateforme de Timbi Madina(report PTBA/2015)	990.000.000	4 mois	Publication DAO	
6	Contrôle/suivi et supervision travaux de construction de deux (02) magasins de 300 m² à Koubi et Ley Toulou (solde)	63.000.000	4 mois		
7	Travaux de réhabilitation de 23 km de pistes dans les régions de Labé et Mamou		6 mois	Etude réalisée, DAO en cours de validation	2.760.000.000
8	Travaux de construction de 39 ml d'ouvrages de franchissement dans les régions de Labé et Mamou		6 mois	Etude réalisée, DAO en cours de validation	1.950.000.000
9	Suivi/contrôle et supervision des travaux de réhabilitation de 23 km de pistes et de construction de 39 ml d'ouvrages de franchissement dans les régions de Labé et Mamou		6 mois		379.748.550
	Sous-total FPDF	13.161.248.002			
	Activités de UGAS				
10	Travaux de construction d'une digue route Salliya -Bodhewel pour une longueur de 1 395 ml avec six (06) ouvrages de décharge (solde)	279.828.002	3 mois	réalisé à 80%	
11	Travaux de construction d'une digue route du carrefour Soïndé à Soïndé de 370 ml et trois(03) ouvrages de décharge (solde)	35.479.050	3 mois	réalisé à 100%, non réceptionné	
12	Assurer le suivi, contrôle et supervision des travaux de construction de 4,33 km de digue route et des ouvrages de décharges (9 dalots)	64.200.000	3 mois	en cours	
13	Travaux de construction de deux étals de vente des produits agricoles sur l'axe Kindia-Mamou	119.700.000	3 mois	DAO en cours de validation	

N°	Activités prévues	Coût prévisionnel en GNF	Delai d'exécution	Etat d'avancement au 31 mai 2016	
14	Assurer le suivi/contrôle des travaux de construction de deux étals de vente des produits agricoles sur l'axe Kindia-Mamou	8.000.000	3 mois	non entamé	
16	Réaliser les travaux réhabilitation de 54 ha d'anciens périmètres à Denken	2.041.200.000	6 mois	DAO en cours de validation	besoin de suivi serré besoin de suivi serré
17	Assurer le suivi contrôle des travaux de réhabilitation des 54 ha d'anciens périmètres (solde)	107.667.000	6 mois	en cours (40%)	
Sous-total UGAS		2.656.074.052			
Activités de la FEPRORI-GF					
18	Réaliser les travaux de construction de trois (3) magasins de stockage de 125 m² en faveur de la FEPRORI-GF dans les localités de Kissidougou centre, Macenta (Kassanka) et Yomou (Ouro)	405.000.000	3 mois	Lancement DAO	
19	Réaliser le suivi contrôle des travaux de construction de trois (3) magasins de stockage de 125 m² en faveur de la FEPRORI-GF dans les localités de localités de Kissidougou centre, Macenta (Kassanka) et Yomou (Ouro)	27.000.000	3 mois	non entamé	
20	Réaliser les travaux de construction du siège de la FEPRORI-GF à Loulé (report PTBA 2015)	450.000.000	4 mois	Contrat en négociation	
21	Réaliser le suivi contrôle des travaux de construction du siège de la FEPRORI-GF à Loulé (report PTBA 2015)	30.000.000	4 mois	non entamé	
22	Réaliser les travaux de construction de 20 ml (un pont de 10 ml et un pont de 8 ml avec un dalot 2 ml x 2 m) dans commune rurale de Gbèssoba, préfecture de Beyla (report PTBA 2015)	1.096.840.000	3 mois	Rapport de sélection envoyé en ANO	
24	Réaliser les travaux de réhabilitation des 10 km de piste sur l'axe Womey-Koliwata-Boma (solde)	328.824.075	3 mois	en cours (90%)	
25	Réaliser le suivi contrôle des travaux de réhabilitation de 10 km de pistes et travaux de construction de 20 ml d'ouvrages de franchissement (solde)	102.623.120	3 mois	en cours	
26	Poursuivre les travaux de construction de 6 aires de battage et de séchage (solde)	7.771.680	1 mois	en cours (67%)	
27	Réaliser les travaux de réhabilitation de 10 ha de bas-fonds dans la préfecture de Guéckédou (solde)	55.924.667	2 mois	en cours (90%)	
28	Réaliser les travaux de réhabilitation de 30 ha de bas-fonds dans les préfectures de N'Zérékoré et Lola (report 2015)		4 mois	DAO en cours de validation	862.075.333
29	Réaliser les travaux d'aménagements de 40 ha de bas-fonds dans la préfecture de Guéckédou (report 2015)		4 mois	DAO en cours de validation	1.512.000.000
30	Réaliser le suivi et le contrôle des travaux de réhabilitation et d'aménagement		4 mois		151.200.000

N°	Activités prévues	Coût prévisionnel en GNF	Delai d'exécution	Etat d'avancement au 31 mai 2016	
	de 80 ha de bas-fonds dans les préfecture de Guéckédou, N'Zérékoré et Lola (report 2015)				
Sous-total FEREPPAH-GF		2.503.983.542			
	Activités de la FEREPPAH-GF				
31	Réaliser les travaux de construction du siège de la FEREPPAH-GF à N'Zérékoré centre (report PTBA 2015)	450.000.000	4 mois	rapport d'évaluation des offres en cours de validation	
32	Assurer le suivi et le contrôle des travaux de construction du siège de la FEREPPAH-GF à N'Zérékoré centre (report PTBA 2015)	30.000.000	4 mois	non entamé	
33	Réaliser les travaux de construction du hangar école avec équipement à Didita/Lola (report PTBA 2015)	315.000.000	4 mois	Contrat signé	
34	Réaliser le suivi contrôle des travaux de construction du hangar/centre de formation au niveau de LOLA (report PTBA 2015)	21.000.000	4 mois	Contrat signé	
35	Réaliser les travaux de construction de deux (2) magasins de 125 m² à Bounouma centre (N'Zérékoré) et à Irié (Macenta)	270.000.000	4 mois	Lancement DAO	
36	Réaliser le suivi-contrôle des travaux de deux (2) magasins de 125 m² à Bounouma centre (N'Zérékoré) et Irié (Macenta)	18.000.000	4 mois	non entamé	
37	Poursuivre les travaux d'aménagement de 4 ha du CAPMV de Bangouéta (solde)	184.887.959	2 mois	en cours (20%)	
38	Réaliser le suivi contrôle des travaux d'aménagement des 4 ha du CAPMV de Bangouéta (report PTBA 2015)	17.600.000	2 mois	en cours	
39	Achever les travaux de construction du magasin de 125 m² à Gouécké en faveur de la FEREPPAH-GF (solde)	67.299.626	1 mois	en cours (80%)	
40	Réaliser les travaux de construction de 22 ml d'ouvrage de franchissement (1 pont de 12 ml X 4,5 m et de sa décharge de 10 ml X 5,25 m) report PTBA 2015		4 mois	Lancement DAO	1.206.524.000
41	Réaliser le suivi/contrôle des travaux de construction de 22 ml d'ouvrage de franchissement (1 pont de 12 ml X 4,5 m et de sa décharge de 10 ml X 5,25 m) report PTBA 2015		4 mois	en cours	59.700.000
Sous-total FEREPPAH-GF		1.373.787.585			
	Activités de la FUCPIS-G				
42	Réaliser les travaux de construction de deux (2) magasins de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipés de pompes en faveur de la FUCPIS-G (solde)	506.292.514	2 mois	Travaux en cours (65%)	
43	Assurer le suivi et le contrôle des travaux de construction de deux (2)	8.400.000	2 mois	en cours	

N°	Activités prévues	Coût prévisionnel en GNF	Delai d'exécution	Etat d'avancement au 31 mai 2016
	magasins de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipé de pompe (solde)			
44	Poursuivre les travaux de construction du siège de la FUCPIS-G (solde)	273.367.675	2 mois	en cours (65%)
44	Poursuivre le suivi/contrôle des travaux de construction du siège de la FUCPIS-G (solde)	5.000.000	2 mois	en cours
45	Réaliser les travaux de construction de trois (3) magasins de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipé de pompe en faveur de la FUCPIS-G	945.000.000	3 mois	Lancement DAO
46	Réaliser le suivi/contrôle des travaux de construction de trois (3) magasins de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipé de pompe en faveur de la FUCPIS-G	63.000.000	3 mois	non entamé
Sous-total FUCPIS-G		1.801.060.189		
	Activités de la FUMA-HG			
47	Réaliser les travaux de construction de deux (2) magasins de 300 m² à Niandankoro (Siguiro) et Commune urbaine de Kouroussa en faveur de la FUMA-HG (solde)	558.180.000	3 mois	en cours (70%)
48	Assurer le suivi et le contrôle des travaux de construction de deux (2) magasins de 300 m² en faveur de la FUMA-HG (report PTBA 2015 reliquat)	37.140.000	3 mois	en cours
49	Réaliser les travaux d'aménagement de 25 ha de périmètres maraichers à Kanaora, Yarakoura, Manfra (Kouroussa) Djimbala, Djansoumana et Djélibakoro (Kankan) au profit de la FUMA-HG (report PTBA 2015)	945.000.000	3 mois	travaux en cours (30%)
50	Assurer le suivi et le contrôle des travaux d'aménagement de 25 ha de périmètres maraichers à Kanaora, Yarakoura, Manfra (Kouroussa) Djimbala, Djansoumana et Djélibakoro (Kankan) au profit de la FUMA-HG (report PTBA 2015)	63.000.000	3 mois	en cours
51	Réaliser les travaux de construction d'un magasin de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipé de pompe et un bloc de latrine dans la préfecture de Kérouané (solde)	217.098.220	2 mois	travaux en cours (50%)
52	Assurer le suivi/contrôle des travaux de construction d'un (1) magasin de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipé de pompe et un bloc de latrine à Kérouané Centre en faveur des unions membres de la FUMA-HG (solde)	12.600.000	2 mois	en cours
53	Poursuivre les travaux de construction du siège de la FUMA-HG à Kankan (solde)	148.983.800	2 mois	travaux en cours (90%)
54	Assurer le suivi/contrôle des travaux de construction du siège de la FUMA-HG	24.700.000	2 mois	en cours

N°	Activités prévues	Coût prévisionnel en GNF	Delai d'exécution	Etat d'avancement au 31 mai 2016
	(solde)			
	Sous-total FUMA-HG	2.006.702.020		
	Activités de la FUPRORIZ-HG			
55	Achever les travaux de construction du magasin de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipés de pompes à Djélibakoro en faveur de la FUPRORIZ-HG (solde)	76.035.874	2 mois	réceptionné provisoirement
55	Achever les travaux de construction d'un (1) magasin de stockage de 300 m² avec puits à grand diamètre équipés de pompes à Bankoumana (Mandiana) en faveur de la FUPRORIZ-HG (report PTBA 2015)	350.000.000	4 mois	travaux non démarré
56	Assurer le suivi et le contrôle des travaux de construction de deux (2) magasins de 300 m² en faveur de la FUPRORIZ-HG (solde)	23.072.500	4 mois	en cours
57	Poursuivre les travaux de construction du siège de la FUPRORIZ-HG à Diankana (solde)	44.518.500	4 mois	Achevé (100%)
58	Poursuivre le suivi/contrôle des travaux de construction du siège de la FUPRORIZ-HG à Diankana (solde)	2.985.000	4 mois	en cours
59	Réaliser les travaux de construction de trois (3) magasins de 300 m² en faveur de la FUPRORIZ-HG	945.000.000	4 mois	Lancement DAO
60	Réaliser le suivi et le contrôle des travaux de construction de trois (3) magasins de 300 m² en faveur de la FUPRORIZ-HG	63.000.000	4 mois	
61	Réaliser les travaux d'aménagement de 30 ha de bas-fonds dont 15 ha à Kowa Nafadji CR Tokounou et 15 ha à Komessen CR Manamamouroudou (Kankan) solde	756.092.995	3 mois	travaux en cours (50%)
62	Réaliser les travaux de réhabilitation de 50 ha de plaine dont 25 ha à Draguéda (Siguiri) et 25 ha à Lémourou (Kérouané) solde	791.437.095	3 mois	travaux en cours (50%)
63	Réaliser le suivi contrôle des travaux d'amenagement de 30 ha de bas fond et de réhabilitation de 50 ha de plaine	102.073.125	3 mois	en cours
64	Réaliser l'étude et le contrôle des travaux de construction de dix (10) aires de séchage de riz dont 7 de 250 m² et 3 de 300 m² au niveau de cinq (5) magasins de stockage et cinq (5) centres de transformation en faveur de la FUPRORIZ-HG dans les préfectu	20.000.000	1 mois	recrutement ingenieur conseil
65	Réaliser les travaux de construction de dix (10) aires de séchage de riz dont 7 de 250 m² et 3 de 300 m² au niveau de cinq (5) magasins de stockage et cinq (5) centres de transformation en faveur de la FUPRORIZ-HG dans les préfectures de Kankan, Mandiana, Siguiri, Kouroussa et Kérouané	135.000.000	3 mois	non entamé

N°	Activités prévues	Coût prévisionnel en GNF	Delai d'exécution	Etat d'avancement au 31 mai 2016	
Sous-total FUPRORIZ-HG		3.309.215.089			
	Activités de l'URC MG				
66	Travaux de construction des ouvrages complémentaires au niveau des 32 km de pistes réhabilitées (report PTBA 2015)	914.350.000	3 mois	Validation DAO	allotement à optimiser pour finir dans les délais
67	Contrôle/suivi et supervision travaux de construction des ouvrages complémentaires au niveau des 32 km de pistes réhabilitées par la FPDF(report PTBA/2015)	79.059.200	3 mois	non entamé	
68	Travaux de rénovation des bâtiments A, B et C de l'URC de Labé	346.344.000	3 mois	Validation DAO par l'UNC	
69	Réaliser les études, passer le marché et assurer le suivi/contrôle des travaux de rénovation des bâtiments A,B et C de l'URC de Labé	31.170.960	3 mois	TDR validés	
Sous-total URC MG		1.370.924.160			
	Activités de l'URC GF				
70	Construction du siège de l'URC-GF (solde)	502.798.822	3 mois	Travaux en cours (85%)	
71	Assurer le suivi/contrôle des travaux de construction du siège de l'URC-GF	68.820.000	3 mois	en cours	
Sous-total URC GF		571.618.822			
	Activités de l'URC HG				
72	Etude technique assortie du DAO et le suivi/contrôle pour les travaux de construction d'un pont de 25 ml sur la piste Lenko-Balagbèni dans la préfecture de Kérouané (report 2015)		4 mois	recrutement ingenieur conseil	106.250.000
73	Réaliser les travaux de construction d'un pont de 25 ml (rivière Kouroukoba) sur la piste Lenko-Balagbèni dans la préfecture de Kérouané		3 mois	non démarré	1.062.500.000
Sous-total URC HG		0			
Total général		28.754.613.461			
		3.382.895,70	USD		

Appendice 11: Propositions en vue de la révision du cadre logique

Dans la perspective de la Revue à mi-parcours, les cibles initiales contenues dans le cadre logique de la convention 8118 devront être revues sur la base des cibles retenues par la suite dans le cadre logique harmonisé.

Le cadre logique révisé devra de plus être complété par de nouveaux indicateurs, notamment pour la composante C pour laquelle rien n'est défini dans le document initial. Une attention particulière devra être portée aux activités relatives à la prise en compte du Genre dans le projet ainsi qu'à la gestion des savoirs.

Par ailleurs:

- La cible de 6000 producteurs qui sont des emprunteurs actifs des ASF paraît avoir été sous-évaluée, ainsi que la situation de référence qui est de 0, car elle est déjà atteinte à plus de 93% alors que les activités du PNAFA dans ce domaine ont à peine été amorcées.
- Quelques situations de référence manquent au niveau des indicateurs de la composante B2 (part des crédits destinés à l'agriculture...); il serait intéressant de voir si ces données sont disponibles auprès de certains acteurs (ASF par exemple) ou dans certains documents (études...).
- Une modification de la présentation des indicateurs relatifs aux aménagements hydro-agricoles sera nécessaire car dans le format actuel il n'est pas évident de comprendre que les 1000 hectares de périmètres fonctionnels correspondent à la somme des aménagements prévus par le projet (périmètre rizicole et maraichers, aménagement de bas-fond / plaines).
- L'indicateur « *augmentation de X% des revenus suite au renforcement des capacités en pratique post-récolte* » inscrit au niveau du produit 2.2 devra être remonté au niveau de l'effet 2.
- Le cadre logique révisé pourra prendre en compte les indicateurs qui doivent être définis conjointement avec le BSD/MA pour assurer le suivi du programme et mesurer sa contribution à la mise en œuvre des politiques sectorielles nationales.

Appendice 12: Résumé de l'Aide-mémoire

Ministère de l'Agriculture



Investir dans les populations rurales

Programme National d'Appui
aux Acteurs des Filières Agricoles

Guinée

Programme National d'Appui aux Filières Agricoles Extension Basse Guinée & Faranah
(PNAFA- BG&F)

Mission de Supervision (du 05 au 24 juin 2016)

Résumé de l'Aide-mémoire

Conakry le 23 Juin 2016

Objet de la mission:

Double Objectif:

- Conduite de la première mission de Supervision du PNAFA –BGF
- Revue des progrès dans la mise en œuvre du PNAFA –HMF eu égard aux recommandations faites lors de la dernière revue à mi-parcours.

Déroulement de la mission

- Session de Briefing au début de la mission au Ministère de l'Agriculture
- Visite de terrain (Boké et Kindia)
- Rédaction de l'Aide-mémoire et autres réunions à Conakry
- Session de débriefing au Ministère de l'Agriculture-

Composition de la mission:

- | | |
|---------------------------------|--|
| • Abdoul Wahab BARRY, | Chargé de portefeuille du Fida, Chef de mission; |
| • Ibrahima Tanou DIALLO, | Chargé d'Appui Programme du FIDA pour la Guinée, |
| • Mahamadou BARRY, | Chargé des Finances au Fida, |
| • Cheikh Tidiane SARR, | Consultant chef de mission technique, |
| • Coumba FALL, | Consultante, chargée des OPA; |
| • Mathieu FAUJAS, | Consultant chargé de la post-récolte; |
| • Cédric BOULAN, | Consultant, chargé du Suivi-Evaluation; |
| • Abdoul Karim Alou, | Consultant chargé des aspects fiduciaires; |
| • Mme Oumou Toure, | Experte administrative et financière. |

La liste des représentants de la partie guinéenne est annexée à cet aide-mémoire.

Prénoms et nom	Service
Alexis HABA	DNIP/ Min. Finance
Mamadi CAMARA	Chef Division Développement rural Ministère du Plan mamadipapa@gmail.com
Louceny DIARE	ACGP
Ibrahima Sory DIABY	DND-AP

Prénoms et nom	Service
Djibril Tamsir BANGOURA	Coordinateur National PNAFA
Boubacar BARRY	Responsable National S/E PNAFA
Lucien GNEKOYAH	Chargé SE/CNOPG
Bambo Salim DRAME	ASE/PNAFA
Daouda CAMARA	Point Focal /FOP-BG
Aissata YATTARA	Conseillère régionale CTR-BG
Mamadouba CAMARA	Responsable administratif/FOP-BG
Mamadou KABA	Chargé de Com/CTR-BG
Mandjou SYLLA	Responsable régional S/E PNAFA-BG
Younoussa CONTE	Chargé de Formation/SE CTR-BG
Salifou SOUMAH	Directeur exécutif Faîtière des ASF-BG

I. PNAFA- BGF

Principales observations

- Paiements premières tranches sur prêt OFID et sur DON 8118 effectifs seulement première quinzaine de décembre 2015, d'où:
 - ➔ report de plusieurs activités de 2015 vers 2016;
- **Faible taux de réalisation des indicateurs de produits du Programme.**
 - ➔ **Au 31 décembre 2015** = taux faible de réalisation physique du PTBA 2015 soit 12.72%;
 - ➔ taux moyens d'exécution par composante de:
 - (i) 13,34% pour la Composante A, Appui aux OPA
 - (ii) 6,25% pour la Composante B Appui aux services publics et à la finance rurale
 - (iii) 18,58% pour la composante C Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs.
 - ➔ **Au 31 mai 2016** = les taux d'exécution par composantes sont de:
 - 13,78% pour la composante A
 - 0% pour les composantes B et C.
- **Au 31 mai 2016, le taux global de réalisation physique des indicateurs du cadre logique est de 10%**

Raisons avancées pour la faible performance physique:

Difficultés multiples qui ont marqué sa mise en place et son fonctionnement durant les 18 premier mois:

- des dysfonctionnements et des carences au sein de l'équipe de coordination du PNAFA national
- la nécessité de renouveler les postes de Coordonnateurs et de RAF;
- le retard enregistré dans le processus de planification, de signature des conventions/contrats;
- le retard dans la mise à disposition des fonds aux OPA qui n'est intervenue qu'en Décembre 2015;
- la non-mobilisation des ressources du Fonds Saoudien allouées initialement au volet infrastructures du PNAFA-BGF;

Performance financière

- Au 30/05/2016, le taux de décaissement par financement est=
- (a) Don **FIDA 8091**, **71,02%**,
- (b) Don **FIDA 8118**, **8,14%**;
- (c) Prêt **OFID**, **41,61%**;
- **Gouvernement**, **1,64%**.

Spécifiquement au Don 8118:

Sur PTBA 2015 Taux d'exécution financière sur prévisions de dépenses = **61,10%**

Sur PTBA 2016, Taux d'exécution financière sur prévisions de dépenses = **21,32%**.

→ **Performance financière globale du PNAFA-BGF sur Don 8118 = 6% des ressources**

⇒ Performance jugée **insatisfaisante à 3 ans** de la date d'achèvement.

Réalisations du projet Au 31 mai 2016 = Très limitées.

- ⇒ Seuls 1 127 ménages bénéficiaires directs, et au sein desquels 762 femmes, ont pu être touchés par le PNAFA soit 2 % de l'objectif total qui est de 55 000.
- ⇒ Les formations des OP sur les thèmes institutionnels et commerciaux ont touché 796 personnes, dont 414 femmes, sur 20 000 personnes, soit 4%.
- ⇒ De façon plus spécifique, dans les domaines post-récolte (transformation et commercialisation), 50 groupements sur les 261 prévus, soit 19%, ont pu être formés, y compris 100 femmes membres de ces groupements.
- ⇒ Appui à la formulation ou à la révision des Plans d'Orientation et d'Action (POA) des Unions a concerné 25 d'entre eux sur les 75 prévus, soit un tiers.
- ⇒ Aucune infrastructure n'a encore pu être réalisée (encore au stade des études pour 356 hectares de plaines et de bas-fonds en 2016)
- ⇒ matière de bâtiment pour le stockage, la transformation ou la vente de produit agricole, seule la construction de 15 étals de vente (sur financement de la Coopération Italienne, donc hors PNAFA) est prévue d'ici la fin de l'année.
- ⇒ Très peu d'équipement et quasiment aucun intrant, n'ont été distribués à ce stade,
- ⇒ Formation de 715 responsables d'OP, sur un objectif total de 20 000, sur la vente groupée de riz, dans le cadre plus large du renforcement des capacités en gestion des élus de nouveaux groupements et unions (sous-composante A1);
- ⇒ Formation de 100 femmes étuveuses sur les techniques améliorées d'étuvage du riz, dans le cadre du renforcement de capacités techniques de 22 000 producteurs et membres des OPA (sous-composante A2);
- ⇒ Distribution de 13 kits d'étuvage améliorés, au titre des équipements légers (sous-composante A2);
- ⇒ Mises à disposition des producteurs de 10 unités d'équipements légers sur les 9 000 prévues;
- ⇒ Les activités en vue de faciliter l'accès aux publications mensuelles sur les prix ont pu être initiées via les radios rurales et elles ont touché, sur la base des personnes bénéficiaires du projet présentes dans les zones de couverture de ces radios, 8 400 sur les 30 000 personnes prévues, soit 28% de la cible.
- ⇒ En ce qui concerne le recours des producteurs bénéficiaires du projet aux ASF, 5 608 d'entre eux, dont 2 538 femmes, sont d'ores et déjà des emprunteurs actifs sur les 6 000 prévus, soit 93,5% de l'objectif du projet.

Principales recommandations de la mission:

- ⇒ Une accélération du processus de mise à jour ou de formulation des POA par la CNOP est essentielle pour une planification réaliste de l'ensemble des activités nécessaires à l'atteinte des objectifs du projet.
- ⇒ Accélérer la mise en œuvre du PTBA 2016 et Elaborer un programme triennal d'activités et un PTBA 2017 à soumettre au plus tard en fin novembre 2016;
- ⇒ Accélérer la signature des différentes conventions avec les STE /STD du ministère;
- ⇒ Amender les conventions qui seraient devenues caduques du fait du retard en prenant en compte les ressources disponibles et le temps restant avant la fin du projet;
- ⇒ D'extraire le volet infrastructure des conventions avec les OP et donner à l'UNC la responsabilité de la mise en œuvre de ce volet pour un meilleur respect des délais;
- ⇒ Demander à **l'UNC et les URC**:
 - D'être particulièrement consciente de l'importance de son rôle dans la facilitation et l'accompagnement des institutions partenaires car la contractualisation entre la CNOP-G, les STD et les ASF est une condition centrale de la réussite du projet et de la pérennisation;
 - De faire diligence pour opérer un **cadre budgétaire** et ensuite élaborer **un programme d'activité pluriannuel d'activité 2017-2019**, compte tenu des retards pris dans l'exécution du programme;
 - De faire une planification fine de la mise en œuvre des infrastructures notamment, pour ce qui concerne le prêt OFID dont seuls 49% des ressources sont consommées laissant ainsi une capacité pour de nouveaux engagements de 4,932 millions USD, de faire un suivi rapproché du planning qui a été fait durant la mission pour pouvoir au moins consommer 3,383 millions USD;
 - D'appliquer toutes les recommandations faites par la mission pour améliorer, d'une part le système d'information financière du projet et, d'autre part, le dispositif de contrôle des ressources mises à disposition des OPA (notamment la mise en place d'un logiciel de comptabilisation approprié Tom2Pro, le suivi budgétaire, le tableau de bord mensuel, le recrutement d'un RPM, le contrôle interne, décaissement initial en faveur des OPA ne dépassant pas 40% du budget du plan d'action des activités de la Convention etc.);
 - De fournir un appui constant à la FOP-BG (i) pour améliorer la Gestion financière et la remontée des justifications des dépenses; (ii) et pour la collecte et la remontée des données pour le système de suivi-évaluation;
 - De collaborer avec ANPROCA pour l'inclusion effective des groupements non-membres de la CNOP-G comme bénéficiaires du Programme;
 - De capitaliser sur les résultats obtenus par le PNAFA- HMF en matière d'insertion des jeunes et en mécanisme d'approvisionnement en intrants de la FPF, D,
 - De collecter régulièrement les données sur les indicateurs retenus afin que le système de suivi-évaluation soit continuellement à jour;
- ⇒ De demander au **Ministère de l'Agriculture** de poursuivre ses appuis au projet en termes:
 - De suivi constant des progrès de la mise en œuvre à travers notamment (i) la conduite de missions régulières de suivi, (ii) l'organisation diligente du Comité de pilotage pour une approbation des PTBAs dans les délais requis; et (ii) la mise en place d'un **comité technique national de suivi** dont les membres sont issus du Comité de pilotage;
 - D'appui de la part de ses services techniques nationaux et services déconcentrés comme moyens de préparer la stratégie de sortie à la fin du projet;
 - De veiller au fonctionnement régulier des Comités Régionaux de Suivi des contrats et conventions installés dans chacune des trois (03) régions administratives (Boké, Kindia et Faranah) sous la

direction des DRA à utiliser comme dispositif de veille et d'alerte en vue de minimiser les risques éventuels d'irrégularités et augmenter les chances de réussite dans l'exécution des contrats et conventions;

- D'utilisation des données du système de S&E du projet pour alimenter la base de données du Ministère;
- De rapprochement du MA et des partenaires concernés pour faire le point sur la contribution du PNAFA au Système d'information de marché (SIPAG).
- De coopter le ministère de l'environnement pour sa participation effective à la résolution des problèmes environnementaux identifiés par la mission;

⇒ De demander au **Ministère des Finances** d'intensifier ses appuis au projet en termes de:

- De mobilisation effective des fonds de contreparties
- D'implication dans le processus de l'audit (choix de l'auditeur, validation des rapports de l'auditeur et suivi de ses recommandations etc.);

⇒ De demander à la **FOP-BG et la CTN** de:

- respecter les procédures pour éviter la survenue de dépenses inéligibles;
- Renforcer le dispositif d'appui conseil de proximité au niveau des OPA;
- participer au système de suivi évaluation comme moyens de renforcer ses propres capacités en ce domaine;
- prendre progressivement en charge les services rendus par le projet à ses membres comme moyens de préparer la stratégie de sortie du projet;
- de faire diligence pour la remontée des justifications des dépenses; (ii) et pour la collecte et la remontée des données pour le système de suivi-évaluation;

En conclusion:

⇒ la réalisation des objectifs du PNAFA-BGF est encore possible mais cela passe nécessairement par:

- (i) une implication accrue de l'équipe du projet dans l'accompagnement des partenaires en charge de la mise en œuvre;
- (ii) le renforcement de la logique de partenariat entre les parties prenantes (STE /STD, ASF OPA, UNC/URC etc..);
- (iii) l'engagement respectif des partenaires autour d'un programme conjoint qui donne une bonne visibilité des interventions à mener d'ici la fin du projet.
- La prise en compte de l'année 2016 comme année charnière;

⇒ Le manque d'expérience des OPA qui, prises comme points d'entrée pour servir d'organes direct de mise en œuvre (ce qui est une grande nouveauté) requiert un appui rapproché et continu de la part de l'UNC, des URC et de tous les services techniques nationaux et déconcentrés du Ministère de l'agriculture.

⇒ Les partenariats qui lient les différents acteurs du PNAFA-BGF sont un des moyens essentiels sur lesquels repose la mise en œuvre du programme et, par conséquent, le processus menant à la signature des conventions et au suivi de leur exécution devra faire l'objet d'une attention particulière;

⇒ A travers les différents appuis qui lui sont fournis, la CNOP-G devra avoir à cœur de contribuer effectivement à la remontée des informations permettant d'alimenter de manière régulière et efficace le système de suivi-évaluation, d'apporter un soutien aux OPA pour améliorer leur degré de maturité et leur capacité managériale afin de les mener à une véritable autonomisation pour la pérennisation des acquis;

- ⇒ Il est fortement suggéré une collaboration plus étroite avec le Ministère de l'environnement pour prendre en compte les aspects environnementaux signalés dans ce rapport;
- ⇒ Les dispositions pour une mobilisation effective et à temps des fonds de contrepartie stipulées dans l'accord de financement ne sont pas entièrement respectées. Par conséquent, la mission sollicite un appui du Ministère des Finances dans ce domaine.

II. PNAFA HMF

- ⇒ Revue complète des progrès réalisés au regard des recommandations faites lors de la revue à mi-parcours;
Rien ne semble avoir bougé cependant la mission espère que les changements intervenus à la direction du PNAFA vont impulser une nouvelle dynamique porteuse de réussite, d'efficacité et de célérité;
- ⇒ La mission a aidé l'UNC à établir la liste des infrastructures financées sur prêt OFID à retenir comme pouvant objectivement être réalisées avant fin décembre 2016 en prévision de la clôture du PNAFA-HMF;
- ⇒ Dans la perspective de l'achèvement prochain du PNAFA-HMF (Mars 2017), il est fortement recommandé de dérouler les activités devant mener à la clôture sans encombre du programme notamment:
 - (i) accélération des travaux en cours en vue de leur réception provisoire au plus tard en fin décembre 2016;
 - (ii) conduite des études d'impact socio-économique y compris une seule enquête SYGRI en vue du rapport d'achèvement;
 - (iii) commanditer un audit de clôture ainsi qu'un audit des trois dernières années;
- ⇒ De prendre en compte dans les imputations catégorielles des dépenses la réallocation des dépenses opérées par la mission;